

UNIVERSITE DE NANTES
FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES POLITIQUES
ECOLE DOCTORALE : DROIT ET SCIENCES SOCIALES

Année : 2008

N° attribué par la bibliothèque
!_!_!_!_!_!_!_!_!

THESE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE NANTES

Discipline : Droit de l'environnement

Présentée et soutenue publiquement

par

M. Thibault BRETESCHÉ

le 20 octobre 2008

**L'introduction d'espèces exotiques et la protection de l'environnement :
étude d'un système juridique**

Tome 2

*Directeur de thèse : Monsieur **Raphaël ROMI**, Professeur à l'Université de Nantes*
*Co-directeur de thèse : Monsieur **Jean-Pierre BEURIER**, Professeur à l'Université de Nantes*

JURY

Monsieur **Patrick Le LOUARN**, Professeur à l'Université de Rennes II
Monsieur **Jean UNTERMAIER**, Professeur à l'Université Jean Moulin, Lyon III,
Monsieur **Philippe VERNON**, Directeur de recherche au CNRS, Université de Rennes I

Bibliographie

I. Bibliographie juridique :

Ouvrages généraux :

-ARNAUD A.-J., « Critique de la raison juridique. Vol. 1, où va la sociologie du droit », Paris, L.G.D.J., 1981, 459 pages.

-ARNAUD A.-J., FARINAS DULCE M.J., « Introduction à l'analyse sociologique des systèmes juridiques », Bruxelles, Bruylant, 1998, 378 pages.

-ARNAUD A.-J., « Entre modernité et mondialisation : cinq leçons d'histoire de la philosophie du droit et de l'Etat », Paris, L.G.D.J., coll. droit et société 1998, 185 pages.

-ATIAS C., « Epistémologie juridique », Paris, PUF, 1985, 222 pages.

-BERGEL J.L., « Théorie générale du droit », Dalloz, 4^{ème} édition, 2003, 374 pages.

-BEURIER J.-P., « Droits maritimes », Paris, Dalloz, 2006, 1008 pages.

-CHAPUS R., « Droit administratif général », Edition Montchrétien, tome 1, 15^{ème} édition, 2001, 1427 pages.

-CLAM J., MARTIN G., « Les transformations de la régulation juridique », Paris, LGDJ, 1998, 454 pages.

-DUBOUIS L., BLUMAN C., « Droit matériel de l'Union européenne », Edition Montchrétien, 3^{ème} édition, 2004, 613 pages.

-DOUMBE BILLE S., ROMI R., BARON C., « Les aspects juridiques de l'agenda 21 : la mise en œuvre juridique de la convention de Rio », Limoge, Université de Limoge, 1995, 422 pages.

-GUILBAUD J., « La chasse et le Droit », Paris, Litec, 15^{ème} édition, 1999, 909 pages.

-GUILLIEN R., VINCENT J., « Lexique de termes juridiques », 9^{ème} édition, Dalloz, 1993, 565 pages.

-JOHNSON L.S., « Coastal state regulation of international shipping » Oxford University Press, USA, 2004, p.214 pages.

-KISS A., « Droit international de l'environnement », Paris, Pédones, Etudes internationales n°3, 1989, 349 pages.

- KISS A., « L'écologie et la loi : le statut juridique de l'environnement : réflexions sur le Droit de l'environnement », Paris, L'Harmattan, 1989, 391 pages.
- KISS A. et SHELTON D., « Droit international de l'environnement », Edition Frison-Roche, 1995, 554 pages.
- LOSANO M.G., « Sistema e struttura nel diritto : volume III : Dal novecento alla postmodernità », Milano, Giuffrè Editore, 2002, 371 pages.
- MALJEAN-DUBOIS S., « Droit de l'Organisation Mondiale du Commerce et protection de l'environnement », Emile Bruylant, 2003, 536 pages.
- MILLER M.L., FABIAN R.N., « Harmful invasive species : legal responses », Washington, D.C., Environmental Law Institute, 2004, 236 pages.
- MOLENAAR E., « Coastal State Jurisdiction Over Vessel-Source Pollution », International Law and Policy Series, Vol. 51, The Hague, Kluwer, 1998, 632 pages.
- NORDQUIST M.H., NANDAN S.N., ROSEN S., GRANDY N.R., UNIVERSITY OF VIRGINIA – CENTER FOR OCEAN LAW POLICY, « United Nation convention on the law of the sea 1982 : a commentary », Dordrecht, Boston, London, Martinus Nijhoff Publishers, Volume IV, « Articles 192 to 278, Final Ac, Annex IV », 1991, 769 pages.
- OST F., « La nature hors la loi. L'écologie à l'épreuve du Droit », Paris, La Découverte, 1995, 346 pages.
- OST F., « Le temps du droit », Paris, O. Jacob, 1999, 376 pages.
- OST F., « De la pyramide au réseau ? : pour une théorie dialectique du droit », Bruxelles, Facultés universitaire Saint-Louis, 2002, 596 pages.
- PRIEUR M., DOUMBE BILLE S., « Droit de l'environnement et développement durable », Limoges, Pulim, 1994, 352 pages.
- PRIEUR M., « Droit de l'environnement », Dalloz, 5^{ème} édition, 2004, 1001 pages.
- REMOND-GOUILLOUD M., « Du droit de détruire : Essai sur le droit de l'environnement », Paris, P.U.F., collection Les voies du droit, 1989, 304 pages.
- ROMI R., « Droit et administration de l'environnement », Edition Montchrétien, 6^{ème} édition, 2007, 647 pages.
- ROMI R., BOSSIS G., ROUSSEAUX S., « Droit international et européen de l'environnement », Précis Domat, Edition Montchrétien, 2005, 368 pages.
- SADELEER (DE) N., « Les principes du pollueur-payeur, de prévention et de précaution. Essai sur la genèse et la portée juridique de quelques principes du droit de l'environnement », Bruxelles, Bruylant, coll. « université francophones », 1999, 437 pages.

-SADELEER (DE) N., BORN C.-H., « Droit international et communautaire de la biodiversité », Paris, Dalloz, 2004, 780 pages.

-TEUBNER G., « Le droit : un système autopoïétique », Paris, Presses Universitaires de France, 1993, 296 pages.

-TEUBNER G., « Droit et réflexivité : l'auto-référence en droit et dans l'organisation », Paris, LGDJ, Bruxelles, Bruylant, 1996, 393 pages.

-TIMSIT G., « thèmes et systèmes de droit », PUF, Paris, 1986, 205 pages.

-VAN DE KERCHOVE M., OST F., « Le système juridique entre ordre et désordre », PUF, 1988, 254 pages.

Thèses, Mémoires, Monographies, Actes de colloques :

-BONNIN M.-A., « Vers une conception synergique de la protection de la nature en Europe », Mémoire de DEA, Nantes, 1998, 102 pages.

-BONNIN M.-A., « Les aspects juridiques des corridors biologiques : vers un troisième temps de la conservation de la nature », Thèse, Nantes, 2003, 586 pages.

-BRETESCHE T., « L'introduction d'espèces exotiques et la protection de l'environnement », Mémoire de DEA, Nantes, 2000, 140 pages.

-BRUNEL S., « Plantes envahissantes dans les régions méditerranéennes du monde : actes de l'atelier de travail international, Mèze, France, 25-27 mai 2005 », T-PVS/Inf (2005) 17, Conseil of Europe Publishing, 2005, 271 pages.

-CLAVAUD E., « Les parcs zoologiques : entre exhibition et protection d'espèces animales », Mémoire de DEA, Nantes, 1998, 94 pages.

-CONSEIL DE L'EUROPE, CENTRE DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME, « Colloque international en hommage à Cyrille de Klemm : La diversité biologique et le Droit de l'environnement », Paris (Faculté Jean Monnet, Université Paris Sud), 30-31 mars 2000, rencontre environnement, n°48, Edition Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2001, 171 pages.

-CORNU M. et FROMAGEAU J., « genèse du droit de l'environnement [actes du colloque, Faculté Jean Monnet de l'Université de Paris-Sud] : volume I : fondements et enjeux internationaux », Paris, L'Harmattant, 2001, 231 pages.

-CORNU M. et FROMAGEAU J., « Genèse du droit de l'environnement [actes du colloque, Faculté Jean Monnet de l'Université de Paris-Sud] : volume II : Droit des espaces naturels et des pollutions », Paris, L'Harmattant, 2001, 282 pages.

-DESMOULIN S., « L'animal, entre Science et Droit », Thèse, Paris I Panthéon Sorbonne, 2005, 685 pages.

-DIEBOLT S., « Le droit en mouvement : Eléments pour une compréhension constructiviste des transformations complexes des systèmes juridiques », Thèse, Université de Paris X Nanterre, 2000, 458 pages.

-DIETRICH G., « Les procès d'animaux du Moyen Age à nos jours », thèse Droit, Lyon, 1961.

-EZANNO C., « L'aquaculture marine face aux contraintes environnementales », Mémoire de DEA, Nantes, 1999, 111 pages.

-FOUCHER K., « Principe de précaution et risque sanitaire : recherche sur l'encadrement juridique de l'incertitude scientifique », Thèse, Nantes, 2000, 428 pages.

-FROMAGEAU J. et CORNU M., « Genèse du droit de l'environnement [actes du colloque, Faculté Jean Monnet de l'Université de Paris-Sud] : volume I : fondements et enjeux internationaux », Paris, L'Harmattan, 2001, 231 pages.

-FROMAGEAU J. et CORNU M., « Genèse du droit de l'environnement [actes du colloque, Faculté Jean Monnet de l'Université de Paris-Sud] : volume II : Droit des espaces naturels et des pollutions », Paris, L'Harmattan, 2001, 282 pages.

-GUYVARC'H A., « Les aspects juridiques de la protection de la biodiversité », Thèse, Nantes, 1998, 507 pages.

-INTERNATIONAL PLANT PROTECTION CONVENTION SECRETARIAT, « Identification of risks and management of invasive alien species using the IPPC framework : Proceedings of a workshop in Braunschweig, Germany 22-26 September 2003 », FAO, Rome, Italy, 2005, 316 pages.

-IUCN COMMISSION ON ENVIRONMENTAL LAW, « Landscape conservation law : present trends and perspectives in international and comparative law : Proceeding of a colloquium commemorating the 50th anniversary of IUCN, the World Conservation Union 30 october 1998 Palais du Luxembourg Paris », IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK, 2000, 102 pages.

-LEBEN C., VERHOEVEN J., « Le principe de précaution, aspects de droit international et communautaire : actes du colloque, Paris, 5 mars 2001 », Editions Panthéon-Assas, Paris, 2002, 247 pages.

-LES THEMIALES DE RIOM, ASSOCIATION RIOM-JUSTICE-PAYS DE VOLVIC, « Les Thémiales de Riom 2000 : actes du colloque organisé à la Cour d'appel de Riom le jeudi 14 et le vendredi 15 septembre 2000 par l'Association Riom/Justice/Pays de Volvic sur le principe pollueur-payeur, mythe ou réalité ? », Clermont-Ferrand, Presses universitaires de la faculté de droit de Clermont-Ferrand, 2002, 300 pages.

-LINOSSIER N., « Les introductions et les réintroductions d'animaux d'espèces non domestiques », Thèse Lyon, 1994, 435 pages.

-LYONS E.E., MILLER S.E., « Invasive species in Eastern Africa : proceedings of a workshop held at ICIPE, July 5-6, 1999 », ICIPE Science Press, 2000, 108 pages.

-MARTIN G., « Le dommage écologique en droit interne, communautaire et comparé », SFDE/Economica, Coll. Droit et économie de l'environnement, 1992, 254 pages.

-NAIM-GESBERT E., « Les dimensions scientifiques du Droit de l'environnement : Contribution à l'étude des rapports de la science et du droit », Thèse doctorat, Université Jean Moulin, Lyon 3, 1997, Edition VUBPress, Bruxelles, 1999, 808 pages.

-RENAUD DE LA FAVERIE B., « L'évolution des rapports entre l'homme et l'animal », Mémoire de DEA, Nantes, 1999, 153 pages.

-ROUSSEAU S., « Changement climatique et Droit communautaire : Etude sur la régulation juridique des émissions de gaz à effet de serre par des mesures juridiques », Thèse doctorat, Université de Nantes, 1997, 2001, 416 pages.

-SABLON-DU-CORAIL G., « La protection internationale des espèces de la faune et de la flore marine menacées », Mémoire de DEA, Nantes, 1995, 111 pages.

-SCHEI P.J., SANDLUND O.T., VIKEN A., « Invasive species and biodiversity management : based on a selection of papers presented at the Norway/UN conference on alien species, Trondheim, Norway », Dordrecht, Boston, London, Kluwer academic publishers, 1999, 431 pages.

-SECRETARIAT OF THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY, « Assessment and management of alien species that threaten ecosystems, habitats and species. Abstract of keynote addresses and posters presented at the sixth meeting of the subsidiary body on scientific, technical and technological advice, held in Montreal, Canada from 12 to 16 march 2001 », CBD Technical paper n°1, Montreal, SCBD, 2001, 123 pages.

-SELLERS E., SIMPSON A., CURD-HETRICK S., « Expert meeting on implementation of a global invasive species information network (GISIN), proceedings of a workshop. 6-8 April, 2004 », Baltimore, Maryland, USA, National Biological Information Infrastructure, 2004, 237 pages.

-SHINE C., REASER J.K., GUTIERREZ A.T., « Prevention and management of invasive alien species : proceeding of a workshop on forging cooperation throughout the Austral-Pacific », Global Invasive Species Programme, Cap Town, South Africa, 2003, 133 pages.

-SOCIETE FRANCAISE POUR LE DROIT INTERNATIONAL, « La frontière », Colloque de Poitiers, 17-19 mai 1979, Paris, Edition A. Pedone, 1980, 304 pages.

Rapports, études, documents de travail :

-BARNARD P., WAAGE J.K., « Tackling species invasions around the world : regional responses to the invasive alien species threat », Global Invasive Species Programme, Cap Town, South Africa, 2004, 40 pages.

-BIO-ENVIRONMENTAL SERVICE, « The Presence and Implication of Foreign Organisms in Ship Ballast Water Discharged in the Great Lakes », vol.1, Water Pollution Control Directorate, Environmental Protection Service, Environment Canada, 1981, 97 pages.

-BURGIEL S., FOOTE G., ORELLANA M., PERRAULT A., « Invasive alien species and trade : integrating prevention measures and international trade rules », 2006, 54 pages. Disponible sur <http://cleantrade.typepad.com/clean_trade/files/invasives_trade_paper_0106.pdf>.

-CIMP, « Commission intérimaire des mesures phytosanitaires, sixième session, Rome, 29 mars – 2 avril 2004, Protocole de coopération entre les secrétariats de la CDB et de la CIPV, Point 12.1 de l'ordre du jour provisoire », ICPM 04 INF/15, 6 pages. Disponible sur <www.ippc.int>.

-CIMP, « Organismes génétiquement modifiés, (OGM), biosécurité et espèces envahissantes », Meeting document, ICPM 01/7, 9 pages. Disponible sur <www.ippc.int>.

-COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, « Gouvernance européenne : un livre blanc », COM(2001)428 final, 2001, 40 pages.

-CORN M.L., BUCK E.H., RAWSON J., FISHER E., « Invasive Non-Native Species Background and Issues for Congress », Penny Hill Press, 2002, 85 pages.

-COUSSAIN Y., LEMOINE J.-C., SAINT-LEGER F., « Rapport fait au nom de la commission des Affaires économiques, de l'Environnement et du Territoire sur le projet de loi, modifié par le sénat (n° 1614), relatif au développement des territoires ruraux », n°1828, 2004, 504 pages.

-DECLERIS M., « The law of sustainable development : general principles », Office for official publications of the European Communities, Luxembourg, 2000, 146 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND OF CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « Bern Convention action on invasive alien species in Europe », T-PVS (2001) 10, Contribution to the 6th Meeting of the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice (SBSTTA 6) of the Convention on Biological Diversity, Montréal, 12-14 March 2001, 30 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND OF CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « Report », T-PVS (2002) 11, Groupe d'experts de la Convention de Berne sur les espèces exotiques envahissantes, Horta, Azores, Portugal, 2002, 61 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND OF CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « Meeting report », T-PVS (2003) 6, Groupe d'experts de la Convention de Berne sur les espèces exotiques envahissantes, Strasbourg, 2003, 11 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND OF CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « Mise en oeuvre des recommandations sur les espèces exotiques envahissantes : rapports nationaux », T-PVS/IAS (2005) 1, Groupe d'experts de la Convention de Berne sur les espèces exotiques envahissantes, Palma de Majorque, Espagne, 2005, 59 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND OF CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « rapport du groupe d'experts sur les espèces exotiques envahissantes, 6^{ème} réunion, Palma de Majorque (Espagne), 9-11 mai 2005 », T-PVS (2005) 9, Strasbourg, 11 juillet 2005, 67 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND OF CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « rapport du groupe d'experts sur les espèces exotiques envahissantes, 7^{ème} réunion, Reykjavik, 22-24 mai 2007 », T-PVS (2007) 9, Strasbourg, 30 mai 2007, 127 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND OF CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « Mémorandum de coopération renforcé entre le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et le Secrétariat de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe », T-PVS (2007) 20, Note du secrétariat, Strasbourg, 11 octobre 2007, 22 pages.

-DIRECTORATE OF CULTURE AND CULTURAL AND NATURAL HERITAGE, « Contribution to the 13th meeting of the Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice (SBSTTA 13) of the Convention on biological diversity (Rome, 18-22 February 2008) : Bern Convention action on invasive alien species in Europe », Strasbourg; 7 janvier 2008, (document T-PVS/inf (2008) 3), 61 pages.

-DIREN PAYS DE LA LOIRE, « Exposé de Loïc Marion, chercheur au CNRS, à l'Université de Rennes, et directeur scientifique de la Réserve naturelle du lac de Grand-Lieu », Annexe 2 du « Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel, compte rendu de la réunion du 4 septembre 2006, 5 pages

-G. DUKE, « Biodiversity and the EU – Sustaining Life, Sustaining Livelihoods », Conference Report Stakeholder Conference held under the Irish Presidency of The European Union in partnership with the European Commission, 25th - 27th May 2004, Grand Hotel, Malahide, Ireland, 2005, 255 pages.

-EGYPT, « The national environmental action plan of Egypt 2002/2017 : Environment at the center of modernizing Egypt », incomplete Draft not for circulation, 2001, 180 pages. Disponible sur <http://www.eea.gov.eg/English/reports/neap/Neap_Eng-last.pdf>.

-EGYPT, « Third national report on Convention on biological diversity (Egypt) », 2005, 179 pages. Disponible sur <<http://www.cbd.int/doc/world/eg/eg-nr-03-ar.pdf>>.

-EMORINE J.-P., PONIATOWSKI L., « Rapport fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des territoires ruraux », n°251, 2004, 340 pages.

-ENVIRONMENT, COMMUNICATIONS, INFORMATION TECHNOLOGY AND THE ARTS REFERENCES COMMITTEE, « Turning back the tide – the invasive species challenge : Report on the regulation, control and management of invasive species and environment protection and biodiversity conservation amendment (invasive species) bill 2002 », Senate Printing Unit, Parliament House, Canberra, 2004, 244 pages.

-ENVIRONMENTAL LAW INSTITUTE, « Making a list : prevention strategies for invasive plants in the Great Lakes states », Environmental Law Institute, Washington D.C., 2004, 45 pages.

-ENVIRONMENTAL LAW INSTITUTE, « Filling the Gaps : ten strategies to strengthen species management in Florida », Environmental Law Institute, Washington D.C., 2004, 65 pages.

-ENVIRONMENTAL LAW INSTITUTE, « Invasive species control. A comprehensive model State Law », Environmental Law Institute, Washington D.C., 2004, 38 pages.

-ENVIRONMENTAL MANAGEMENT SUPPORT, LEE II H., « Nonindigenous species – An emerging issue for the EPA », volume 1 : « Region/ORD nonindigenous species workshop reports », US EPA Office of Research and Development, 2001, 111 pages.

-ENVIRONMENTAL MANAGEMENT SUPPORT, LEE II H., « Nonindigenous species – An emerging issue for the EPA », volume 1: « A landscape in transition : effects of invasive species on ecosystems, human health, and EPA goals », US EPA Office of Research and Development, 2001, 54 pages.

-EUROPEAN COMMISSION DIRECTORATE-GENERAL FOR FISHERIES, « Aquaculture and the environment in the European Community », 1995, p.28-33.

-EXECUTIVE SECRETARY, « Review and consideration of options for the implementation of article 8(h) on alien species that threaten ecosystems habitats or species, note by the executive secretary, addendum, Use of terms : revised text », 26 mars 2002, 5 pages. (UNEP/CBD/COP/6/18/Add.1/Rev.1)

-FASHAM M., TRUMPER K., « Review of non-native species legislation and guidance », Department for Environment, Food and Rural Affairs, European Wildlife Division, Escope Applied Ecologist, 2001, 145 pages.

-F.A.O., « Precautionary approach to capture fisheries and species introductions, Elaborated by the Technical Consultation on the Precautionary Approach to Capture Fisheries (Including Species Introductions), Lysekil, Sweden, 6-13 June 1995 », *FAO Technical Guidelines for Responsible Fisheries*, n°2, Rome, FAO, 1996, 54 pages.

-F.A.O., « Normes internationales pour les mesures phytosanitaires : l'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire », Secrétariat de la Convention internationale pour la protection et l'agriculture, Rome, 2002, 22 pages.

-FCCC, SBSTA, « Cooperation with relevant international organizations : issues related to the Convention on biological diversity, note by the secretariat », 29 juin 2001, 9 pages. (FCCC/SBSTA/2001/INF.3).

-FOUDA M.M., « Second national report », 2000, 80 pages. Disponible sur <<http://www.cbd.int/doc/world/eg/eg-nr-02-en.pdf>>

-FRANCE – DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS, « La chasse », Les éditions des Journaux officiels, 2004, 215 pages.

-FRANCE : MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, « Stratégie nationale pour la biodiversité : enjeux, finalités, orientations », Paris, Ministère de l'écologie et du développement durable, 2004, 49 pages.

-GENOVESI P., SHINE C., « Stratégie européenne relative aux espèces exotiques envahissantes », T-PVS/Inf (2004) 1, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2003, 51 pages.

-GREEN W., « Biosecurity threats to indigenous biodiversity in New Zealand : an analysis of key issues and future options » , 2000, 61 pages. Disponible sur <http://www.pce.govt.nz/reports/allreports/biosecurity_threats.pdf>.

-HEWITT C.L., CAMPBELL M.L., GOLLASCH S., « Alien species in aquaculture : considerations for responsible use », IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK, 2006, 32 pages.

-IKUMA E.K., SUGANO D., MARDFIN J.K., « Filling the gaps in the fight against invasive species », Honolulu, HI : Legislative Reference Bureau, 2002, 122 pages.

-IUCN Commission on Environmental Law, « Landscape conservation Law : present trends and perspectives in international and comparative law », IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK, 2000, 102 pages.

-KLEMM (DE) C., « Les introductions d'organismes non indigènes dans le milieu naturel », Edition du Conseil de l'Europe, Sauvegarde de la nature n°73, 1996, 96 pages.

-KOURILSKY P., VINEY G., « Le principe de précaution », Rapport au Premier Ministre, Paris, O. Jacob : La documentation française, 2000, 405 pages.

-LAMBINON J., « Les introductions de plantes non indigènes dans l'environnement naturel », Edition du Conseil de l'Europe, Sauvegarde de la nature n°87, 1997, 28 pages.

-LEBEN C., VERHOEVEN J., « Le principe de précaution, aspects de droit international et communautaire : actes du colloque, Paris, 5 mars 2001 », Editions Panthéon-Assas, Paris, 2002, 248 pages.

-MATTHEWS S., BRAND K., « Africa invaded : the growing danger if invasive alien species », Global Invasive Species Programme, Cap Town, South Africa, 2004, 79 pages.

-McCONNELL M., « GloBallast Legislative Review – Final Report », GloBallast Monograph Series No. 1, IMO, London, 2002, 121 pages.

-McGREGOR R.C., « The emigrant pests », a report to J.F. Mulhern, Administrator, Animal and Plant Health Inspection Service, U.S. Department of Agriculture, 1973, 190 pages.

-McNEELY J.A., MOONEY H.A., NEVILLE L.E., SCHEI P.J., WAAGE K., « A global strategy on invasive alien species », IUCN, Gland, Switzerland, Cambridge, UK, 2001, 50 pages.

-MILLER C., KETTUNEN M., SHINE C., « Scope options for EU action on invasive alien species (IAS) : Final report for the European Commission », Institute for European Environmental Policy (IEEP), Brussels, Belgium, 2006, 109 pages.

-MINISTRY OF AGRICULTURE, « The national action programme for Eritrea to combat desertification and mitigate the effects of drought (NAP) », Asmara, 2002, 197 pages.

-MURPHY S.T., CHEESMAN O.D., « The Aid Trade – International Assistance Programmes as Pathways for the Introduction of Invasive Alien Species (a preliminary report) », World Bank Paper 109, CABI Bioscience, UK Centre, 2006, 38 pages.

-NATIONAL INVASIVE SPECIES COUNCIL, « United States Invasive Species draft management plan : preparing for the future », Washington, D.C., 2000, 114 pages. Disponible sur <<http://www.invasivespeciesinfo.gov/council/nmp.shtml>>.

-NATIONAL INVASIVE SPECIES COUNCIL, « Draft management plan : National Invasive Species Management Plan », Washington, D.C., 2001, 66 pages. Disponible sur <<http://www.invasivespeciesinfo.gov/council/nmp.shtml>>.

-NATIONAL INVASIVE SPECIES COUNCIL, « Meeting the Invasive Species Challenge : National Invasive Species Management Plan », Washington, D.C., 2001, 80 pages. Disponible sur <<http://www.invasivespeciesinfo.gov/council/nmp.shtml>>.

-NATIONAL INVASIVE SPECIES COUNCIL, « Progress report on the National Invasive Species Management Plan », 2003, 48 pages. Disponible sur <<http://www.invasivespeciesinfo.gov/council/nmp.shtml>>.

-NATIONAL INVASIVE SPECIES COUNCIL, « Progress report on the National Invasive Species Management Plan », 2005, 30 pages. Disponible sur <<http://www.invasivespeciesinfo.gov/council/nmp.shtml>>.

-NEW ZEALAND INSTITUTE OF ECONOMIC RESEARCH (NZIER), « Biosecurity Review: Key Economic Issues Facing New Zealand's Biosecurity System », A background report prepared for the Parliamentary Commissioner for the Environment, Wellington, 2000, 20 pages.

-NEW ZEALAND OFFICE OF THE PARLIAMENTARY COMMISSIONER FOR THE ENVIRONMENT, « New Zealand under siege : a review of the management of biosecurity risks to the environment », parliamentary commissioner for the environment, 2000, 121 pages.

-ORUETA J.F., RAMOS Y.A., « Methods to control and eradicate non-native terrestrial vertebrate species », Edition du Conseil de l'Europe, Sauvegarde de la nature n°118, 2001, 64 pages.

-OWEN M., CALLAGHAN D., KIRBY J., « Guidelines on avoidance of introductions of non-native waterbird species ». AEWA, Technical Series, N°12, Bonn, Germany, 2006, 38 pages.

-PAPADOPOULOS O., « rapport du Conseil d'Etat hellénique », colloque de l'association des Conseils d'Etat et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne, 36 pages. Disponible sur <www.juradmin.eu/colloquia/2006/greece.pdf>.

-REEVES E., « Analysis of law and policies concerning exotic invasions of the Great Lakes », Office of the Great Lakes Michigan Department of Environmental Quality, 1999, 149 pages.

-SECRETARIAT DE L'OMC, « Pratique du GATT/de l'OMC en matière de règlement des différends se rapportant à l'article XX, paragraphes b), d) et g) du GATT de 1994 », WT/CTE/W/203, note du secrétariat, 8 mars 2002, 53 pages. Disponible sur <<http://www.wto.org/>>.

-SECRETARIAT OF THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY, « Review of the efficiency and efficacy of existing legal instruments applicable to invasive alien species », CBD Technical paper n°2, Montreal, SCBD, 2001, 42 pages.

-SECRETARIAT OF THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY, « Interlinkages between biological diversity and climate change : advice on the integration of biodiversity considerations into the implementation of the United Nations Framework Convention on Climate Change and its Kyoto protocol. », CBD Technical paper n°10, Montreal, SCBD, 2003, 154 pages.

-SECRETARIAT OF THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY, « Solution for sustainable mariculture – avoiding the adverse effects of mariculture on biological diversity », CBD Technical paper n°12, Montreal, SCBD, 2004, 52 pages.

- SECRETARIAT OF THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY, « In-depth review of invasive alien species – information compiled by the executive secretary », Conference of the parties to the convention on biological diversity, ninth meeting, Bonn, 19-30 mai 2008, 53 pages. (UNEP/CBD/COP/9/INF/32)

-SECRETARIAT DE LA CONVENTION SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION, « compilation of summaries of reports submitted by Asian country parties », 28 November 2000, 35 pages. (ICCD/COP(4)/3/Add.1 (B))

-SECRETARIAT DE LA CONVENTION SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION, « Examen des activités visant à promouvoir l'établissement de liens et à renforcer les liens déjà noués avec les autres conventions pertinentes ainsi qu'avec les Organisations, Institutions et Organismes internationaux compétents, note du secrétariat », 20 août 2001, 18 pages. (ICCD/COP(5)/6).

-SHINE C., WILLIAMS N., GUNDLING L., « Guide pour l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel relatif aux espèces exotiques envahissantes », UICN, Gland, Suisse, Cambridge et Bonne, 2000, 164 pages.

-SHINE C., GENOVESI P., « Stratégie européenne relative aux espèces exotiques envahissantes (3^{ème} jet) », Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2003, 50 pages.

-SHINE C., « Overview of existing international/regional mechanisms to ban or restrict trade in potentially invasive alien species », T-PVS/Inf (2006) 8, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2006, 28 pages.

-SMITH J., CLOUGH P., « Biosecurity review : Key economic issues facing New Zealand's biosecurity system », New Zealand Institute of Economic Research, 2000, 26 pages.

-TRINQUELLE I., « Aspects juridiques des introductions et des réintroductions d'espèces de la faune sauvage en Europe », TPVS (92) 7, 1992. 40 pages.

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Les espèces exotiques envahissantes : rapport d'activité sur les sujets identifiés à la décision V/8, paragraphes 5,11 et 14, et analyse des rapports nationaux », Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, sixième réunion Montréal, 12-16 mars 2001, 20 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/6/6)

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Examen complet de l'efficacité des mesures appliquées pour la prévention, la détection rapide, l'éradication et le contrôle des espèces exotiques envahissantes et de leurs impacts », Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, sixième réunion Montréal, 12-16 mars 2001, 22 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/6/7)

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Review of the efficiency and efficacy of existing legal instruments applicable to invasive alien species », Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, sixième réunion Montréal, 12-16 mars 2001, 64 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/6/INF/5)

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Invasive alien species : status, impacts and trends of alien species that threaten ecosystems, habitats and species », Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, sixième réunion Montréal, 12-16 mars 2001, 29 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/6/INF/11)

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Report on existing international procedures, criteria and capacity for assessing risk from invasive alien species », Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, sixième réunion Montréal, 12-16 mars 2001, 36 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/6/INF/5)

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Pilot assessments : The ecological and socio-economic impact of invasive alien species on island ecosystems » , Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice, ninth meeting, Montreal, 2003, 38 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/9/INF/33, 5 November 2003).

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Espèces exotiques envahissantes : identification de lacunes et incohérences particulières dans le cadre réglementaire international », Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, neuvième réunion Montréal, 10-14 mars 2003, 15 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/9/15)

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Invasive alien species : identification of specific gaps and inconsistencies in the international regulatory framework » , Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice, ninth meeting, Montreal, 2003, 22 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/9/INF/32, 5 November 2003).

-UNEP, CBD, SBSTTA, « The ecological and socio-economical impacts of invasive alien species on inland water ecosystems », Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice, tenth meeting, Montreal, 2005, 44 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/10/INF/4, 6 janvier 2005).

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Toward the development of a joint work plan for the management of marine invasive alien species », Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice, tenth meeting, Montreal, 2005, 37 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/11/INF/10, 14 novembre 2005).

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Report of the ad hoc technical expert group on gaps and inconsistencies in the international regulatory framework in relation to invasive alien species », Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice, eleventh meeting, Auckland, New Zealand, 2005, 20 pages. (UNEP/CBD/SBSTTA/11/INF/4, 17 juin 2005)

-UNEP, CBD, SBSTTA, « Alien species that threaten ecosystems, habitats or species (article 8 (h)) : report on consultations regarding international standards », UNEP/CBD/SBSTTA/13/6, 13 novembre 2007, 14 pages.

-U.S. CONGRESS, OFFICE OF TECHNOLOGY ASSESSMENT, « Harmful Non-Indigenous Species in the United States, OTA-F-565 », Edition U.S. Government Printing Office, Washington, DC : U.S. Government Printing Office, 1993, 397 pages.

-U.S. ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY OFFICE OF WATER OFFICE OF WETLANDS, OCEANS AND WATERSHEDS OFFICE OF WASTEWATER MANAGEMENT, « Aquatic nuisance species in ballast water discharges : issues and options », (draft report), 2001, 53 pages.

-U.S. GENERAL ACCOUNTING OFFICE, « Invasive species : federal and selected state funding to address harmful, nonnative species, GAO/RCED-00-219 », GAO, Washington D.C., 2000, 63 pages.

-U.S. GENERAL ACCOUNTING OFFICE, « Invasive species : Obstacle hinder federal rapid response to growing threat, GAO-01-724 », GAO, Washington D.C., 2001, 48 pages.

-U.S. GENERAL ACCOUNTING OFFICE, « Invasive species : clearer focus and greater commitment needed to effectively manage the problem, GAO-03-1 », GAO, Washington D.C., 2002, 100 pages.

-U.S. GENERAL ACCOUNTING OFFICE, « Invasive species : state and other non-federal perspectives on challenges to managing the problem, GAO-08-1089R », GAO, Washington D.C., 2003, 40 pages.

-U.S. GENERAL ACCOUNTING OFFICE, « Invasive species : federal efforts and state perspectives on challenges and national leadership, GAO-03-916T », GAO, Washington D.C., 2003, 16 pages.

-VIKEN A., SANDLUND O.T., SCHEI P.J., « Invasive species and biodiversity management : based on a selection of papers presented at the Norway/UN conference on alien species, Trondheim, Norway », Dordrecht, Boston, London, Kluwer academic publishers, 1999, 431 pages.

-VOUSDEN D., OKAMURA B., « GloBallast Project Independent Mid Term Evaluation (MTE) : Final Report », IMO London, 2003, 69 pages.

-WESTBROOK C., RAMOS K., LA M., « Under siege : invasive species on military bases », National Wildlife Federation, 2005, 54 pages.

-WITTENBERG R., COCK M.J.W., « Les espèces envahissantes exotiques : un manuel pour une meilleure prévention et de meilleures pratiques de gestion », (exemplaire de la première ébauche) CAB International, Wallingford, Oxon, UK, 2001, 238 pages.

-WORKING FOR WATER, « Working for Water : annual report 1999/2000 ». Disponible sur <<http://www.dwaf.gov.za/wfw/AnnualReports/>>.

-WORKING FOR WATER, « Working for Water : annual report 2003/4 », 34 pages. Disponible sur <<http://www.dwaf.gov.za/wfw/AnnualReports/>>.

-ZILLER S.R., RIESER J.K., NEVILLE L.E., BRAND K., « Invasive alien species in South America : national reports and directory of resources », Global Invasive Species Program, Cape Town, South Africa, 2005, 114 pages.

-ZILLETI B., CAPDEVILA-ARGUELLES L., « Follow-up of the implementation of the European Strategy on Invasive Alien Species », T-PVS/Inf (2004) 4, Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats, Standing committee, 24th meeting, , Strasbourg, 2004, 29 pages.

Brochures et plaquettes :

-CENTRE DE COOPERATION POUR LA MEDITERRANEE, « Les invasions biologiques marines : un défi pour la Méditerranée, une coopération essentielle », U.I.C.N., Document d'information, juin 2003, 2 pages.

-CONSEIL GENERAL DEUX-SEVRES, « Les plantes aquatiques envahissantes : apprenez à les reconnaître et à vous en méfier », 2003, 4 pages.

-CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DES RIVAGES LACUSTRES, TOUR DU VALAT, AGENCE MEDITERRANEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, « Les jussies, des plantes envahissantes dans les zones humides littorales méditerranéennes. Les connaître pour agir », 1999, 11 pages.

-DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT PAYS DE LA LOIRE, « La jussie : quelques clefs pour mieux la connaître... », 2004, 8 pages.

-FORUM DES MARAIS ATLANTIQUES, « Gestion des plantes exotiques envahissantes en cours d'eau et zones humides », 2004, 68 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 1, novembre - décembre 2003, 8 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 2, juin 2004, 24 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 3, novembre 2004, 24 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 4, juin 2005, 24 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 5, janvier 2006, 24 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 6, juillet 2006, 24 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 7, janvier 2007, 24 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 8, juin 2007, 24 pages.

-PROGRAMME MONDIAL SUR LES ESPECES ENVAHISSANTES, « Le Bulletin de GISP : Gispnews », n° 9, décembre 2007, 24 pages.

-EUROPEAN COMMISSION, « LIFE Focus / Alien species and nature conservation in the EU. The role of the LIFE program », Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, 2004, 56 pages.

Notes et articles :

-ANONYME, « Note sous C.J. (C-149/94), 8 fév 1996, Vergy », *Europe*, Avril 1996, p.22

-ALFSEN-NORODOM C., LANE B.D., « Global knowledge networking for site specific strategies : the International Conference on biodiversity and society », *Environmental Science and Policy*, n°5, 2002, p.3-8.

-ANDERSON S., HEY E., « The effectiveness and legitimacy of international environmental institutions », *International Environmental Agreements*, vol. 5, 2005, p.211-226.

-AVRILLIER R., « L'écologie à l'épreuve du Droit. Le Droit à l'épreuve de l'écologie », in *Le juge administratif, juge vert ?*, *R.J.E.*, n°spécial, 1995, p.15-26.

-BARDSLEY D.K., EDWARDS-JONES G., « Invasive species policy and climate change : social perceptions of environmental change in the Mediterranean », *Environmental Science and Policy*, n°10, 2007, p.239.

-BARON C., « La gouvernance : débats autour d'un concept polysémique », *Droit et Société*, n°54, 2003, p.329-351.

-BARRAT B.I.P., MOEED A., « Environmental safety of biological control : policy and practice in New Zealand », *Biological Control*, n°35, 2005, p.247-252.

-BAX N., WILLIAMSON A., ARGUERO M., GONZALEZ E., GEEVES W., « Marine invasive alien species : a threat to global biodiversity », *Marine Policy*, n°27, 2003, p.313-323.

-BERR C.J., « Note sous C.J. (C-131/94), 13 juillet 1994, Commission c/ Allemagne » *Journal du droit international*, p.460-461.

-BERR C.J., « Note sous C.J. (C-67/97), 3 décembre 1998, Bluhme », *Journal du droit international*, 1999, p.549-550.

-BETSCH J.-M., « Sur quelques aspects scientifiques relatifs à la protection des écosystèmes, des espèces et de la diversité biologique », *R.J.E.*, 4-1991, p.443-451.

-BEURIER J.P., « Le Droit de la biodiversité », *R.J.E.*, 1-2/1996, p.5-28.

-BEURIER J.P., « Le Droit de la protection des coraux et des espèces menacées de disparition en zone tropicale », *R.J.E.*, n°spécial 1994, p.57-77.

-BOISSON DE CHAZOURNES L., MBENGUE M.M., « GMOs and trade : issues at stake in the EC biotech dispute », *RECIEL*, vol. 13, n°3, 2004, p.289-305.

-BOWERS J., « Policy instruments for the conservation of remnant vegetation on private land », *Biological Conservation*, vol. 87, 1999, p.327-339.

-BOWMAN M.J., « International treaties and the global protection of birds : part I », *Jour. Env. Law*, vol 11 n°1, p. 87-119.

-BOWMAN M.J., « International treaties and the global protection of birds : part II », *Jour. Env. Law*, vol 11 n°1 (), p. 87-119, vol 11 n°2 (part II), p.281-300.

-BRAUD X., « La codification inachevée du Droit de la protection de la nature », *Droit de l'Env.*, janvier/février 2001 n°85, p.26-28.

-BRETESCHE T., « La mise en place d'une procédure déconcentrée pour l'autorisation d'introduction d'espèces exotiques », *Droit de l'env.*, n°147, avril 2007, p.96.

-BRIGHT C., « Invasive species : pathogens of globalization », *Foreign Policy*, 1999, p.50-64.

- BRUNINGA S., « No alternative seen yet to weak standard adopted by IMO, coast guard official says », *International environment reporter*, avril 2004, vol. 27, n°7, p.276-277.
- BRUS M., « Note sous (C-510/99), 23 octobre 2001, Procureur de la République c/ Xavier Tridon », *Common Market Law Review*, 2003, p.169-178.
- CALDERARO N., « Le contentieux administratif et la protection de l'environnement. Le point de vue d'un magistrat », *R.J.E.*, n°spécial Le juge administratif, juge vert ?, 1995, p.5-13.
- CALDERARO N., « La protection de l'environnement dans les espaces remarquables et les espaces proches du rivage », *R.J.E.*, n°spécial Les dix ans de la loi littoral, 1997, p.53-61.
- CAMERON J., « Globalization and the ecological state », *RECIEL*, vol. 8, n°3, 1999, p.243-250.
- CANS C., « Grandes et petites histoires des principes généraux du droit de l'environnement dans la loi du 2 février 1995 », *R.J.E.*, n°2, 1995, p.195-217
- CANS C., KLEMM (DE) C., « Un cas d'irréversibilité : l'introduction d'espèces exogènes dans le milieu naturel », *R.J.E.*, n°spécial, 1998, p.101-123.
- CANS C., « Le principe de précaution, nouvel élément du contrôle de légalité », *R.F.D.A.*, 15 (4) juill-août 1999, p.750-762.
- CANS C., « Plaidoyer pour un Droit de l'environnement moins anthropocentriste », *Droit de l'Env.*, juil./août 2000 n°80, p.10-12.
- CAPELLER W., SIMOULIN V., « La gouvernance : du programme de recherche à la transdisciplinarité », *Droit et société*, n°54, 2003, p.301-305.
- C.H., note, « Protection de la nature - diversité biologique », *R.J.E.*, n°4, 1997, p.547-554.
- CHEVALLIER J., « La régulation juridique en question », *Droit et Société*, n°49, 2001, p.827-846.
- COONEY R., « CITES and the CBD : tensions and synergies », *RECIEL*, vol. 10, n°3, 2001, p.259-267.
- CULLET P., KAMERI-MBOTE P., « Agro-biodiversity and international law – a conceptual framework », *Jour. Env. Law*, vol 11 n°2, 1999, p.257-279.
- DECAUX E., « La forme et la force obligatoire des codes de bonne conduite », *A.F.D.I.*, 1983, p.81-97.
- DEL BARRIO G., HARRISON P.A., BERRY P.M., BUTT N., SANJUAN M.E., PEARSON R.G., DAWSON T., « Integrating multiple modelling approaches to predict the potential impacts of climate change on species' distributions in contrasting regions: comparison and implications for policy », *Environmental Science and Policy*, n° 9, 2006, p.129-147.

- DELFOUR O., « Conseil d'Etat, 6 novembre 1998, Ministre de l'Environnement c/ Société des fourrures Maurice, Note », *R.J.E.*, 4/1999, p.595-601.
- DENYS C., « Note sous C.J. (C-67/97), 3 décembre 1998, Bluhme », *European Environmental Law Review*, 1999, p.85-89.
- DESOMBRE E.R., BARKIN J.S., « Turtles and trade : the WTO's acceptance of environmental trade restrictions », *Global Environmental Politics*, vol. 2, n°1, 2002, p.12-18.
- DI LEVA C.E., « The conservation of nature and natural resources through legal and market-based instruments », *RECIEL*, vol. 11, n°1, 2002, p.84-95.
- DI PLINIO G., « Note sous (C-510/99), 23 octobre 2001, Procureur de la République c/ Xavier Tridon », *Diritto pubblico comparato ed europeo*, 2002, p.419-425.
- DOUMA W.T., « The precautionary principle in the European Union », *RECIEL*, vol. 9, n°2, 2000, p.132-143.
- DOUMBE-BILLE S., KISS A., « La conférence des nations unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992) », *A.F.D.I.*, 1992, p.823-843.
- DUBOIS J. et MALJEAN-DUBOIS S., « Vers une gestion concertée de l'environnement. La directive « habitats » entre l'ambition et les possibles. », *R.J.E.*, 4/1999, p.561-577.
- DUPUY P.M., « La coopération régionale transfrontalière et le droit international », *A.F.D.I.*, 1977, p.837-860.
- DURLERY F., « L'affaire du lac Lanoux », *R.G.D.I.P.*, 1958, p. 469-516.
- DZIDZORNU D.M., « Marine environment protection under regional conventions : limits to the contribution of procedural norms », *Ocean Development & International Law*, vol. 33, 2002, p.263-316.
- ERISMAN J.W., « History as a basis for the future : the environmental science and policy in the next millennium », *Environmental Science and Policy*, n°3, 2000, p.5-6.
- FARRIEL D. et TUCKER L., « Wise use of wetlands under the Ramsar Convention : A challenge for meaningful implementation of international law », *Jour. Env. Law*, 2000 vol 12 n°1, p. 21-42.
- FERRU J., « C.J.C.E., 21 mars 2001, Association Greenpeace et ministère de l'Agriculture et de la Pêche, n°C-6/99, Note : Les O.G.M., le juge administratif français et la C.J.C.E. », *Droit de l'Env.*, avril 2000 n°77, p.11-12.
- FIRESTONE J., BARBER R., « Fish as Pollutants : Limitations of and Crosscurrents in Law, Science, Management, and Policy », *Washington Law Revue*, volume 78, 2003, n°3, p.693-756.

- FIRESTONE J., CORBETT J.J., « Coastal and port environments : international legal and policy responses to reduce ballast water introductions of potentially invasive species », *Ocean Development & International Law*, vol. 36, 2005, p.291-319.
- FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, « Lettre ouverte à Monsieur Dominique de Villepin, premier ministre », Communiqué de presse, jeudi 1^{er} décembre 2005, 2 pages.
- FRITZ-LEGENDRE M., « Biodiversité et irréversibilité », *R.J.E.*, n°spécial 1998, p. 79-100.
- GADBIN D., « Note sous C.J. (C-149/94), 8 fév 1996, Vergy », *Revue de droit rural*, 1998, p.151.
- GADBIN D., « Note sous C.J. (C-67/97), 3 décembre 1998, Bluhme », *Revue de droit rural*, 2000, p.546-547.
- GAINES S.E., « International trade, environmental protection and development as a sustainable development triangle », *RECIEL*, vol. 11, n°2, 2002, p.259-274.
- GERVAIS A., « La sentence arbitrale du 16 novembre 1957 réglant le litige franco-espagnol relatif à l'utilisation des eaux du lac Lanoux », *A.F.D.I.*, 1959, p.372-434.
- GIRAUD C., « Le droit et le principe de précaution : principe d'Australie », *R.J.E.*, n°1, 1997, p.21-36
- GLOWKA L., KLEMM (DE) C., « International Instruments, Processes and Non-indigenous Species Introductions: Is a Protocol to the Convention on Biological Diversity Necessary? », *Environmental Policy and Law*, Volume 26, n°6, 1996, p.247-255.
- GODARD O., « Le principe de précaution entre débats et gestion des crises », *Regards sur l'actualité*, sept.-oct. 2001, p.33-48.
- GOSSERIES A., « De la nécessité de distinguer protection de l'environnement, conservation de la nature et conservation de la biodiversité : l'exemple de l'introduction d'une sous-espèce non européenne d'espèce protégée », *R.J.E.*, n°2, 1997, p.220-227.
- GRZEGORCZYK C., « Evaluation critique du paradigme systémique dans la science du droit », *Archives de Philosophie du Droit*, Tome 31, Le système juridique, 1986, p.281-301.
- HARRISON P.A., BERRY P.M., BUTT N., NEW E., « Modelling climate change impacts on species' distributions at the European scale: implications for conservation policy », *Environmental Science and Policy*, n° 9, 2006, p.116-128.
- HELIN J.C., « Le Droit de l'aquaculture marine *tendances et problèmes* », *R.F.D.A.*, mai-juin 1993, p.549-556.
- HERKENRATH P., « The implementation of the Convention on Biological Diversity – A non-government perspective ten years on », *RECIEL*, vol. 11, n°1, 2002, p.29-37.
- HERMITTE M.A., « La convention sur la diversité biologique », *A.F.D.I.*, vol. XXXVIII, 1992, p.844-870.

-HERMITTE M.A. et NOIVILLE C., « La dissémination volontaires d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement. Une première application du principe de prudence », *R.J.E.*, n°3, La loi OGM du 13 juillet 1992, journées d'études organisées par la S.F.D.E. (Paris, 16 décembre 1992), 1993, p.391-423.

-HERMON C., « Conseil d'Etat, 25 septembre 1998 et 11 décembre 1998, Commentaire », *R.J.E.*, n°4, 1999, p.561-576.

-HILL R., JOHNSTON S., SENDASHONGA C., « Risk assessment and precaution in the biosafety protocol », *RECIEL*, vol. 13, n°3, 2004, p.163-269.

-IMBERT P.H., « La convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe. Exception ou étape ? », *AFDI*, 1979, p.727-747.

-IMO, « Alien invaders – putting a stop to the ballast water hitch-hikers », *Focus on IMO*, 1999, 18 pages.

-ISLA A., « Pour une économie institutionnelle et organisationnelle du droit : la gouvernance dans l'Union européenne », *Droit et Société*, n°54, 2003, p.353-375.

-JACOBS M., « Note sous C.J. (C-67/97), 3 décembre 1998, Bluhme », *Review of European Community & International Environmental Law*, 1999, p.220-223.

-JANIN P., « Tribunal administratif d'Orléan, 11 avril 1995, Nature 18, Note : Chasse au blaireau et atteinte à l'équilibre écologique », *R.J.E.*, n°2, 1995, p.321-324.

-JAZOTTES G., LUBY M., POILLOT-PERUZZETTO S., « Note sous C.J. (C-67/97), 3 décembre 1998, Bluhme », *Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique*, 1999, p.538-539.

-JEGOUZO Y., « Les principes généraux du droit de l'environnement », *R.F.D.A.*, n°2, La loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, 1996, p.206-217.

-KAMTO M., « Les nouveaux principes du droit international de l'environnement », *R.J.E.*, n°1, 1993, p.11-21.

-KISS A., « La coopération pan-européenne dans le domaine de la protection de l'environnement », *A.F.D.I.*, 1979, p.719-725.

-KISS A. et DOUMBE-BILLE S., « La conférence des nations unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992) », *A.F.D.I.*, 1992, p.823-843.

-KISS A., « Le droit international à Rio de Janeiro et à côté de Rio de Janeiro », *R.J.E.*, n°1, 1993, p.45-74.

-KISS A., « Trois années de droit international de l'environnement », *R.J.E.*, 1-2/1996, p.83-120.

-KLEMM (DE) C., « La conservation de la diversité biologique obligation des Etats et devoir des citoyens », *R.J.E.*, n°4, 1989, p.397-408.

-KLEMM (DE) C., MARTIN G., PRIEUR M. et UNTERMAIER J., « Les qualifications des éléments de l'environnement », in *L'écologie et la loi. Le statut juridique de l'environnement*, KISS A. (dir.), Paris, L'Harmattan, collection Environnement, 1989, p.53-103.

-KLEMM (DE) C., « Conseil d'Etat, 19 mars 1990, Min. de l'Environnement c/ M. Pomarède, Note : Le commerce international d'espèces menacées », *R.J.E.*, n°2, 1991, p.227-231.

-KLEMM (DE) C., « Conseil d'Etat, 19 mars 1990, Société ASTUVIF, Note : Introduction d'espèces exotiques », *R.J.E.*, n°2, 1991, p.231-237.

-KLEMM (DE) C., « Conseil d'Etat, 8 juin 1990, Société Daco, Note : la protection de la faune en Guyane », *R.J.E.*, n°2, 1991, p.237-243.

-KLEMM (DE) C., CANS C., « Un cas d'irréversibilité : l'introduction d'espèces exogènes dans le milieu naturel », *R.J.E.*, n°spécial 1998, p.101-123.

-KLEMM (DE) C., « La réglementation de l'irréversibilité », *R.J.E.*, n°spécial 1998, p.59-78.

-KOESTER V., « The five global biodiversity-related conventions : a stocktaking », *RECIEL*, vol. 11, n°1, 2002, p.96-103.

-LAGIER C., « Conseil d'Etat, 3 mars 2000, Association France Nature Environnement, Note : Protection des espèces et entrave au commerce », *Droit de l'Env.*, juin 2001 n°79, p.8.

-LAMBRECHTS C., « La convention de Carthagène et ses protocoles : de l'information à la coordination », *R.J.E.*, n°spécial 1994, p. 19-31.

-LANDELLE P., « Le statut juridique des espèces hybrides », Mission Conseil Juridique de l'ONCFS, Paris, 2005, 6 pages.

-LE CORNEC E., « Tribunal administratif de Saint Denis-de-la Réunion, 19 février 1997, SOPTOM-Réunion et France Nature Environnement c/ Préfet des DOM-TOM et Ministre des DOM-TOM, Note », *R.J.E.*, n°1, 1999, p. 103-110.

-LE CORRE L., « la "sanctuarisation" des territoires répondant aux critères écologiques de la directive "oiseaux" mais non désignés en ZPS », *Droit de l'Env.*, n°86, mars 2001, p.49-50.

-LE CORRE L., NOURY A., « Un inventaire du patrimoine naturel : les Z.N.I.E.F.F. », *R.J.E.*, n°4, 1996 p.387-404.

-LEE R.J., GOROG A.J., DWIYAHRENI A., SIWU S., RILEY J., ALEXANDER H., PAOLI G.D., RAMONO W., « Wildlife trade and implications for law enforcement in Indonesia : a case study from North Sulawesi », *Biological Conservation*, vol. 123, 2005, p.477-488.

-LEFEBVRE H., « Le contrôle et la gestion des eaux de ballast et des sédiments des navires », *Droit de l'Env.*, n°146, 2007, p.65-68.

-LEVY-BRUHL V., « Conseil d'Etat, 26 mai 1995, Comité intervalléen pour la sauvegarde de l'ours et de la faune pyrénéenne dans leur environnement – Fédération départementale des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques ». Note : « Le Droit bute sur l'ours », *R.J.E.*, n°4, 1996, p.451-468.

-LITTMANN-MARTIN M.J., « L'article 22 de la loi du 3 janvier 1992 et la protection des milieux aquatiques », *R.J.E.*, 2-3/1994, p.137-173.

-LODGE D.M., SHRADER-FRECHETTE K., « Nonindigenous species : ecological explanation, environmental ethics, and public policy », *Conservation Biology*, n°17, 2003, p.31-37.

-LODGE D.M., WILLIAMS S., MACISAAC H., HAYES K., LEUNG B., REICHARD S., MACK R.N., MOYLE P.B., SMITH M., ANDOW D.A., CARLTON J.T., MCMICHAEL A., « Biological Invasions: Recommendations for U.S. Policy and Management », *Ecological Applications*, n°16, 2006, p.2035-2054.

-LUHMANN N., « L'unité du système juridique », *Archives de Philosophie du Droit*, Tome 31, Le système juridique, 1986, p.163-188.

-MALAFOSSE (DE) J., « La protection de la faune et de la flore, et la chasse », *R.F.D.A.*, nov.-dec. 1990, p. 992-998.

-MALAFOSSE (DE) J., « Cour administrative d'appel de Lyon, 16 février 1989, Observations », *La Semaine Juridique*, n°25 1990.

-MARTIN G.J., « La responsabilité civile pour les dommages à l'environnement et la Convention de Lugano », *R.J.E.*, n°2-3, 1994, p.121-136.

-MARTIN G.J., « Risques naturels, logique assurantielle et solidarité », *in* La prévention des catastrophes naturelles : échec ou adaptation des politiques publiques ?, *R.J.E.*, n°3, 1995, p.411-417.

-MARTIN-BIDOU P., « Le principe de précaution en Droit international de l'environnement », *R.G.D.I.P.*, 1999-3, p.632-665.

-MATTHEE M.D., « Greenpeace v. France case 6/99 (genetically modified maize case) », *RECIEL*, vol. 9, n°2, 2000, p.192-196.

-McAUSLAND C., COSTELLO C., « Avoiding invasives : trade-related policies for controlling unintentional exotic species introductions », *Journal of Environmental Economics and Management*, n°48, 2004, p.954-977.

-McGRAW M., « The CBD – key characteristics and implications for implementation », *RECIEL*, vol. 11, n°1, 2002, p.17-28.

-McINTYRE O., MOSEDALE T., « The precautionary principle as a norm of customary international law », *Jour. Env. Law*, vol 9 n°2, 1997, p.223-241.

-McINTYRE O., « The emergence of an “ecosystem approach” to the protection of international watercourses under international law », *RECIEL*, vol. 13, n°1, 2004, p.1-14.

-McKIE D., « Ballast Water ‘Minefield’ Could Explode on Owners », *Lloyd’s List*, 28 March 2001. Disponible sur <http://www.elbornes.com/articles/shipping/shi_0006.htm>.

-MEE L.D., « The role of UNEP and UNEP in multilateral environmental agreements », *International Environmental Agreements*, vol. 5, 2005, p.227-263.

-MILANI C., « La complexité dans l’analyse du système-monde : l’environnement et les régulations mondiales », *Droit et Société*, n°46, 2000, p.425-455.

-MILLER M., « NIS, WTO, SPS, WIR : does the WTO substantially limit the ability of countries to regulate harmful non-indigenous species », *Emory International Law Review*, vol. 17, 2003, 16 pages.

-MORAND-DEVILLIER J., « Environnement et paysage », *A.J.D.A.*, 20 septembre 1994, p.588-592.

-MORAND-DEVILLIER J., « Commentaire de la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l’environnement », *A.J.D.A.*, 20 juin 1995, p.439-453.

-MOTAAL D.A., « Trade and environment in the World Trade Organization : dispelling misconceptions », *RECIEL*, vol. 8, n°3, 1999, p.330-335.

-NAJAM A., CHRISTOPOULOS I., MOOMAW W.R., « The emergent “system” of global environmental governance », *Global Environmental Politics*, vol. 4, n°4, 2004, p.23-35.

-NERHOT P., « Le fait du droit », *Archives de Philosophie du Droit*, Tome 31, Le système juridique, 1986, p.261-279.

-NOIVILLE C. et HERMITTE M.A., « La dissémination volontaires d’organismes génétiquement modifiés dans l’environnement. Une première application du principe de prudence », in La loi OGM du 13 juillet 1992, journées d’études organisées par la S.F.D.E. (Paris, 16 décembre 1992), *R.J.E.*, n°3, 1993, p.391-423.

-NOURY A., LE CORRE L., « Un inventaire du patrimoine naturel : les Z.N.I.E.F.F. », *R.J.E.*, n°4, 1996, p.387-404.

-ONG D.M., « The Convention on international trade in endangered species (CITES, 1973) : implications of recent developments in international and EC environmental law », *Jour. Env. Law*, vol 10 n°2, 1998, p. 291-314.

-ORESKEs N., « Science and public policy : what’s proof got to do with it ? », *Environmental Science and Policy*, n°7, 2004, p.369-383.

-OST F., « Entre ordre et désordre : le jeu du droit discussion du paradigme autopoïétique appliqué au droit », *Archives de Philosophie du Droit*, Tome 31, Le système juridique, 1986, p.133-161.

-PARADELL-TRIUS L., « Principles of international environmental law : an overview », *RECIEL*, vol. 9, n°2, 2000, p.93-99.

-PERRAULT A.M., DUGGAN I.C., BERGERON N.M.N., RICCIARDI A., MAC ISAAC H.J., « Turning off the tape : a strategy to address international aspects of invasive alien species », *RECIEL*, vol. 11, n°2, 2002, p.211-224.

-PERRY D., « Environmental wrongs and animal rights : interactions between animal rights groups and conservation biologists », communication pour le colloque « environmental justice and global citizenship », 5-7 juillet 2005, Mansfield College, Oxford, Disponible sur <<http://www.inter-disciplinary.net/ptb/ejgc/ejgc4/perry%20paper.pdf>>.

-PIELKE R.A. « When scientists politicize science : making sense of controversy over *The Skeptical Environmentalist* », *Environmental Science and Policy*, n°7, 2004, p.405-417.

-PRIEUR M., « Démocratie et droit de l'environnement et du développement », *R.J.E.*, n°1, 1993, p.23-30.

-PRIEUR M., « Environmental agreements : legal aspects », *RECIEL*, vol. 7, n°3, 1998, p.301-307.

-PROUTIERE-MAULION G., « Commentaire de la loi n°97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche et les cultures marines », *R.J.E.*, 3/1998, p. 319-323.

-REMOND-GOUILLOUD M., « A la recherche du futur la prise en compte du long terme par le Droit de l'environnement », *R.J.E.*, 1/1992, p. 5-17.

-RIGAUX A., « Note sous C.J. (C-67/97), 3 décembre 1998, Bluhme », *Europe, Chron.* n° 4, mars 1999, p.7-8.

-RILEY S., « Invasive alien species and the protection of biodiversity : the role of quarantine laws in resolving inadequacies in the international legal regime », *Jour. Env. Law*, vol 17, n°3, 2005, p. 323-359.

-ROBERTSON D.P., HULL R.B., « Public ecology : an environmental science and policy for global society », *Environmental Science and Policy*, n°6, 2003, p.399-410.

-ROMI R., « Science et Droit de l'environnement : la quadrature du cercle », *A.J.D.A.*, 20 juin 1991, p. 432-438.

-ROMI R., « L'utilisation confinée d'OGM », *R.J.E.*, n°3, La loi OGM du 13 juillet 1992, journées d'études organisées par la S.F.D.E. (Paris, 16 décembre 1992), 1993, p.377-390.

-ROMI R., « Tribunal administratif de PAU, France Nature Environnement c/ Commune d'Orlu, 18 juillet 2000, Note : « Danse avec les ours » », *Droit de l'Env.*, déc. 2000 n°84, p.10-12.

- ROMI R., « Conseil d'Etat, 29 décembre 1999, Société Rustica pro grain génétique SA et autres, Note : Principe de précaution : une application qui ne dit pas son nom ? », *Droit de l'Env.*, avril 2000 n°77, p.12-13.
- ROMI R., « Conseil d'Etat, 5 juillet 1999, Société catalane de botanique et d'écologie végétale, Note : la procédure pour établir les listes de protection », *Droit de l'Env.*, janv./fév. 2000 n°75, p.10-11.
- ROUSSEAU S., « La prise en compte des puits de carbone dans le cadre du protocole de Kyoto : un obstacle à l'application de la convention sur la diversité biologique », *R.J.E.*, 2005, p.19-34.
- SADELEER (DE) N., « Le principe de précaution, du slogan à la règle de Droit », *Droit de l'Env.*, avril 2000 n°77, p.14-15.
- SADELEER (DE) N., « The enforcement of the precautionary principle by German, French and Belgian courts », *RECIEL*, vol. 9, n°2, 2000, p.144-151.
- SAGOFF M., « What's wrong with exotic species ? », *Philosophical Dimensions of Public Policy*, 1999, p.327-340. (disponible sur : Institute for Philosophy & Public Policy : http://www.puaf.umd.edu/IPPP/fall1999/exotic_species.htm)
- SAMPFORD C., « Environmental governance for biodiversity », *Environmental Science and Policy*, n°5, 2002, p.79-90.
- SAREWITZ D., « How science makes environmental controversies worse », *Environmental Science and Policy*, n°7, 2004, p.385-403.
- SHRADER G., UNGER J.-G., « Plant quarantine as a measure against invasive alien species : the framework of the International Plant Protection Convention and the plant health regulation in the European Union », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.357-364.
- SIMOULIN V., « La gouvernance et l'action publique : le succès d'une forme simmélienne », *Droit et Société*, n°54, 2003, p.307-328.
- SINDICO F., « Soft law and the Elusive quest for sustainable global governance », *Leiden Journal of International Law*, 19, 2006, p. 829-846
- SOMSEN H., « Note sous C.J. (C-131/94), 13 juillet 1994, Commission c/ Allemagne » *European Environmental Law Review* 1995 p.216-217.
- SOROOS M.S., « A theoretical Framework for Global Policy », *International Political Science Review*, vol.11, n° 3, 1990, p.309-322.
- SPADI F., « Il protocollo relativo alle aree specialmente protette e alla diversità biologica nel mediterraneo (Barcellona, 10 giugno 1995) – analisi e confronto con il protocollo relativo alle aree del mediterraneo particolarmente protette (ginevra, 3 aprile 1982) », *Il Diritto Marittimo*, 1997, p.1197-1203.

- SPEER L.J., « New seaweed threatening native species in Mediterranean, French researchers say », *International environment reporter*, janv. 2004, vol. 27, n°2, p.56-57.
- STAM J.H., « Vessel discharge of « invader species » may be covered by U.S. Act, speaker says », *International environment reporter*, août 2001, vol 24, n°17, p.696-687.
- STOETT P., « The international regulation of trade in wildlife : institutional and normative considerations », *International Environmental Agreements : Politics, Law and Economics*, vol. 2, 2002, p.195-210.
- THIEFFRY P., « Le contentieux naissant des organismes génétiquement modifiés : précaution et mesures de sauvegarde », *RTD eur*, janv.-mars 1999, p.81-93.
- THOMSON G., « La Communauté Européenne et le paysage », *R.J.E.*, n°4, 1993, p.541-576.
- TRACEY P., « Global treaty on harmful organism in ship ballast water adopted by IMO », *International environment reporter*, fev. 2004, vol. 27, n°4, p.162-163.
- TSIOUMANI E., « Genetically Modified Organisms in the EU : public attitudes and regulatory developments », *RECIEL*, vol. 13, n°3, 2002, p.279-288.
- TUCKER L. et FARRIEL D., « Wise use of wetlands under the Ramsar Convention : A challenge for meaningful implementation of international law », *Jour. Env. Law*, vol. 12, n°1, 2000, p. 21-42.
- VAN WITTELOOSTUIJN A., « The ecology of law », *International Journal of the Sociology of Law*, vol. 31, 2003, p.55-67.
- VELLINGA P., HOWARTH R., GUPTA J., « Improving global environmental governance », *International Environmental Agreements : Politics, Law and Economics*, vol. 2, 2002, p.293-296.
- WANG H., FIRESTONE J., « Ecosystem management and its application to large marine ecosystems : science, law, and politics », *Ocean Development & International Law*, vol. 35, 2004, p.41-74.
- WEISS C., « Scientific uncertainty and science-based precaution », *International Environmental Agreements : Politics, Law and Economics*, vol. 3, 2003, p.137-166.
- WOLFISH D., SMITH G., « Governance and policy in a multicentric world », *Canadian Public Policy – Analyse de Politiques*, vol. 26, Supplement: The Trends Project, 2000, p.S51-S72.
- WOODWORTH P., « Working for water in South Africa, Saving the World on a single budget ? », *World Policy Journal*, Summer 2006, p.31-43.
- YAMIN F., « NGOs and international environmental law : a critical evaluation of their roles and responsibilities », *RECIEL*, vol. 10, n°2, 2001, p.149-162.

-YOUNG O.R., « Environmental governance : The role of institutions in causing and confronting environmental problems », *International Environmental Agreements : Politics, Law and Economics*, vol. 3, 2003, p.377-393.

II. Bibliographie non juridique :

Ouvrages généraux :

-ALLEN R.B., LEE W.G., « Biological invasions in New Zealand », Springer Berlin Heidelberg New York, 2006, 460 pages.

-ACOT P., « Histoire de l'écologie », Paris, P.U.F., 1988, 285 pages.

-BAKER H.G., DRAKE J.A., MOONEY H.A., « Ecology of biological invasion of North America and Hawaii », Edition Springer-Verlag, 1986, 321 pages.

-BARBAULT R., « Ecologie des peuplements », Edition Masson, Paris, 1992, 273 pages.

-BASKIN Y., « A plague of rats and rubber-vines : the growing threat of species invasions », Island Press / Shearwater books, Washington, Covelo, London, 2002, 371 pages.

-BELLAN-SANTINI D., LACAZE J.-C., POIZAT C., « Les biocénoses marines et littorales de Méditerranée : synthèse, menace et perspectives. », Edition Museum national d'histoire naturelle, 1994, 245 pages.

-BOWLES M.L., WELAND C.J., « Restoration of endangered species : conceptual issues, planning, and implementation », Edition Cambridge University Press, 1994, 394 pages.

-BROCK J.H., « Plant invasions : studies from North America and Europe », Edition Netherlands : Backhuys, 1997, 223 pages.

-BUREL F., BAUDRY J., « Ecologie du paysage : concepts, méthode et application », Paris Londres, New York, Ed. Tec & doc, 1999, 359 pages.

-CADOTTE M.W., McMAHON S., FUKAMI T., « Conceptual ecology and invasion biology : reciprocal approaches to nature », Springer, 2006, 505 pages.

-CHAUVET M., OLIVIER L., « La biodiversité, enjeu planétaire : préserver notre patrimoine génétique », Paris, Edition Sang de la Terre, 1993, 413 pages.

-CLAUDI R., LEACH J.H., « Nonindigenous freshwater organisms : vectors, biology, and impacts », Lewis Publishers, Boca Raton, London, New York, Washington D.C., 1999, 464 pages.

-COWLING R.M., « The Ecology of Fynbos - Nutrients, Fire and Diversity », Oxford University Press Southern Africa, Cape Town, 1992, 422 pages.

- COX G.W., « Alien Species in North America and Hawaii : impact on natural ecosystems », Edition Island Press, 1999, 387 pages.
- COX G.W., « Alien species and evolution : the evolutionary ecology of exotic plants, animals, microbes, and interacting native species », Washington, Covelo, London, Island press, 2004, 400 pages.
- CRONK Q.C.B., FULLER J.L., « Plant invaders : the threat to natural ecosystems », Edition Chapman and Hall, 1995, 241 pages.
- CROSBY A.W., « Ecological imperialism. The biological expansion of Europe 900-1900 », Cambridge, Edition Cambridge University Press, 1986, 368 pages.
- DARWIN C., « L'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie », Paris, Flammarion, 1992, 604 pages.
- DAUVIN J.C., « Les biocénoses marines et littorales Françaises des côtes Atlantiques, Manche et Mer du Nord. Synthèse, menace et perspectives. », Edition Muséum national d'histoire naturelle, 1997, 359 pages.
- DE WAAL L.C., « Ecology and management of invasive riverside plants », Edition Wiley, 1994, 217 pages.
- DELEAGE P., « Histoire de l'écologie, une science de l'homme et de la nature », La découverte, 1992, 330 pages.
- DI CASTRI F., GROVES R.H., « Biogeography of Mediterranean invasions », Edition Cambridge University Press, 1991, 485 pages.
- DI CASTRI F., DEBUSSCHE M., HANSEN A.J., « Biological invasion in Europe and the Mediterranean Basin », Edition Kluwer Academic Publishers, 1990, 463 pages.
- DRAKE J.A., « Biological invasion : a global perspective », Scientific Committee on Problems of the Environment (SCOPE) of the International Council of Scientific Unions (ICSU), Edition Wiley, 1989, 525 pages.
- DURAND D., « La systémique », PUF, Paris, 9^{ème} édition, 2004, 126 pages.
- ELTON C.S., « The ecology of invasions by animals and plants », Edition New York Wiley, 1958, 181 pages.
- ELTON C.S., « The ecology of invasions by animals and plants », Edition University of Chicago Press, 2000, 181 pages.
- FALK D.A., MILLAR C.I., OLWELL M., « Restoring diversity : strategies for reintroduction of endangered plants », Edition Island Press, 1996, 505 pages.
- FAUCHEUX S., NOEL J.-F., « Economie des ressources naturelles et de l'environnement », Paris, A. Colin, 1995, 370 pages.

- FERRAR A., KRUGER F.J., MACDONALD I., « The ecology and management of biological invasion in southern Africa : proceeding of the national synthesis symposium on the ecology of biological invasion », Edition Oxford University Press, 1986, 324 pages.
- GOLDSCHMIDT T., « Le vivier de Darwin : un drame dans le lac Victoria », Paris, Edition du Seuil, 2003, 293 pages.
- GOLLASCH S., GALIL B.S., COHEN A.N., « Bridging Divides – Maritime canals as invasion corridors », Springer, Monographiae Biologicae, Vol.83, 2006, 315 pages.
- KAWASAKI K., SHIGESADA N., « Biological invasion : theory and practice », Edition Oxford University Press, 1997, 205 pages.
- LACAZE J.-C., « La pollution des mer », Edition Flammarion, 1996, 127 pages.
- LUGAN J.-C., « La systémique sociale », PUF, Paris, troisième édition, 2000, 127 pages.
- LUKEN J.O., THIERET J.W., « Assessment and management of plant invasion », Edition Springer, 1997, 324 pages.
- MAC ARTHUR R.H., WILSON E.O., « The theory of island biogeography », Princeton University Press, Princeton, 1967, 216 pages.
- McNEELY J.A., « The Great Reshuffling: Human Dimensions of Invasive Alien Species », IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK, 2001, 242 pages.
- MEINESZ A., « Le roman noir de l'algue « tueuse » : *Caulerpa taxifolia* contre la Méditerranée », Edition Editions Belin, 1997, 319 pages.
- MOONEY H.A., DRAKE J.A., « Ecology of biological invasion of North America and Hawaii », New York, Berlin, Heidelberg, London, Paris, Tokyo, Springer-Verlag, 1986, 321 pages.
- MOONEY H.A., HOBBS R.J., « Invasive species in a changing world », Washington, DC, Covelo, CA, Island Press, 2000, 457 pages.
- MOONEY H.A., MACK R.N., McNEELY J.A., « Invasive alien species : a new synthesis », Washington, DC, Island Press, 2005, 368 pages.
- MORIN E., « La méthode. Tome 1, La nature de la nature », Edition du Seuil, 1977, 399 pages.
- MORIN E., « La méthode. Tome 4, Les idées », Edition du Seuil, 1991, 262 pages.
- NENTWIG W., « Biological invasions », Berlin, Springer, Ecological studies, vol. 193, 2007, 441 pages.
- NOEL J.-F., FAUCHEUX S., « Economie des ressources naturelles et de l'environnement », Paris, A. Colin, 1995, 370 pages.

-PERRINGS C., WILLIAMSON M., DALMAZZONE S., « The Economics of Biological Invasions », Cheltenham, Edward Elgar, 2000, 249 pages.

-PELT J.M., « La loi de la jungle : l'agressivité chez les plantes, les animaux, les humains », Paris, Fayard, 2003, 276 pages.

-PRESTON G., BROWN G., VAN WYK E., « Best management practices for preventing and controlling invasive alien species », Cape Town, South Africa : Working for Water programme, 2000, 316 pages.

-PURVES W.K. *et al.*, « Le monde du vivant : Traité de biologie », Paris, Flammarion, 2^{ème} édition, 2000, 1321 pages.

-RAMADE F., « Eléments d'écologie. Ecologie appliquée : Action de l'homme sur la biosphère », Paris, Ediscience international, 5^{ème} édition, 1995, 631 pages.

-RAMADE F., « Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des Sciences de l'Environnement », Paris, Edisciences international, 2^{ème} édition, 2002, 1075 pages.

-SCHUBERT K., ZAGAME P., « L'environnement : une nouvelle dimension de l'analyse économique », Paris, Vuibert, 1998, 457 pages.

-SIMBERLOFF D., SCHNITZ D.C., BROWN T.C., « Strangers in paradise : impact and management of non indigenous species in Florida », Edition Island Press, 1997, 467 pages.

-STARFINGER U., EDWARDS K., KOWARIC I., WILLIAMSON M., « Plant invasions : ecological mechanisms and human responses », Edition Backhuys Publishers, 1998, 362 pages.

-THEODOROPOULOS D.I., « Invasion biology : critique of a pseudoscience », Avvar Books, Blythe, California, 2003, 236 pages.

-VON BERTALANFFY L., « Théorie générale des systèmes », Dunod, collection Psycho Sup, 2^{ème} édition, 1993, 328 pages.

-WILLIAMSON M., « Biological invasion », Edition Chapman and Hall, 1996, 244 pages.

Thèses, Monographies, Actes de colloques :

-BARRE V., BIGAN M., LECOMTE J., « Réintroductions et renforcements de populations animales en France : compte rendu du Colloque de Saint Jean du Gard, 6-8 décembre 1988 », Edition Société National de la Protection de la Nature, collection revue d'écologie (la terre et la vie) supplément 5, 1991, 350 pages.

-BODSON L., « Animaux perdus, animaux retrouvés : réapparition ou réintroduction en Europe occidentale d'espèces disparues de leur milieu d'origine : journée d'étude, université de Liège, 21 mars 1998 », Edition Université de Liège, 1999, 200 pages.

-FRANCE : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, ACADEMIE DES SCIENCES, C.N.R.S., « Dynamique d'espèces marines invasives : application à l'expansion de *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée », séminaire international organisé avec le concours du ministère de l'environnement et du programme « environnement, vie société » du C.N.R.S., les 13-14-15 mars 1997 à l'Académie des sciences, Londres, Paris, New York, Edition tec & doc, 1997, 379 pages.

-FRANCE : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE, HYDROSYSTEMES, « Les introductions d'espèces dans les milieux aquatiques continentaux en métropole : séminaire ministère de l'environnement, GIP HydrOystème, Paris, 13-14-15 février 1996 », Edition Conseil Supérieur de la pêche, 1997, 518 pages.

-INSTITUT FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE, « 3^{ème} journées de l'Institut français de la biodiversité, La Rochelle 12-14 décembre 2005, biodiversité : science et gouvernance en régions », 100 pages.

-MCKNIGHT B.N., « Biological pollution : the control and impact of invasive exotic species : proceeding of a symposium held at the University Place Conference Center, Indiana University at Indianapolis on October 25 and 26, 1991 », Edition Indiana Academy of Sciences, 1993, 253 pages.

-THIBAUT T., « Etude fonctionnelle, contrôle et modélisation de l'invasion d'une algue introduite en Méditerranée : *Caulerpa taxifolia* », thèse, Paris VI, 2001, 271 pages.

Rapports et études :

-BOUDOURESQUE C.F., F. BRIAND, C. NOLAN, « Introduced Species in European Coastal Waters », Ecosystems Research Report n°8, publication de la Commission européenne, DG XII, Bruxelles, 1994, 111 pages.

-BOUDOURESQUE C.F., LEDIREAC'H L., MONIN M., MEINESZ A., « Scientific papers and documents dealing with the alga *Caulerpa taxifolia* introduced to the Mediterranean », 13^{ème} édition. GIS Posidonie publishers, Marseilles, 2002, 90 pages.

-BERTOLINO S., LURZ P., RUSHTON S., « Prediction of the grey squirrel spread from Italy into adjacent countries », European squirrel initiative, 2006, 69 pages.

-CARLTON J.T., REID D.M., VAN LEEUWEN H., « Shipping study : the role of shipping in the introduction of non indigenous aquatic organisms to the coastal waters of the United States (other than in the Great Lakes) and an analysis of control options », The National Sea Grant College Program/Connecticut Sea Grant Project R/ES-6, Department of Transportation, United States Coast Guard, Washington, D.C. and Groton, Connecticut, 1995, 335 pages.

-CLERGEAU P., YESOU P., CHADENAS C., « Ibis Sacré (*Threskiornis aethiopicus*). Etat actuel et impacts potentiels des populations introduites en France métropolitaine », Rapport au Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Directions Régionales de l'Environnement. Pays de la Loire Bretagne), Institut National de la Recherche Agronomique, Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage, 2005, 53 pages.

-FORESTRY COMMISSION SCOTLAND, SCOTTISH EXECUTIVE, SCOTTISH NATURAL HERITAGE, « Scottish red squirrel action plan 2006-2011 », 28 pages.

-GENOVESI P., BERTOLINO S., « Linee guida per il controllo dello scoiattolo grigio (*Sciurus carolinensi*) in Italia », Quad. Cons. Natura, 4, Min. Ambiente – Ist. Naz. Fauna Selvatica, 2001, p.45.

-HUXLEY L., « The grey squirrel review : profile of an invasive alien species grey squirrel (*Sciurus carolinensis*) », ESI Dorset, 2003, 104 pages.

-IFRMER, « *Ficopomatus enigmaticus* : écologie, répartition en Bretagne et en France, nuisances et moyens de lutte sur le site atelier du port de Vannes », Ifremer environnement, 2000, 9 pages.

-INTERGOVERNMENTAL PANEL ON CLIMATE CHANGE, « Climate change 2001 : impacts, adaptation and vulnerability », Contribution of Working Group II to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, 1005 pages.

-LOWE S., BROWNE M., BOUDJELAS S., DE POORTER M., « 100 of the World's Worst Invasive Alien Species A selection from the Global Invasive Species Database », Invasive Species Specialist Group (ISSG), 2000, 12 pages.

-NATIONAL RESEARCH COUNCIL, COMMITTEE ON SHIPS' BALLAST OPERATIONS, « Stemming the tide: controlling introductions of nonindigenous species by ships' ballast water », Washington, DC: National Academy Press, 1996, p.141 pages.

-PALLEWATTA N., REASER J.K., GUTIERREZ A.T., « Invasive alien species in South-southeast Asia : national reports and directory of resources », Global Invasive Species Programme, Cape Town, South Africa, 2003, 111 pages.

-PENMAN J., GYTARSKY M., HIRAISHI T., KRUG T., KRUGER D., PIPATTI R., BUENDIA L., MIWA K., NGARA T., TANABE K., WAGNER F., « Guide des bonnes pratiques dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie », Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2003, 594 pages. Disponible sur <<http://www.ipcc-nggip.iges.or.jp>>.

-TILLIER S., DE WEVER P., ACADEMIE DES SCIENCES, « Systématique : ordonner la diversité du vivant : rapport sur la science et la technologie n° 11 », Londres, Paris, New York, Edition technique et documentation, 2000, 257 pages.

-PASCAL M., LORVELEC O., VIGNE J.-D., KEITH P., CLERGEAU P., « Evolution holocène de la faune de Vertébrés de France : invasions et disparitions », Institut National de la Recherche Agronomique, Centre National de la Recherche Scientifique, Muséum National d'Histoire Naturelle, Rapport au Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (Direction de la Nature et des Paysages), Paris, France, 2003, 381 pages.

-SCOTTISH SQUIRREL GROUP, « Scottish strategy for red squirrel conservation », Scottish Squirrel Group, Scottish Natural Heritage, 2004, 41 pages.

-SHERLEY G., « Invasive species in the Pacific: a technical review and draft regional strategy », Apia, Samoa, SPREP, 2000, 190 pages.

-WORLD RESOURCES INSTITUTE, « World resources 2000-2001 : People and ecosystems : The fraying web of life », World Resources Institute, 2000, 400 pages.

Articles non juridiques :

-ALDRIDGE D.C., ELLIOT P., MOGGRIDGE G.D., « The recent and rapid spread of the zebra mussel (*Dreissena polymorpha*) in Great Britain », *Biological Conservation*, vol. 119, 2004, p.253-261.

-ANDERSON M.C., ADAMS H., HOPE B., POWEL M., « Risk analysis for invasive species : general framework and research needs », *Risk Analysis*, vol. 24, n°4, 2004, p.893-900.

-ANDERSON M.C., ADAMS H., HOPE B., POWEL M., « Risk analysis for invasive species », *Risk Analysis*, vol. 24, n°4, 2004, p.787-793.

-BARBARESI S., GHERARDI F., « The invasion of the alien crayfish *Procambarus clarkii* in Europe, with particular reference to Italy », *Biological Invasions*, n°2, 2000, p.259-264.

-BARBIER E.B., « A note on the economics of biological invasions », *Ecological economics*, n°39, 2001, p.197-202.

-BATABYAL A.A., BELADI H., « International trade and biological invasions : a queuing theoretic analysis of the prevention problem », *European Journal of Operational Research*, n°170, 2006, p.758-770.

-BLOSSEY B., « Before, during and after: the need for long-term monitoring in invasive plant species management », *Biological Invasions*, n°1, 1999, p.301-311.

-BOTETZAGIAS I., « “Wining” the battles, loosing the war ? The impact of European integration for the Greek environmental movement », Paper presented in the Third European Summer School on Comparative Politics, « Europeanisation of national politics, Challenges and opportunities for European institutions and national political systems », Certosa di Pontignano, Siena, Italy, 10-22 juillet 2000, 27 pages. Disponible sur <http://www.essex.ac.uk/ecpr/standinggroups/yen/paper_archive/3rd_euro_ss_papers/Botetzagias.pdf>.

-BRETON F., « Les invasions biologiques », *Le cour. de l'env. de l'INRA*, n°32 décembre 1997, p.11-28.

-BRIGHT C., « Biological adversity : the hidden costs of trade and economic globalization », *Harvard International Review*, 2001, p.24-27.

-BROWN J.H., SAX D.F., « An essay on some topics concerning invasive species », *Austral Ecology*, n°29, 2004, p. 530-536.

- CALADO R., « Aquarium species : deadly invaders », *Marine Pollution Bulletin*, n°52, 2006, p. 599-601.
- COLAUTTI R.I., BAILEY S.A., VAN OVERDIJK C.D.A., AMUNDSEN K., MAC ISAAC H.J., « Characterised and projected costs of nonindigenous species in Canada », *Biological Invasion*, n° 8, 2006, p.45–59.
- CAMBRAY J.A., « Impact on indigenous species biodiversity caused by the globalization of alien recreational freshwater fisheries », *Hydrobiologia*, n°500, 2003, p. 217-230.
- CARLTON J. T., « Pattern, process, and prediction in marine invasion ecology », *Biological Conservation*, vol. 78, 1996, p.97-106.
- CARLTON J.T., « Introduced species in US coastal waters – environmental impacts and management priorities », Pew Oceans Commission, Arlington VA, 2001, 28 pages.
- CARROL S.P., DINGLE H., « the biology of post-invasion events », *Biological Conservation*, vol. 78, 1996, p.207-214.
- CASAL C.M.V., « Global documentation of fish introductions : the growing crisis and recommendations for action », *Biological Invasions*, vol. 8, 2006, p.3-11.
- CHEN L.Y., XU H.G., « Australian management strategy for invasive alien species and references available to China », *Biodiversity Science*, vol. 9, n°4, 2001, p.466-471.
- CLERGEAU P., LORVELEC O., PASCAL M., « Invasions biologiques et biologie de la conservation essai de synthèse », *Le cour. de l'env. de l'INRA*, n°40, juin 2000, p. 23-32.
- CLOUT M., « Where protection is not enough : active conservation in New Zealand », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 16, n°8, 2001, p.415-416.
- COLAUTTI A.I., BAILEY S.A., VAN OVERDIJK C.D.A., AMUNDSEN K., MAC ISAAC H.J., « Characterised and projected costs of nonindigenous species in Canada », *Biological Invasions*, n°8, 2006, p.45-59.
- COMAROFF J., COMAROFF J.L., « Naturing the nation : aliens, apocalypse and the postcolonial state », *Journal of Southern African Studies*, vol. 27, n°3, 2001, p. 627-651.
- COOK J.A., MAC DONALD S.O., « Should endemism be a focus of conservation efforts along the North Pacific Coast of North America ? », *Biological Conservation*, vol. 97, 2001, p.207-213.
- COSTELLO C., McAUSLAND C., « Protectionism, trade, and measures of damage from exotic species introductions », *Amer. J. Agr. Econ.*, vol. 85, n°4, 2003, p.964-975.
- COWLING R.M., PRESSEY R.L., « Introduction to systematic conservation planning in the Cape Floristic Region », *Biological Conservation*, vol. 112, 2003, p.1-13.

- COWLING R.M., PRESSEY R.L., ROUGET M., LOMBARD A.T., « A conservation plan for a global biodiversity hotspot – the Cape Floristic Region, South Africa », *Biological Conservation*, vol. 112, 2003, p.191-216.
- CRIVELLI A.J., « Are fish introductions a threat to endemic freshwater fishes in the northern mediterranean region ? », *Biological Conservation*, vol. 72, 1995, p.311-319.
- DANIEL R.A., « Untested assumptions : the role of canals in the dispersal of sea lamprey, alewife, and other fishes in the eastern United States », *Environmental Biology of Fishes*, n°60, 2001, p.309–329.
- DAVIS M.A., THOMPSON K., « Eight ways to be a colonizer; two ways to be an invader: A proposed nomenclature scheme for invasion biology », *Bulletin of the Ecological Society of America*, vol. 81, n°3, 2000, p.226-30.
- DAVIS M.A., THOMPSON K. GRIME J.P., « Charles S. Elton and the dissociation of invasion ecology from the rest of ecology », *Diversity and Distribution*, vol. 7, 2001, p.97-102.
- DEAN R.P., ROBERTS J.D., « Commercial honey bees (*Apis mellifera*) reduce the fecundity of an Australian native bee (*Hylaeus alcyoneus*) », *Biological Conservation*, vol. 123, 2005, p.103-112.
- DIDHAM R.K., TYLIANAKIS J.M., HUTCHISON M.A., EWERS R.N., GEMMELL N.J., « Are invasive species the drivers of ecological change ? », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 20, n°9, 2005, p.470-474.
- DELFOSSÉ E.S., « Risk and ethics in biological control », *Biological Control*, n°35, 2005, p.319-329.
- DIDHAM R.K., TYLIANAKIS J.M., HUTCHISON M.A., EWERS R.M., AND GEMMELL N.J., « Are invasive species the drivers of ecological change ? », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 20, n°9, 2005, p.470-474.
- DING J., READON R., WU Y., ZHENG H., FU W., « Biological control of invasive plants through collaboration between China and the United States of America : a perspective », *Biological Invasion*, vol. 8, 2006, p.1439-1450.
- DOWDING J.E., MURPHY E.C., « The impact of predation by introduced mammals on endemic shorebirds in New Zealand : a conservation perspective », *Biological Conservation*, vol. 99, 2001, p.47-64.
- DRAKE J.M., « Allee effects and the risk of biological invasion », *Risk Analysis*, vol. 24, n°4, 2004, p.795-802.
- DRAKE J.M., LODGE D.M., « Global hot spots of biological invasions : Evaluating options for ballast-water management », *Proceedings of the Royal Society of London*, n° 271, 2004, p.575-580.

- DUGGAN I.C., RIXON C.A.M., MAC ISAAC H.J., « Popularity and propagule pressure : determinants of introduction and establishment of aquarium fish », *Biological Invasions*, n°8, 2006, p.377-382.
- DUKES J.S., MOONEY H.A., « Does global change increase the success of biological invaders », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 14, n°4, 1999, p.135-139.
- EN CHEE Y., « An ecological perspective on the valuation of ecosystem services », *Biological Conservation*, vol. 120, 2004, p.549-565.
- ERITJA R., ESCOSA R., LUCIENTES J., MARQUES E., MOLINA R., ROIZ D., RUIZ S., « Worldwide invasion of vector mosquitoes : present European distribution and challenges for Spain », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.87-97.
- EWEL J.J., O'DOWD D.J., BERGELSON J., DAEHLER C.C., D'ANTONIO C.M., GOMEZ D., GORDON D.R., HOBBS R.J., HOLT A., HOPPER K.R., HUGHES C.E., LAHART M., LEAKEY R.R.B., LEE W.G., LOOPE L.L., LORENCE D.H., LOUDA S.M., LUGO A.E., MCEVOY P.B., RICHARDSON D.M., « Deliberate introductions of species: Research needs — Benefits can be reaped, but risks are high », *BioScience*, n°49, 1999, p.619-630.
- FINNOFF D., SHOGREN J.F., LEUNG B., LODGE D., « The importance of bioeconomic feedback in invasive species management », *Ecological economics*, n°52, 2005, p.367-381.
- FISCHER P., « Note sur les faunes conchyliologiques des deux rivages de l'isthme de Suez », *Journal de Conchyliologie*, vol. 13, 1865, p.241-248.
- FLOERL O., INGLIS G.J., MARSH H.M., « Selectivity in vector management : an investigation of the effectiveness of measures used to prevent transport of non-indigenous species », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.459-475.
- FLOERL O., INGLIS G.J., « Starting the invasion pathway : the interaction between source populations and human transport vectors », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.589-606.
- GALATOWITSH S., RICHARDSON D.D., « Riparian scrub recovery after cleaning of invasive alien trees in headwater streams of the Western Cape, South Africa », *Biological Conservation*, n° 122, 2005, p.509-521
- GALIL B.S., « A sea under siege – alien species in the Mediterranean », *Biological Invasions*, n°2, 2000, p.177-186.
- GALIL B.S., « Loss or gain ? Invasive aliens and biodiversity in the Mediterranean Sea », *Mar. Pollut. Bull.*, vol. 55, 2007, p.314-322.
- GELDERBLOM C.M., VAN WILGEN B.W., NEL J.L., SANDWITH T., BOTHA M., HAUCK M., « Turning strategy into action : implementing a conservation action plan in the Cape Floristic Region », *Biological Conservation*, vol. 112, 2003, p.291-297.

-GENOVESI P., « Spread and attempted eradication of the grey squirrel (*Sciurus carolinensis*) in Italy, and consequences for the red squirrel (*Sciurus vulgaris*) in Eurasia », *Biological Conservation*, n°109, 2003, p.351-358.

-GENOVESI P., « Eradications of invasive alien species in Europe : a review », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.127-133.

-GRAY D.K., BAILEY S.A., DUGGAN I.C., MAC ISAAC H.J., « Viability of invertebrate diapausing eggs exposed to saltwater : implications for Great Lakes' ship ballast management », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.531-539.

-GRIGOROVICH I.A., THERIAULT T.W., MAC ISAAC H.J., « History of aquatic invertebrate invasions in the Caspian Sea », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.103-115.

-GRIGOROVICH I.A., KORNIUSHIN A.V., GRAY D.K., DUGGAN I.C., COLAUTTI R.I., MAC ISAAC H.J., « Lake superior : an invasion coldspot ? », *Hydrobiologia*, n°499, 2003, p.191-210.

-GUREVITCH J., PADILLA D.K., « Are invasive species a major cause of extinctions ? », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 19, n°9, 2004, p.470-474.

-K. HADJIBIROU, « The River Acheloos diversion scheme », 11 pages, Disponible sur < http://www.itia.ntua.gr/~kimon/ACHELOOS_KH.doc >.

-HALE B., « The moral considerability of invasive transgenic animals », *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol.19, 2006, p.337-366.

-HANSEN M.J., CLEVINGER A.P., « The influence of disturbance and habitat on the presence of non-native plant species along transport corridors », *Biological Conservation*, vol. 125, 2005, p.249-259.

-HARRIS L.G., TYRRELL M.C., « Changing community states in the Gulf of Maine : synergism between invaders, overfishing and climate change », *Biological Invasions*, n°3, 2001, p.9-21.

-HAYES K.R., « Ecological risk assessment for ballast water introductions : a suggested approach », *ICES Journal of Marine Science*, n°55, 1998, p.201-212.

-HEGER T., TREPL L., « Predicting biological invasions », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.313-321.

-HELMREICH S., « How scientists think ; about 'natives' for example. A problem of taxonomy among biologists of alien species in Hawaii », *J. Roy. anthrop. Inst.*, n°11, 2005, p.107-128.

-HILDEBRAND S.F., « The Panama Canal as a passageway for fishes, with lists and remarks on the fishes and invertebrates observed », *Zoologica*, vol. 24, 1939, p.15-45.

- HOPE R.A., « Water, workfare and poverty : the impact of the working for water programme on rural poverty reduction », *Environment, Development and Sustainability*, n°8, 2006, p.139-156.
- HORAN R.D., LUPI F., « Tradable risk permits to prevent future introductions of invasive alien species into the Great Lakes », *Ecological economics*, n°52, 2005, p.289-304.
- HORAN R.D., PERRINGS C., LUPI F., BULTE E.H., « Biological pollution prevention strategies under ignorance : the case of invasive species », *Amer. J. Agr. Econ.*, vol. 84, n°5, 2002, p.1303-1310.
- JACQUEMOND F., CAPARROS A., « The Convention on Biological Diversity and the Climate Change Convention 10 years after Rio : toward a synergy of the two regimes ? », *RECIEL*, vol. 11, n°2, 2002, p.169-180.
- JAKSIC F.M., IRIARTE J.A., JIMENEZ J.E., MARTINEZ D.R., « Invaders without frontiers : cross-border invasions of exotic mammals », *Biological Invasions*, n°4, 2002, p.157-173.
- JENKINS P.T., « Paying for protection from invasive species », *Issues in Science and Technology*, 2002, p.67-72.
- JENKINS P.T., MOONEY H.A., « The United States, China, and invasive species : present status and future prospects », *Biological Invasion*, vol. 8, 2006, p.1589-1593.
- JONES A.T., HAYES M.J., « Increasing floristic diversity in grassland : the effects of management regime and provenance on species introduction », *Biological Conservation*, vol. 87, 1999, p.381-390.
- KARATAYEV A.Y., PADILLA D.K., MINCHIN D., BURLAKOVA L.E., « Changes in global economies and trade : the potential spread of exotic freshwater bivalves », *Biological Invasions*, vol. 9, n°2, 2007, p.161-180.
- KELLER C., « Die Fauna im Suez-Kanal und die Diffusion der Mediterranean und Erythräischen Tierwelt », *Neue Denkschriften der allgemeinen Schweizerischen Gesellschaft für die gesamten naturwissenschaften*, vol. 3, n°28, 1883, p.1-39.
- KENDEL A.D., ROSE J.E., « The aliens have landed ! What are the justifications for “native only” policies in landscape plantings », *Landscape and Urban Planning*, n°47, 2000, p.19-31.
- KIMBERLING D.N., « Lessons from history : predicting successes and risks of intentional introductions for arthropod biological control », *Biological Invasions*, n°6, 2004, p.301-318.
- KNOWLER D., BARBIER E., « Importing exotic plants and the risk of invasion : are market-based instruments adequate ? », *Ecological economics*, n°52, 2005, p.341-354.
- KOMATSU T., ISHIKAWA N., YAMAGUSHI N., HORI Y., OHBA H., « But next time ? : unsuccessful establishment of the Mediterranean strain of the green seaweed *Caulerpa taxifolia* in the Sea of Japan », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.275-277.

-KOWARIK I., « Human agency in biological invasions : secondary releases foster naturalisation and population expansion of alien plant species », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.293-312.

-KRAMER-SCHADT S., REVILLA E., WIEGAND T., « Lynx reintroductions in fragmented landscapes of Germany : Projects with a future or misunderstood wildlife conservation ? », *Biological Conservation*, vol. 125, 2005, p.169-182.

-KRAUS F., CAMPBELL E.W., « Human-mediated escalation of a formerly eradicable problem : the invasion of Caribbean frogs in the Hawaiian Islands », *Biological Invasions*, n°4, 2002, p.327-332.

-KRITICOS D.J., SUTHERST R.W., BROWN J.R., ADKINS S.W., MAYWALD G.F., « Climate change and biotic invasions : a case history of a tropical woody vine », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.145-165.

-LAMOTTE M., « A propos de la biodiversité », *Le cour. de l'env. de l'INRA*, n°24 avril 1995, p. 5-12.

-LANDIS W.G., « Ecological risk assessment conceptual model formulation for nonindigenous species », *Risk Analysis*, vol. 24, n°4, 2003, p.847-858.

-LARSON B.M.H., NERLICH B., WALLIS P., « Metaphors and biorisks : the war on infectious diseases and invasive species », *Science Communication*, vol. 26, n°3, 2005, p.243-268.

-LECOMTE J., « Introduire, réintroduire, voilà la question », *Le courrier de la cellule environnement*, n°6, janvier 1989 (doc. Internet in http://www.inra.fr/internet/Produits/dp_env/lecom06.htm).

-LEEMAN R., EICKHOUT B., « Another reason for concern : regional and global impacts on ecosystems for different levels of climate change », *Global Environmental Change*, vol. 14, 2004, p.219-228.

-LEVINE J.M., D'ANTONIO C.M., « Forecasting biological invasions with increasing international trade », *Conservation Biology*, vol. 17, 2003, p.322-326.

-LEVINS R., « Some demographic and genetic consequences of environmental heterogeneity for biological control », *Bull. Entomol. Soc. AM.*, 1969, n°15, p.236-240.

-LOCKWOOD J.L., SIMBERLOFF D., MCKINNEY M.L., VON HOLLE B., « How many, and which, plants will invade natural areas ? », *Biological Invasions*, n°3, 2001, p.1-8.

-LOCKWOOD J.L., CASSEY P., BLACKBURN T., « The role of propagule pressure in explaining species invasions », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 20, n°5, 2005, p.223-228.

-LORVELEC O., PASCAL M., « French attempts to eradicate non-indigenous mammals and their consequences for native biota », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.135-140.

- LOUDA S.M., RAND T.A., RUSSEL F.L., ARNETT A.E., « Assessment of ecological risks in weed biocontrol : input from retrospective ecological analyses », *Biological Control*, n°35, 2005, p.253-264.
- MAC ISAAC H.J., GRIGOROVICH I.A., RICCIARDI A., « Reassessment of species invasions concepts : the Great Lakes basin as a model », *Biological Invasions*, n°3, 2001, p.405-416.
- MACK R.N., « Predicting the identity and fate of plant invaders : emergent and emerging approaches », *Biological Conservation*, vol. 78, 1996, p.107-121.
- MAGUIRE L.A., « What can decision analysis do for invasive species management ? », *Risk Analysis*, vol. 24, n°4, 2004, p.859-868.
- MAKI K., GALATOWITSH S., « Movement of invasive aquatic plants into Minnesota (USA) through horticultural trade », *Biological Conservation*, vol. 118, 2004, p.389-396.
- MARGOLIS M., SHOGREN J. F., FISCHER C., « How trade politics affect invasive species control », *Ecological economics*, n°52, 2005, p.305-313.
- McAUSLAND C., COSTELLO C., « Avoiding invasives : Trade-related policies for controlling unintentional exotic species introductions », *Journal of Environmental Economics and Management*, n°48, 2004, p.954-977.
- McCARTHY H.P., CROWDER L.B., « An overlooked scale of global transport : phytoplankton species richness in ships' ballast water », *Biological Invasions*, n°2, 2000, p.321-322.
- McKINNEY M.L., « Effects of human population, area, and time on non-native plant and fish diversity in the United States », *Biological Conservation*, vol. 100, 2001, p.243-252.
- McKINNEY M.L., « Do exotics homogenize or differentiate communities ? Roles of sampling and exotic species richness », *Biological Invasions*, n°6, 2004, p.495-504.
- McNEELY J.A., « Human dimensions of invasive alien species : how global perspectives are relevant to china », in *Conserving China's Biodiversity (II)* (PETER J.S., WANG S. et XIE Y. eds.). China Environmental Science Press, Beijing, 1996, p.169-181.
- McNEELY J.A., « As the world gets smaller, the chance of invasion grow », *Euphytica*, n°148, 2006, p. 5-15.
- McNEILL J.R., « Europe's place in the global history of biological exchange », *Landscape Research*, vol. 28, n°1, 2003, p.33-39.
- MEINESZ A., BELSHER T. THIBAUT T., ANTOLIC B. BEN MUSTAPHA K., BOUDOURESQUE C-F., CHIAVERINI D., CINELLI F., COTTALORDA J-M, DJELLOULI A., EL ABED H., ORESTANO C., GRAU A. M., IVESA L., JAKLIN A., LANGAR H., MASSUTI-PASCUAL E., PEIRANO A., TUNESI L., DE VAUGELAS J., ZAVODNIK N., ZULJEVIC A., « The introduced green alga *Caulerpa taxifolia* continues to spread in the Mediterranean », *Biological Invasions*, n°3, 2001, p.201-210.

- MILLS E.L., LEACH J.H., CARLTON J.T., SECOR C.L., « Exotic species in the Great Lakes : a history of biotic crises and anthropogenic introductions », *Journal of Great Lakes Research*, vol. 19, n°1, 1993, p.1–54.
- MILLS E.L., LEACH J.H., CARLTON J.T., SECOR C.L., « Exotic species and the integrity of the Great Lakes », *Bioscience*, vol. 44, n°10, 1994, p.666-675.
- MILLER M.L., APLET G.H., « Applying legal sunshine to the hidden regulation of biological control », *Biological Control*, n°35, 2005, p.358-365.
- MILLER N., ESTOUP A., TOEPFER S., BOURGUET D., LAPCHIN L., DERRIDJ S., KIM K. S., REYNAUD P., FURLAN L., ET GUILLEMAUD T., « Multiple transatlantic introductions of the western corn rootworm », *Science*, n°310, 2005, p.992.
- MOONEY H.A., « The Global Invasive Species Program (GISP) », *Biological Invasions*, n°1, 1999, p.97-98.
- MOYLE P.B., LIGHT T., « Biological invasions of fresh water : empirical rules and assembly theory », *Biological Conservation*, vol. 78, 1996, p.149-161.
- MROZEK J.R., KEELER A.G., « Pooling of uncertainty : enforcing tradable permits regulation when emissions are stochastic », *Environmental & Resource Economics*, vol.29, 2004, p.459-481.
- NORMILE D., « Expanding trade with China creates ecological backlash », *Science*, n°306, 2004, p. 968–969.
- NOSS R.F., « Corridors in real landscapes : a reply to Simberloff and Cox », *Conservation Biology*, Vol. 1, n°2, 1987, p.159-164.
- NYBERG C.D., WALLENTINUS I., « Can species traits be used to predict marine macroalgal introductions ? », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.265-279.
- OCCHIPINTI-AMBROGI A., GALIL B.S, « A uniform terminology on bioinvasions : a chimera or an operative tool ? », *Marine pollution bulletin*, n°49, 2004, p.288-294.
- OLSON L.J. ROY S., « The economics of controlling a stochastic biological invasion », *Amer. J. Agr. Econ.*, vol. 84, n°5, 2002, p.1311-1316.
- OPDAM P., WASCHER D., « Climate change meets habitat fragmentation : linking landscape and biogeographical scale levels in research and conservation », *Biological Conservation*, vol. 117, 2004, p.285-297.
- ORENSANZ J.M., SCHWINDT E., PASTORINO G., BORTOLUS A., CASAS G., DARRIGRAN G., ELIAS R., LOPEZ GAPPA J. J., OBENAT S., PASCUAL M., PENCHASZADEH P., PIRIZ M.L., SCARABINO F., SPIVAK E.D., VALLARINO E.A., « No longer the pristine confines of the world ocean : a survey of exotic marine species in the southwestern Atlantic », *Biological Invasions*, n°4, 2002, p.115-143.

-O'TOOLE L., FIELDING A.H., HAWORTH P.F., « Re-introduction of the golden eagle into the Republic of Ireland », *Biological Conservation*, vol. 103, 2002, p.303-312.

-PANOV E.V., « GAAS : Group on Aquatic Alien Species at the Zoological Institute in St. Petersburg, Russia », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.99-100.

-PARKER I.M., SIMBERLOFF D., LONSDALE W.M., GOODELL K., WONHAM M., KAREIVA P.M., WILLIAMSON M.H., VON HOLLE B.V., MOYLE P.B., BYERS J.E., GOLDWASSER L., « Impact : toward a framework for understanding the ecological effects of invaders », *Biological Invasions*, n°1, 1999, p.3-19.

-PASCAL M., LORVELEC O., « Holocene turnover of the French vertebrate fauna », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.99-106.

-PAUCHARD A., CAVIERES L., RUSTAMANTE R., BECERRA P., RAPOPORT E., « Increasing the understanding of plant invasions in southern South America : first symposium on Alien Plant Invasions in Chile », *Biological Invasions*, n°6, 2004, p.255-257.

-PERRINGS C., WILLIAMSON M., BARBIER E.B., DELFINO D., DALMAZZONE S., SHOGREN J., SIMMONS P., WATKINSON A., « Biological invasion risks and the public good: an economic perspective », *Conservation Ecology*, vol. 6, n°1, 2002, 7 pages.
Disponible sur <<http://www.consecol.org/vol6/iss1/art1>>

-PERRINGS C., « Mitigation and adaptation strategies for the control of biological invasions », *Ecological economics*, n°52, 2005, p.315-325.

-PERRING C., DEHNEN-SCHMUTZ K., TOUZA J., WILLIAMSON M., « How to manage biological invasions under globalization », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 20, n°5, 2005, p.212-215.

-PERRINGS C., « Pests pathogens and poverty : biological invasions and agricultural dependence », janvier 2006, 31 pages. Disponible sur <[http://www.public.asu.edu/~cperring/Perrings,%20Pests,%20Pathogens%20and%20Poverty%20\(2006\).pdf](http://www.public.asu.edu/~cperring/Perrings,%20Pests,%20Pathogens%20and%20Poverty%20(2006).pdf)>

-PERZANOWSKI K., OLECH W., KOZAK I., « Constraints for re-establishing a meta-population of the European bison in Ukraine », *Biological Conservation*, vol. 120, 2004, p.345-353.

-PIMENTEL D., McNAIR S., JANECKA J., WIGHTMAN J., SIMMONDS C., O'CONNELL C., WONG E., RUSSEL L., ZERN J., AQUINO T., TSOMONDO T., « Economic and environmental threats of alien plant, animal, and microbe invasions », *Agriculture, Ecosystems, and Environment*, n°84, 2001, p.1-20.

-PIMENTEL D., RODOLFO Z., MORRISON D., « Update on the environmental and economic costs associated with alien-invasive species in the United States », *Ecological economics*, n°52, 2005, p.273-288.

-PIMENTEL D., « Aquatic nuisance species in the New York state canal and Hudson river systems and the Great Lakes basin : an economic and environmental assessment », *Environmental Management*, vol. 35, n° 5, 2005, p.692–701.

-PUTH L.M., POST D.M., « Studying invasion: Have we missed the boat? », *Ecology Letters*, n°8, 2005, p.715-21.

-PYSEK P., PRACH K., « Research into plant invasions in a crossroads region : history and focus », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.337-348.

-RAAYMAKERS S., « The ballast water problem : Global ecological, economic and human health impacts », Paper presented at the RECSO/IMO Joint Seminar on Tanker Ballast Water Management and Technologies, Dubai, United Arab Emirates, Dec 16-18, 2002, 22 pages. (acte de séminaire)

-RABITSCH W., ESSL F., « Biological invasions in Austria : patterns and case studies », *Biological Invasions*, n°8, 2006, p.295-308.

-REJMÁNEK M., RICHARDSON D.M., BARBOUR M.G., CRAWLEY M.J., HRUSA G.F., MOYLE P.B., RANDALL J.M., SIMBERLOFF D., WILLIAMSON M., « Biological invasions : Politics and the discontinuity of ecological terminology », *Bulletin of the Ecological Society of America*, vol. 83, n°2, 2002, p.131-157.

-RICCIARDI A., « Facilitative interactions among aquatic invaders: Is an “invasional meltdown” occurring in the Great Lakes? », *Canadian Journal of Fish and Aquatic Sciences*, n° 58, 2001, p.2513-2525.

-RICHARDSON D.M., BROWN P.J., « Invasion of Mesic Mountain fynbos by *Pinus radiata* », *South African Journal of Botany*, vol. 52, n°6, 1986, p.529-536.

-RICHARDSON D.M., MACDONALD I.A.W., HOLMES P.M., COWLING R.M., « Plant and Animal Invasions », in COWLING R.M., « The Ecology of Fynbos - Nutrients, Fire and Diversity », Oxford University Press Southern Africa, Cape Town, 1992, pp. 271-308.

-RIXON C.A.M., MUFFET W.C., « Invasion risks posed by the aquarium trade and live fish markets on the Laurentian Great Lakes », *Biodiversity and Conservation*, vol. 14, n°2, 2005, p.1365-1381.

-RODRIGUEZ C.F., BECARES E., FERNANDEZ-ALAEZ M., FERNANDEZ-ALAEZ C., « Loss of diversity and degradation of wetlands as a result of introducing exotic crayfish », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.75-85.

-ROUGET M., RICHARDSON D.M., NEL J.L., VAN WILGEN B.W., « Commercially important trees as invasive aliens – towards spatially explicit risk assessment at a national scale », *Biological Invasions*, n°4, 2002, p.397-412.

-RUITTON S., JAVEL F., CULIOLI J.-M., MEINESZ A., PERGENT G., VERLAQUE M., « First assessment of the *Caulerpa racemosa* (Caulerpales, Chlorophyta) invasion along the French Mediterranean coast », *Marine Pollution Bulletin*, n°50, 2005, p.1061-1068.

- SAGOFF M., « Do non-native species threaten the natural environment ? », *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol.18, 2005, p.215-236.
- SAX D.F., BROWN J.H., « The paradox of invasion », *Global Ecology and Biogeography*, n°9, 2000, p.363-371.
- SCHMITZ D.C., Simberloff D., « Biological invasions : A growing threat », *Issues in Science and Technology* vol. 13, n°4, 1997, p.33-40.
- SILVA L., SMITH C.W., « A characterization of the non-indigenous flora of the Azores Archipelago », *Biological Invasions*, n°6, 2004, p.193-204.
- SIMBERLOFF D., COX G.W., « Consequences and cost of conservation corridor », *Conservation Biology*, n°1, 1987, p.63-71.
- SIMBERLOFF D., VON HOLLE B., « Positive interactions of nonindigenous species : invasional meltdown ? », *Biological Invasions*, n°1, 1999, p.21-32.
- SIMBERLOFF D., « Eradication of island invasives : practical actions and results achieved », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 16, n°6, 2001, p.273-274.
- SIMBERLOFF D., « Confronting introduced species : a form of xenophobia ? », *Biological Invasions*, n°5, 2003, p.179-192.
- SIMBERLOFF D., GIBBONS L., « Now you see them, now you don't ! – population crashes of established introduced species », *Biological Invasions*, n°6, 2004, p.161-172.
- SIMBERLOFF D., « A rising tide of species and literature : a review of some recent books on biological invasions », *BioScience*, vol. 54, n°3, 2004, p.247-254.
- SIMBERLOFF D., « The politics of assessing risk for biological invasions : the USA as a case study », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 20, n°5, 2005, p.216-222.
- SIMBERLOFF D., « Non-native species *do* threaten the natural environment ! », *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol.18, 2005, p.595-607.
- SMITH C.S., LONSDALE W. M., FORTUNE J., « When to ignore advice : invasion predictions and decision theory », *Biological Invasions*, n°1, 1999, p.89-96.
- SMITH R.I.L., « Introduced plants in antarctica : potential impacts and conservation issues », *Biological Conservation*, vol. 76, 1996, p.135-146.
- STEURY T.D., MURRAY D.L., « Lynx reintroductions in fragmented landscapes of Germany : Projects with a future or misunderstood wildlife conservation ? », *Biological Conservation*, vol. 117, 2004, p.127-141.
- SUTER W., « Involving conservation biology in biodiversity strategy and action planning », *Biological Conservation*, vol. 83, n°3, 1998, p.235-237.

- TAMBURRI M.N., WASSON K., MATSUDA M., « Ballast water deoxygenation can prevent aquatic introductions while reducing ship corrosion », *Biological Conservation*, vol. 103, 2002, p.331-341.
- THOMAS M.H., RANDALL A., « Intentional introductions of nonindigenous species : a principal-agent model and protocol for revocable decisions », *Ecological economics*, n°34, 2000, p.333-345.
- THRESHER R.E., KURIS A.M., « Options for managing invasive marine species », *Biological Invasions*, n°6, 2004, p.295-300.
- TURPIE J.K., HEYDENRYCH B.J., LAMBERTH S.J., « Economic value of terrestrial and marine biodiversity in the Cape Floristic Region: implications for defining effective and socially optimal conservation strategies », *Biological Conservation*, vol. 112, 2003, p.233-251.
- TURPIE J.K., « The role of resource economics in the control of invasive alien plants in South Africa », *South African Journal of Science*, vol. 100, 2004, p.87-93.
- VAILLANT L., « Recherches sur la faune malacologique de la baie de Suez », *Journal de Conchyliologie*, vol. 13, 1865, p.97-127.
- VAN DRIESCHE J., VAN DRIESCHE R., « Guilty until proven innocent: Preventing nonnative species invasions », *Conservation In Practice*, vol. 2, n°1, 2001, p.2-10.
- VANWILGEN B.W., LE MAITRE D.C., COWLING R.M., « Ecosystem Services, efficiency, sustainability and equity: South Africa's working for water programme », *Trends Ecol. Evol.*, vol. 13, n°9, 1998, p.378.
- VANWILGEN B.W., VANWYK E., « Invading alien plants in South Africa: impacts and solutions », in ELDRIDGE D., FREUDENBERGER D., « People and Rangelands : Building the Future », Proc. VI International Rangeland Congress, Townsville, Australia, 1999, p. 566–571.
- VANWILGEN B.W., RICHARDSON D.M., LE MAITRE D.C., MARAIS C., MAGADLELA D., « The economic consequences of alien plant invasions: examples of impacts and approaches to sustainable management in South Africa », *Environment, Development and Sustainability*, vol. 3, 2001, p.145–168.
- VERLAQUE M., AFONSO-CARILLO J., GIL-RODRIGUEZ M. C., DURAND C., BOUDOURESQUE C.F., LE PARCO Y., « Blitzkrieg in a marine invasion : *Caulerpa racemosa* var. *cylindracea* (Bryopsidales, Chlorophyta) reaches the Canary Islands (north-east Atlantic) », *Biological Invasions*, n°6, 2004, p.269-281.
- VERMEIJ G.J., « An agenda for invasion biology », *Biological Conservation*, vol. 78, 1996, p.3-9.
- VITOUSEK P.M., D'ANTONIO C.M., LOOPE L.L., REJMÁNEK M., WESTBROOKS R., « Introduced species : A significant component of human-caused global change », *New Zealand Journal of Ecology* vol. 21, n°1, 1997, p.1-16.

-WASSON K., ZABIN C.J., BEDINGER L., DIAZ M.C., PEARSE J.S., « Biological invasions of estuaries without international shipping : the importance of intraregional transport », *Biological Conservation*, vol. 102, 2001, p.143-153.

-WILLIAMSON M.H., FITTER A., « The characters of successful invaders », *Biological Conservation*, vol. 78, 1996, p.163-170.

-WIT (DE) M.P., CROOKES D.J., VAN WILGEN B.W., « Conflicts of interest in environmental management : estimating the costs and benefits of a tree invasion », *Biological Invasions*, n°3, 2001, p.167-178.

-WOINARSKI J.C.Z., CATTERALL C.P., « Historical changes in the bird fauna at Coomooboolaroo, northeastern Australia, from the early years of pastoral settlement (1873) to 1999 », *Biological Conservation*, vol. 116, 2004, p.379-401.

-WONHAM M.J., CARLTON J.T., « Trends in marine biological invasions at local and regional scales : the Northeast Pacific Ocean as a model system », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.369-392.

-WORK T.T., McCULLOUGH D. G., CAVEY J.F., KOMSA R., « Arrival rate of nonindigenous insect species into the United State through foreign trade », *Biological Invasions*, n°7, 2005, p.323-332.

-WRIGHT R.G., MURRAY M.P., MERRILL T., « Ecoregions as a level of ecological analysis », *Biological Conservation*, vol. 86, 1998, p.207-213.

-XIE Y., LI Z., GREGG W.P., LI D., « Invasive species in China – an overview », *Biodiversity and Conservation*, vol. 10, 2001, p.1317-1341.

-XU H., DING H., LI M., QIANG S., GUO J., HAN Z., HUANG Z., SUN H., HE S., WU H., WAN F., « The distribution and economic losses of alien species invasion to China », *Biological Invasion*, vol. 8, 2006, p.1495-1500.

-XU H., QIANG S., HAN Z., GUO J., HUANG Z., SUN H., HE S., DING H., WU H., WAN F., « The status and causes of alien species invasion in China », *Biodiversity and Conservation*, vol. 15, 2006, p. 2893-2904.

III. Sites Internet :

Afrique du sud :

-Department of Water affairs and Forestry : <<http://www.dwaf.gov.za/wfw/>>

-South African National Biodiversity Institute (SANBI): <www.sanbi.org>.

Allemagne :

-Kiel canal : <<http://www.kiel-canal.org/english.htm>>

Australie :

-Australian quarantine inspection and services : <<http://www.daff.gov.au/aqis>>

-Department of agriculture, fisheries and forestry : <<http://www.daff.gov.au/aqis>>

Canada :

-Sécurité maritime : <<http://www.tc.gc.ca/securitemaritime/menu.htm>>

-Pêches et Océans Canada : <<http://www.dfo-mpo.gc.ca/index-fra.htm>>

Chine :

-China legislative information network system :

<http://www.chinalaw.gov.cn/jsp/jalor_en/index.jsp?id=menuhtcwzy31>

-Conserving china's biodiversity : <<http://www.chinabiodiversity.com/>>

Egypte :

-Ministry of State for environmental affairs : <<http://www.eeaa.gov.eg/>>

Etats-Unis :

Officiel :

-Arizona State University : <<http://www.asu.edu/>>

-Environmental protection agency : <<http://www.epa.gov/>>

-National invasive species information center :

<<http://www.invasivespeciesinfo.gov/index.shtml>>

-Nonindigenous aquatic species (NAS) information resource for the United States geological survey : <<http://www.ipcc.ch/>>

-Sea grant nonindigenous species site (SGNIS) : <<http://www.sgnis.org/index.htm>>

-University of Maryland, Institute for philosophy and public law :
<<http://www.puaf.umd.edu/IPPP/>>

Non officiel :

-Northwest Environmental Advocates : <<http://www.northwestenvironmentaladvocates.org/>>

Europe :

Officiel:

-Assessing LArge scale Risks for biodiversity with tested Methods (ALARM) :
<<http://www.alarmproject.net/alarm/>>

-Conseil de l'Europe : <<http://www.coe.int/DefaultFR.asp>>

-Delivering alien invasive species inventories for europe : <<http://www.daisie.se/>>

- Union européenne : <http://europa.eu/index_fr.htm>

Non officiel :

-Association des Conseils d'Etat et des juridictions administratives suprêmes de l'union européenne : <<http://www.juradmin.eu/>>

-European squirrel initiative : <<http://www.europeansquirrelinitiative.org/>>

France :

Officiel :

-Direction régionale de l'environnement des Pays de la Loire : <<http://www.pays-de-loire.ecologie.gouv.fr/>>

-Institut français de recherché pour l'exploitation de la mer (IFREMER) :
<<http://www.ifremer.fr/francais/index.php>>

-Inventaire national du patrimoine naturel :
<<http://inpn.mnhn.fr/inpn/fr/conservation/regl/index.htm>>

-Ministère de l'agriculture et de la pêche : <<http://agriculture.gouv.fr/>>

-Ministère de l'écologie, de l'énergie du développement durable et de l'aménagement du territoire : <<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>>

-Service public de la diffusion du droit : <<http://www.legifrance.gouv.fr/>>

-Sénat : <<http://www.senat.fr/>>

Non officiel :

-Agence Bretagne presse : <<http://www.agencebretagnepresse.com/>>

-Forum des marais atlantiques : <<http://www.forum-marais-atl.com/>>

-France Nature Environnement : <<http://www.fne.asso.fr/>>

-Mesopinions.com : <<http://www.mesopinions.com/>>

Grande Bretagne :

-Scottish natural heritage : <<http://www.snh.gov.uk>>

-University of Essex : <<http://www.essex.ac.uk/>>

Grèce :

-ITIA research team : <<http://www.itia.ntua.gr/>>

Italie :

-Ambiantediritto : <<http://www.ambientediritto.it/>>

Panama :

-Panama Canal Authority : <<http://www.pancanal.com/eng/>>

International :

Organisations internationales :

-ANS Task Force : <<http://www.anstaskforce.gov/default.php>>

-Great Lakes Fishery Commission : <<http://www.glfc.org/>>

-Intergovernmental Panel on climate change : <<http://www.ipcc.ch/>>

-Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :
<http://www.fao.org/index_fr.htm>

-Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) :
<<http://portal.unesco.org/fr/>>

-Organisation maritime internationale : <<http://www.imo.org/>>

-Organisation mondiale du commerce : <<http://www.wto.org/indexfr.htm>>

-Organisation mondiale de la santé animale : <http://www.oie.int/eng/en_index.htm>

-United Nations Economic Commission for Europe : <<http://www.unece.org/>>

Programmes – Organisations non gouvernementales :

-Center for Agriculture and Biosciences International : <<http://www.cabi.org/home.asp>>

-Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO) :
<<http://www.csiro.au/>>

-Conseil international pour la science : <<http://www.icsu.org/index.php>>

-DIVERSITAS : <<http://www.diversitas-international.org/>>

-Group of experts on the scientific aspects of marine environmental protection :
<<http://gesamp.net/>>

-Invasive Species Specialist Group (ISSG) : <<http://www.issg.org/>>

-Nature Conservancy : <<http://www.nature.org/>>

-Organisation internationale de lutte biologique contre les animaux et les plantes nuisibles :
<<http://www.unipa.it/iobc/>>

-Pacific Regional Environmental Programme : <<http://www.sprep.org/>>

-Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP) : <<http://www.gisp.org/>>

-Scientific committee on Problems of the Environment (SCOPE): <<http://www.icsu-scope.org/>>

-Union internationale des sociétés de microbiologie : < <http://www.iums.org/>>

-Union Internationale pour la Conservation de la Nature : <<http://cms.iucn.org/index.cfm>>

Conventions internationales :

-Convention sur la diversité biologique : <<http://www.cbd.int/>>

-Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction : <<http://www.cites.org/fra/index.shtml> >

-International Plant Protection Convention : <<https://www.ippc.int/IPP/En/default.jsp>>

-Sommet de Johannesburg : <<http://www.sommetjohannesburg.org/index.html>>

Autres ressources et citations :

-Bibliographie sur *Caulerpa taxifolia* : <<http://www.com.univ-mrs.fr/basecaul/>>

-ECOLEX the gateway to environmental law : <<http://www.ecolex.org/start.php>>

-Elborne Mitchell : <<http://www.elbornes.com/phpdig/search.php>>

-Inter-Diciplinay.net : <<http://www.inter-disciplinary.net/>>

-INTERTANKO : <<http://www.intertanko.com/>>

-Le grand dictionnaire terminologique » de la langue française :
<<http://www.granddictionnaire.com>>

-PENELOPE : <<http://www-penelope.drec.unilim.fr/>>

-Poisson d'or : <<http://www.poisson-or.com/>>

-Water-technology.net : <<http://www.water-technology.net/>>

ANNEXES

Table des annexes

ANNEXE I :	Driving force for invasion
ANNEXE II :	Qualification des espèces visées par les législations nationales
ANNEXE III :	Qualification des espèces visées par les conventions internationales
ANNEXE IV :	Evolution des obligations concernant les introductions d'espèces exotiques et les espèces introduites dans les conventions internationales
ANNEXE V :	Encadrement national des introductions (1966-1995)
ANNEXE VI :	Evolution des régimes nationaux d'interdiction et d'autorisation
ANNEXE VII :	Le classement d'espèces nuisibles non autochtones dans le contentieux administratif
ANNEXE VIII :	Evolution de la réglementation sur le transport et l'introduction du gibier
ANNEXE IX :	Typologie des organismes et des territoires couverts par l'interdiction d'introduire dans l'annexe I de la directive 2000/29/CE du 8 mai 2000
ANNEXE X :	Dispersion des contrôles conchyliques
ANNEXE XI :	Evolution de l'article L.411-3 du code de l'environnement
ANNEXE XII :	Types d'introductions concernées par les conventions internationales
ANNEXE XIII :	Statuts juridiques des espèces introduites
ANNEXE XIV :	Informations destinées au public du Wisconsin
ANNEXE XV :	Recommandations sur la gestion des espèces introduites
ANNEXE XVI :	Chronologie de l'expansion de l'écureuil gris en Italie (et de sa tentative d'éradication)
ANNEXE XVII :	Arrêtés du 22 avril 2008 du préfet de Loire atlantique portant autorisation de destruction de spécimens d'ibis sacré (<i>Threskiornis aethiopicus</i>)
ANNEXE XVIII :	Les introductions dans la région des Grands Lacs
ANNEXE XIX :	Relations entre les Principes directeurs de la CDB et les normes de la CIPV

- ANNEXE XX : Schéma de structure de la Phase I Programme mondial sur les espèces exotiques envahissantes
- ANNEXE XXI : Executive Order No. 119S7, 42 *Federal Register* 26949 (May 24, 1977)
- ANNEXE XXII : Lettre ouverte au Vice-Président Gore
- ANNEXE XXIII : *Executive Order 13112 of February 3, 1999 regarding invasive species*
- ANNEXE XXIV : Relations entre le Plan national de gestion des espèces envahissantes, les Principes directeurs sur les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces et la Stratégie mondiale sur les espèces exotiques envahissantes
- ANNEXE XXV : Relations entre la Stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes, les Principes directeurs sur les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces et la Stratégie mondiale sur les espèces exotiques envahissantes
- ANNEXE XXVI : Mise en œuvre nationale de la stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes
- ANNEXE XXVII : Encadrement des introductions de poissons, grenouilles et crustacés par la réglementation sur la pêche

ANNEXE I

Driving force for invasion

- **2030** Because of man-induced global climatic change. Thus implying massive migration of Biota.
- **1990** Because of the release by man of newly genetically designed organisms.
- **1970** Because of the progressive globalisation of trade. Markets and Economies.
- **1950** Because of increased World-Wide urbanisation and expansion of more rapid transportation systems.
- **1500 A.D.** At the time of the “Great discoveries”. Because of the “opening” of biogeographical realms (e.g. Human immigrations and “colonies” established under the rule of Europeans. Introduction into the old world of exotic species. Mainly edible and ornamental).
- **1 000 – 10 000 B.P.** In old historical times. Because of human direct or indirect actions (e.g. primeval agriculture, nomadism)
- **10 000 – 100 000 B.P.** In geological times. Because of natural disturbance (e.g. Closing of isthmus of Panama)

D'après : “Scale of time as regards the initial forces for biological invasion” in F. DI CASTRI, M. DEBUSSCHE, A.J. HANSEN, « Biological invasion in Europe and the Mediterranean Basin », Edition Kluwer Academic Publishers, 1990, figure 3, p.7.

ANNEXE II

Qualification des espèces visées par les législations nationales

ETAT	TEXTES PRINCIPAUX	ESPECES VISEES
Allemagne	Loi sur la conservation de la nature du 20/12/76 (Art.20.d, 21.a, 21.b)	Animaux et végétaux d'espèces étrangères à la région
Autriche	Pas de législation fédérale, loi sur la protection de la nature de Carinthie du 03/06/86	Animaux et plantes sauvages d'espèces non indigènes à la région concernée
Belgique	Loi sur la conservation de la nature du 12/07/73 (Art.5)	Espèces animales non indigènes
Bulgarie	Loi sur la protection de la nature de 1967	Espèces non indigènes
Danemark	Loi sur la protection de la nature du 03/01/92 (Art.31)	Animaux non présents dans le milieu naturel, plantes désignées par arrêté
Espagne	Loi sur la conservation des espaces naturels et de la flore et de la faune sauvage du 27/03/89 (Art.27)	Espèces, sous-espèces et races géographiques non indigènes
Estonie	Loi sur les objets naturels protégés 01/01/94 (Art.24.1)	Espèces non indigènes
Etats-Unis	1° Lacey Act de 1900 amendé en 1981, 2° Endangered Species Act de 1973	1° Animaux et plantes sauvages, vertébrés et autres animaux dangereux 2° Espèces menacées
France	1° Loi sur la protection de la nature du 10/07/76 (Art.L.212-1 code rural) ; 2° Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement du 02/02/95 (Art.L.211. 3 code rural ¹⁷⁹⁸)	1° Espèces animales non domestiques, espèces d'animaux et plantes fixées par arrêté 2° Tout spécimen d'espèces animales ou végétales non domestiques ou non cultivés non indigènes au territoire d'introduction ou désigné par arrêté
Hongrie	Décret-loi sur la protection de la nature de 1982	Espèces animales ou végétales non résidentes en Hongrie
Italie	Loi sur la protection de la faune homéotherme et le prélèvement cynégétique du 11/02/92 (Art.20)	Animaux gibier vivants originaires de l'étranger appartenant à des espèces non indigènes
Luxembourg	Loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles 11/08/82 (Art.25)	Spécimens de la faune ou de la flore non indigène
Mexique	Loi générale sur l'équilibre biologique et sur la protection de l'environnement	Spécimens de la faune ou de la flore
Norvège	Loi sur la faune sauvage du 28/05/81 (Art.47, Art.26.9)	Espèces ou sous-espèces d'animaux sauvages

¹⁷⁹⁸ Futurs articles L.412.1 et L.411.3 du code de l'environnement.

ETAT	TEXTES PRINCIPAUX	ESPECES VISEES
Nouvelle Zélande	1° Loi sur les animaux de 1967 modifiée en 1990, 2° loi sur la biosécurité du 26/08/93	1° Tout animal étranger au pays 2° Tout organisme ou matière organique qui en raison de sa nature ou de son origine peut être raisonnablement soupçonné de présenter un risque pour les organismes présents en Nouvelle Zélande
Pays-Bas	Loi sur la conservation de la nature du 15/11/67 (amendement du 21/01/94)	Espèces animales ou végétales non indigènes
Pologne	Loi sur la conservation de la nature du 16/10/91 (Art.42)	Animaux et plantes non indigènes
Portugal	Loi sur l'environnement du 07/04/87 (Art.15.6, art.16.3 et 16.4)	Spécimens de la flore exotique, toute espèce animale sauvage, aquatique ou terrestre, espèces exotiques
République tchèque	Loi sur la protection de la nature et du paysage du 19/02/92 (Art.5.4 et 5.5)	Espèces animales ou végétales géographiquement non indigènes dans le milieu naturel
Roumanie	Loi sur la protection de l'environnement de 1973	Espèces non indigènes
Royaume-Uni	Loi sur la vie sauvage et l'espace rural de 1981	Tout animal sauvage d'une sorte qui n'est ni normalement résidente en Grande-Bretagne ni un visiteur régulier de ce pays
Russie	Loi sur la faune de 1982	Espèces
Slovénie	Décret sur la protection des espèces animales menacées du 14/10/93	Espèces non indigènes dans l'environnement naturel des espèces menacées
Suède	Loi sur la chasse du 14/05 /87 (Art.36)	Animaux d'espèces qui n'appartenaient pas à la faune du pays avant 1987
Suisse	Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage du 01/07/66 (Art.23)	Espèces animales et végétales étrangères, espèces indigènes étrangères à la région d'introduction

ANNEXE III

Qualification des espèces visées par les conventions internationales

CONVENTION	ESPECES VISEES
Convention sur la pêche dans le Danube, Bucarest, 1958, Règlement annexé	Espèces nouvelles de poissons, d'animaux et de plantes aquatiques
Convention d'Apia sur la protection de la nature dans le Pacifique sud, 1976	Espèces non présentes dans l'écosystème d'introduction
Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, 1979	Espèces exotiques
Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe, 1979	Espèces non indigènes
Union Européenne, Directive « oiseaux », 1979	Espèces d'oiseaux ne vivant pas naturellement sur le territoire européen des Etats membres
Convention Bénélux en matière de protection de la nature et de protection des paysages, Bruxelles, 1982	Espèces animales non indigènes
Convention des Nations unies sur le Droit de la mer, Montego Bay, 1982	Espèces étrangères ou nouvelles
Protocole à la Convention de Barcelone sur les zones de protection spéciale et la biodiversité dans la Méditerranée, Genève, 1982	Espèces exotiques
Protocole relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvage dans la région de l'Afrique orientale, Nairobi, 1985	Espèces non autochtones ou nouvelles qui risquent d'entraîner des changements importants ou nuisibles dans la région
Accord de l'ASEAN sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Kuala Lumpur, 1985	Espèces exotiques
Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées de la région des Caraïbes, Kingston, 1990	Espèces non indigènes ou modifiées génétiquement qui pourraient entraîner des impacts nuisibles à la flore, à la faune ou aux autres éléments naturels de la région
Protocole au Traité de l'Antarctique, Madrid, 1991	Espèces animales ou végétales non indigènes
Union Européenne, Directive « habitat », 1992	Espèces non indigènes au territoire des Etats membres
Convention des Nations unies sur la biodiversité, Rio, 1992	Espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces
Protocole à la convention sur les Alpes portant sur la protection de la nature et l'entretien des paysages, Chambéry, 1994	Espèces de faune et de flore sauvage qui n'ont jamais été indigènes dans une région dans le passé connu
Protocole à la Convention de Barcelone sur les zones de protection spéciale et la biodiversité dans la Méditerranée, Barcelone, 1995	Espèces non indigènes ou génétiquement modifiées
Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, La Haye, 1995	Espèces non indigènes d'oiseaux d'eau

ANNEXE IV

Evolution des obligations concernant les introductions d'espèces exotiques (IEE) et les espèces introduites (EI) dans les conventions internationales

Convention d'Apia sur la protection de la nature dans le Pacifique sud, 1976	Art.V(4)	Examiner attentivement les conséquences IEE
Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, 1979	Annexe I art.3 Annexe II art.5	Contrôle IEE /Surveiller, limiter ou éliminer EI Contrôle strict IEE nuisibles
Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe, 1979	Art.11.2	Contrôler strictement IEE
Union Européenne, Directive « oiseaux », 1979	Art.11	Absence de préjudice entraîné par IEE
Convention Bénélux en matière de protection de la nature et de protection des paysages, Bruxelles, 1982	Décision du 17/10/83	Interdire IEE, système d'autorisation, d'information et de consultation
Convention des Nations unies sur le Droit de la mer, 1982	Art.196.1	Prévenir, réduire et maîtriser IEE
Protocole à la Convention de Barcelone sur les zones de protection spéciale et la biodiversité dans la Méditerranée, Genève, 1982	Art.7.e	Interdit IEE
Protocole relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvage dans la région de l'Afrique orientale, Nairobi, 1985	Art.7	Interdire IEE
Accord de l'ASEAN sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Kuala Lumpur, 1985		Réglementer ou interdire IEE
Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées de la région des Caraïbes, Kingston, 1990	Art.12 Art.5.f	Réglementer ou interdire IEE
Protocole au Traité de l'Antarctique, Madrid, 1991	Annexe II art.4	Interdiction IEE (dérogations mais système très stricte d'autorisation), élimination et stérilisation
Union Européenne, Directive « habitat », 1992	Art.22.b	Absence de préjudice ou interdiction IEE
Convention des Nations unies sur la biodiversité, 1992	Art.8 (h)	Empêcher IEE / contrôler, éradiquer EI
Protocole à la convention sur les Alpes portant sur la protection de la nature et l'entretien des paysages, Chambéry, 1994	Art.17	Interdiction IEE, système de dérogation
Protocole à la Convention de Barcelone sur les zones de protection spéciale et la biodiversité dans la Méditerranée, Barcelone, 1995	Art.13	Réglementer et interdire IEE, éradiquer EI
Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, La Haye, 1995	Art.III (2)(g)	Interdiction IEE volontaire, prévenir IEE involontaire, empêcher EI de devenir une menace potentielle pour les espèces indigènes

ANNEXE V

Encadrement national des introductions (1966-1995)

ETAT	TEXTES PRINCIPAUX	PRINCIPE			
		Interdiction générale + autorisation dérogatoire	Autorisation		
			Générale	Liste ¹⁷⁹⁹ -	Liste ¹⁸⁰⁰ +
Allemagne	Loi sur la conservation de la nature du 20/12/76 (Art.20.d, 21.a, 21.b)	oui			
Autriche	Pas de législation fédérale, loi sur la protection de la nature de Carinthie du 03/06/86		oui		
Belgique	Loi sur la conservation de la nature du 12/07/73 (Art.5)		oui		
Bulgarie	Loi sur la protection de la nature de 1967	oui			
Danemark	Loi sur la protection de la nature du 03/01/92 (Art.31)	oui			oui
Espagne	Loi sur la conservation des espaces naturels et de la flore et de la faune sauvage du 27/03/89 (Art.27)		oui		
Estonie	Loi sur les objets naturels protégés 01/01/94 (Art.24.1)	oui			
Etats-Unis	Lacey Act de 1900 amendé en 1981, National Environmental Policy Act de 1969, Endangered Species Act de 1973		oui		oui
France	Loi sur la protection de la nature du 10/07/76 (Art.L.212-1 code rural), Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement du 02/02/95 (Art.L.211. 3 code rural ¹⁸⁰¹)	oui	oui		oui
Hongrie	Décret-loi sur la protection de la nature de 1982	oui			
Italie	Loi sur la protection de la faune homéotherme et le prélèvement cynégétique du 11/02/92 (Art.20)	oui			
Luxembourg	Loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles 11/08/82 (Art.25)		oui		

¹⁷⁹⁹ Liste négative : liste d'espèces dont l'introduction est autorisée sur dérogation.

¹⁸⁰⁰ Liste positive : liste d'espèces dont l'introduction est interdite.

¹⁸⁰¹ Futurs articles L.412.1 et L.411.3 du code de l'environnement.

ETAT	TEXTES PRINCIPAUX	PRINCIPE			
		Interdiction générale + autorisation dérogatoire	Autorisation		
			Générale	Liste ¹⁸⁰² +	Liste ¹⁸⁰³ -
Mexique	Loi générale sur l'équilibre biologique et sur la protection de l'environnement		oui		
Norvège	Loi sur la faune sauvage du 28/05/81 (Art.47, Art.26.9)	oui			
Nouvelle Zélande	Loi sur les animaux de 1967 modifiée en 1990, loi sur la biosécurité du 26/08/93	oui			oui
Pays-Bas	Loi sur la conservation de la nature du 15/11/67, amendement du 21/01/94		oui	oui	
Pologne	Loi sur la conservation de la nature du 16/10/91 (Art.42)	oui			
Portugal	Loi sur l'environnement du 07/04/87 (Art.15.6, art.16.3 et 16.4)		oui		
République tchèque	Loi sur la protection de la nature et du paysage du 19/02/92 (Art.5.4 et 5.5)	oui			
Roumanie	Loi sur la protection de l'environnement de 1973		oui		
Royaume-Uni	Loi sur la vie sauvage et l'espace rural de 1981	oui		oui	
Russie	Loi sur la faune de 1982	oui			
Slovénie	Décret sur la protection des espèces animales menacées du 14/10/93	oui			
Suède	Loi sur la chasse du 14/05 /87 (Art.36)		oui		oui
Suisse	Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage du 01/07/66 (Art.23)		oui		

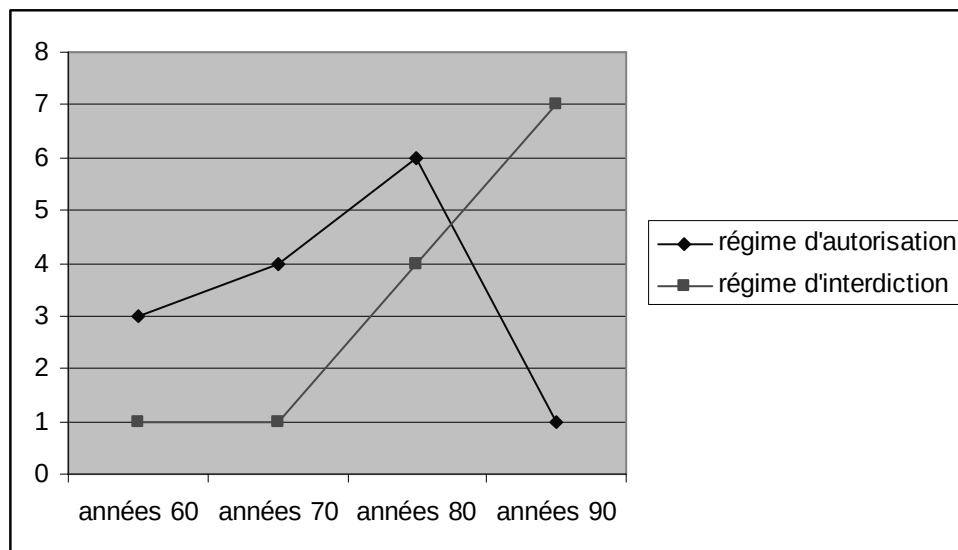
¹⁸⁰² Liste positive : liste d'espèces dont l'introduction est interdite.

¹⁸⁰³ Liste négative : liste d'espèces dont l'introduction est autorisée sur dérogation.

ANNEXE VI

Evolution des régimes nationaux d'interdiction et d'autorisation

RÉGIME	AUTORISATION				INTERDICTION			
ANNÉES	60	70	80	90	60	70	80	90
NOMBRE DE LEGISLATIONS SUR LES INTRODUCTIONS ¹⁸⁰⁴	3	4	6	1	1	1	4	7
% PAR RÉGIME	21%	29%	43%	7%	8%	8%	31%	53%
TOTAL LEGISLATIONS	14				13			
% TOTAL LEGISLATIONS	52%				48%			



¹⁸⁰⁴ En fonction des Etats retenus dans les autres tableaux.

ANNEXE VII

Le classement d'espèces nuisibles non autochtones dans le contentieux administratif

Arrêt	N°considérant, <u>espèce</u> , motivation du classement	Classement 1805
CE, 27 mai 1998, Req. n° 116806, « secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs »	N°4, <u>ragondin</u> , « <i>provoque des dommages aux activités aquacoles et risque d'entraîner la rupture des digues des étangs</i> » (oui)	OUI
CE, 04 mai 1998, Req. n° 162420, « Association pour la protection des animaux sauvages et du patrimoine naturel »	N°5, <u>raton laveur</u> , <u>vison d'Amérique</u> , <u>chien viverrin</u> , « <i>significativement présents dans le département des Ardenne ou aient causé des dommages importants aux intérêts protégés par le code rural (non)</i> »	NON
	N°8, <u>rat musqué</u> , <i>idem</i> (oui)	OUI
CE, 6 février 1998, Req. n° 160878, « Ministre de l'environnement »	N°12, <u>vison d'Amérique</u> , « <i>répandus significativement dans le département (non) occasionnent des dommages importants (non)</i> »	NON
	N°13, <u>rat musqué</u> , <u>ragondin</u> , <i>Idem</i> (oui)	OUI

¹⁸⁰⁵ (Parmi d'autres espèces autochtones)

CE, 11 juin 1997, Req. n° 114996, « secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs »	N°4, <u>chien viverrin, raton laveur</u> , « présents à l'état sauvage dans le département (non); que la circonstance qu'il puisse être nécessaire de prévenir leur prolifération n'est pas de nature à justifier leur classement (oui)»	NON
	n°5, <u>vison d'Amérique</u> , « répandu à l'état sauvage dans le département de Saône-et-Loire (non) ; que le fait, à le supposer établi, que des élevages de visons d'Amérique existent dans le département, ne saurait faire présumer qu'un nombre significatif d'animaux ont pu s'en échapper et se reproduire (oui)» ;	NON
	N°11, <u>rat musqué, ragondin</u> , « destructeur des berges des rivières et des étangs » (oui) « répandu dans le département » (oui) ;	OUI
CE, 23 mai 1997, Req. n° 130280, « Fédération départementale des chasseurs de l'Aisne »	N°6, <u>raton laveur</u> , « espèces répandues de façon significative dans le département » (non)	NON
CE, 20 oct 1997, Req. n° 121377, « Fédération départementale des chasseurs de l'Aisne »	N°7, <u>raton laveur</u> , « répandus dans le département » (non); « porté une atteinte significative aux intérêts protégés par le code rural (non)»	NON
	N°9, <u>vison d'Amérique</u> , « répandu à l'état sauvage dans le département de l'Aisne (non); que le fait, à supposer qu'il soit établi, que des élevages de visons d'Amérique existent dans le département, ne saurait faire présumer qu'un nombre significatif d'animaux ont pu s'en échapper et se reproduire (oui)»	OUI

ANNEXE VIII

Evolution de la réglementation sur le transport et l'introduction du gibier

	Transport en période de fermeture de la chasse		Transport en période d'ouverture de la chasse	
	Gibier vivant	Gibier mort	Gibier vivant	Gibier mort
Réglementation pré-2005	Principe général d' <u>interdiction</u> , dérogation pour le transport d'un département ou la chasse est ouverte vers un autre ou la chasse est fermée (L. 424-8)	Principe général d' <u>interdiction</u> , dérogation pour les repas associatifs non commerciaux (L. 424-8)	Soumise à <u>autorisation</u> (L.424-10)	Non précisé (autorisé)
Projet de loi initial (article 49 et 57 du projet de loi)	<u>Interdiction</u> , dérogation pour le transport d'un département ou la chasse est ouverte vers un autre ou la chasse est fermée	<u>Interdiction</u> , dérogation pour les repas associatifs non commerciaux	<u>interdiction</u>	<u>Interdiction</u> pour les oiseaux sauf espèces listées
	<u>Autorisation</u> pour les animaux issus d'élevages (dérogation)			
	<u>Interdiction</u> d'introduction d'animaux dans le milieu naturel, à l'exception de ceux qui ont été autorisés par l'autorité administrative à des fins de repeuplement ou à des fins scientifiques			

Réglementation post-2005	<u>Libre</u> pour les mammifères (L. 424-8 I)
	<u>Interdiction</u> pour les oiseaux sauf transport à des fins non commerciales et espèces listées ¹⁸⁰⁶ (L. 424-8 I)
	<u>Restrictions</u> possibles pour prévenir la destruction ou favoriser le repeuplement du gibier (L. 424-8 II)
	<u>Libre</u> pour les espèces nées ou élevées en captivité (L. 424-8 III)
	<u>Interdiction</u> pour les portées ou petits de tous mammifères dont la chasse est autorisée ¹⁸⁰⁷ (L. 424-8 VI)
	Introduction dans le milieu naturel <u>soumise à autorisation</u> préfectorale de grand gibier et de lapin (L. 424-8 VII)

¹⁸⁰⁶ Liste fixée par arrêté du ministère chargé de la chasse

¹⁸⁰⁷ Sous réserve des dispositions relatives aux animaux nuisibles.

ANNEXE IX

**Typologie des organismes et des territoires couverts par l'interdiction d'introduire dans
l'annexe I de la directive 2000/29/CE du 8 mai 2000**

Organisme susceptible de figurer en Annexe 1	Territoire couvert par l'interdiction d'introduire
Organismes nuisibles dont l'introduction et la dissémination doivent être interdites dans tous les états membres (Partie A)	Tous les Etats membres
Organismes nuisibles inconnus dans la communauté et importants pour toute la communauté (Chapitre I)	
- Organismes dont la présence n'a été constatée dans aucune partie de la Communauté et qui concernent tout le territoire de la Communauté et qui concernent tout le territoire de la Communauté	
Organismes nuisibles présents dans la communauté et importants pour toute la communauté (Chapitre II)	
- Organismes dont la présence a été constatée mais n'est pas endémique ni établie dans toute la Communauté et qui concernent tout le territoire de la Communauté	
- Organismes nuisibles endémiques ou établis dans une ou plusieurs parties de la Communauté	
Organismes nuisibles dont l'introduction et la dissémination doivent être interdites dans certaines zones protégées (Partie B)	Certaines zones protégées
Organismes nuisibles établis dans une ou plusieurs parties de la Communauté	Zone où ces organismes ne sont ni endémiques ni établis, bien que les conditions y soient favorables à leur établissement
Organisme ni endémique ni établi dans la Communauté	Zone où il existe un danger d'établissement de ces organismes en raison des conditions écologiques favorables pour ce qui concerne des cultures particulières

ANNEXE X

Dispersion des contrôles conchyliques

DOMAINE CONCERNE	OBJET DE L'INSPECTION	AGENTS RESPONSABLE DES ACTIONS DE CONTROLE	INSTRUCTION DES DOSSIERS SOUMIS AUX PREFETS
Milieu et cheptels	Eaux, installations, produits	Affaires maritimes et IFREMER	Affaires maritimes
Etablissement des production et commercialisation des coquillages	Eaux, installations, produits avant conditionnement ou en cours de conditionnement	Affaires maritimes et IFREMER	Affaires maritimes (avis de l'IFREMER et des services vétérinaires)
	Produits conditionnés ou en cours de conditionnement pour la consommation humaine immédiate	Services vétérinaires	Services vétérinaires
Transports, vente en gros et au détail	Engins, installations et produits	Services vétérinaires	Services vétérinaires
Importation et exportations de coquillages destinés à la consommation humaine directe	Engins, produits	Services vétérinaires	Services vétérinaires
	Etablissement des certificats de salubrité à l'exportation	Services vétérinaires	Services vétérinaires
Immersion de coquillages :			
- Importation et exportations	-produits, installation et documents -documents et produits	-Affaires maritimes et IFREMER - Services vétérinaires en frontière pour les produits à l'importation, IFREMER pour certification sanitaire et zoosanitaire des coquillages exportés pour l'immersion	-Affaires maritimes -Affaires maritimes
- Transfert de coquillages sur le territoire national	-produits et conditions d'immersion	- Affaires maritimes et IFREMER	-Affaires maritimes

ANNEXE XI

Evolution de l'article L.411-3 du code de l'environnement

Article 56 VI de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (codifié à l'article L.211-3 du code rural, devenu L.411-3 du code de l'environnement) <u>Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 128 II, art. 129 II Journal Officiel du 24 février 2005</u> <u>(Amendement n° 131, présenté par le gouvernement)</u>	I. - Afin de ne porter préjudice ni aux milieux naturels <u>ni aux usages qui leur sont associés</u> ni à la faune et à la flore sauvages, est interdite l'introduction dans le milieu naturel, volontaire, par négligence ou par imprudence : 1° De tout spécimen d'une espèce animale à la fois non indigène au territoire d'introduction et non domestique, <u>dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la protection de la nature et, soit du ministre chargé de l'agriculture soit, lorsqu'il s'agit d'espèces marines, du ministre chargé des pêches maritimes ;</u> 2° De tout spécimen d'une espèce végétale à la fois non indigène au territoire d'introduction et non cultivée, <u>dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de la protection de la nature et, soit du ministre chargé de l'agriculture soit, lorsqu'il s'agit d'espèces marines, du ministre chargé des pêches maritimes ;</u> 3° De tout spécimen de l'une des espèces animales ou végétales désignées par l'autorité administrative. II. - Toutefois, l'introduction dans le milieu naturel de spécimens de telles espèces peut être autorisée par l'autorité administrative à des fins agricoles, piscicoles ou forestières ou pour des motifs d'intérêt général et après évaluation des conséquences de cette introduction. III. - Dès <u>que la présence dans le milieu naturel d'une des espèces visées au I¹⁸⁰⁸</u> est constatée, l'autorité administrative peut procéder ou faire procéder à la capture, au prélèvement, à la garde ou à la destruction des spécimens de l'espèce introduite. <u>Les dispositions du II de l'article L. 411-5 s'appliquent à ce type d'intervention.</u>¹⁸⁰⁹ IV. - Lorsqu'une personne est condamnée pour infraction aux dispositions du présent article, le tribunal peut mettre à sa charge les frais exposés pour la capture, les prélèvements, la garde ou la destruction rendus nécessaires. IV bis. - <u>Lorsque les nécessités de la préservation du patrimoine biologique, des milieux naturels et des usages qui leur sont associés justifient d'éviter leur diffusion, sont interdits le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat des espèces animales ou végétales dont la liste est fixée par arrêtés conjoints du ministre chargé de la protection de la nature et soit du ministre chargé de l'agriculture soit, lorsqu'il s'agit d'espèces marines, du ministre chargé des pêches maritimes.</u> V. - Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article.
<u>Amendement n° 437, présenté par le gouvernement</u>	Au 2°) de l'article L. 415-3 du Code de l'environnement, après les mots : « dans le milieu naturel », sont insérés les mots : « , de transporter, colporter, utiliser, mettre en vente, vendre, acheter ».

¹⁸⁰⁸ Remplace « qu'une infraction ».

¹⁸⁰⁹ Art. L.411-5 II. Du code de l'environnement : « Les dispositions de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics sont applicables à l'exécution des opérations nécessaires à la conduite de ces inventaires. Ces dispositions sont également applicables à la connaissance du sol, de la végétation et de tout renseignement d'ordre écologique sur les territoires d'inventaires ».

ANNEXE XII

Types d'introductions concernées par les conventions internationales

CONVENTION	TYPE D'INTRODUCTIONS CONCERNEES		
	volontaire	accidentelle	non spécifiée
Convention sur la pêche dans le Danube, Bucarest, 1958, Règlement annexé	oui		
Convention d'Apia sur la protection de la nature dans le Pacifique sud, 1976			oui
Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, 1979			oui
Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe, 1979			oui
Union Européenne, Directive « oiseaux », 1979			oui
Convention Bénélux en matière de protection de la nature et de protection des paysages, Bruxelles, 1982			oui
Convention des Nations unies sur le Droit de la mer, Montego Bay, 1982	oui	oui	
Protocole à la Convention de Barcelone sur les zones de protection spéciale et la biodiversité dans la Méditerranée, Genève, 1982			oui
Protocole relatif aux zones protégées ainsi qu'à la faune et à la flore sauvage dans la région de l'Afrique orientale, Nairobi, 1985	oui	oui	
Accord de l'ASEAN sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Kuala Lumpur, 1985			oui
Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées de la région des Caraïbes, Kingston, 1990	oui	oui	
Protocole au Traité de l'Antarctique, Madrid, 1991			oui
Union Européenne, Directive « habitat », 1992	oui		
Convention des Nations unies sur la biodiversité, Rio, 1992			oui
Protocole à la convention sur les Alpes portant sur la protection de la nature et l'entretien des paysages, Chambéry, 1994			oui
Protocole à la Convention de Barcelone sur les zones de protection spéciale et la biodiversité dans la Méditerranée, Barcelone, 1995	oui	oui	
Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, La Haye, 1995	oui	oui	

ANNEXE XIII

Statuts juridiques des espèces introduites

	STATUTS JURIDIQUES	
CHOSE VIVANTE	(NON INTRODUITE)	(INTRODUITE)
Espèces végétales cultivées et non cultivées		
Plante	Fruit, chose fongible à l'intérieur d'une même espèce, chose consommable	<i>Res derelicta</i> ?
Plante sur substrat	(En général même qualification que le sol dans lequel elle est enraciné) <i>res propria</i> (Immeuble approprié par le propriétaire du fond ¹⁸¹⁰)	<i>idem</i>
Plante détachée du substrat	Meuble, <i>res propria</i> approprié par le propriétaire du fond	<i>idem</i>
Végétation aquatique enracinée dans le sol	Immeuble, <i>res propria</i> approprié par le propriétaire du plan d'eau ou du cours d'eau	<i>idem</i>
Végétation marine	<i>Res nullius</i>	<i>idem</i>
Plante et herbage de bord de mer	<i>Res communis</i> ¹⁸¹¹	
Végétation flottante (inclus algues unicellulaires et phytoplancton)	Immeuble, <i>res propria</i> approprié par le propriétaire du plan d'eau ¹⁸¹² ,	<i>idem</i>
Végétation flottante en eau <i>res communis</i>	<i>Res nullius</i>	<i>idem</i>
Elément végétal se trouvant dans l'air (pollen, graine etc...)	<i>Res nullius</i>	<i>idem</i>

¹⁸¹⁰ Art. 546, 551, 547 du code civil.

¹⁸¹¹ Art. 717 du code civil.

¹⁸¹² Art. 551 du code civil.

Espèce végétale sans valeur marchande	<i>Res nullius</i>	
Espèce végétale protégée	Immeuble, <i>res propria</i> approprié par le propriétaire du fond	
Espèces animales domestiques et non domestiques		
Animal sauvage	Meuble, fruit, chose fongible, chose consommable, <i>res nullius</i> appropriable par simple occupation	
Animal sessile	Immeuble par attachement au sol, <i>res propria</i> propriété du propriétaire du fond ¹⁸¹³	
poisson	<i>Res nullius</i> (idem animal sauvage)	
Animal domestique	<i>res propria</i> , être sensible	
Animal domestique à valeur marchande	Immeuble par destination ¹⁸¹⁴ , <i>res propria</i>	
Animal non domestique tenu en captivité	<i>res propria</i>	<i>Res nullius</i> (remis en liberté), animal domestique (introduction accidentelle)
Espèce animale protégée	Propriété publique ?	
nature	<i>Res communis</i> ?	
flore	<i>Res communis</i> ?	
faune	<i>Res communis</i> ?	
Espèce	<i>Res communis</i> ?	
écosystème	<i>Res communis</i> ?	

¹⁸¹³ Art. 551 du code civil.

¹⁸¹⁴ Art. 524 du code civil.

ANNEXE XIV

Informations destinées au public du Wisconsin

ALIEN INVADERS SERIES 1
#1

GYPSY MOTH CATERPILLAR

Lymantria dispar. L.

BASIC ID Look for pairs of blue warts near head, red pairs to rear, and bristly hairs over entire body. Their heads are a dirty yellow with 2 vertical black bars. By the end of June they are 1"-2" long.

HABITS Caterpillars emerge mid-May and feed until July. They favor oaks and may defoliate an entire stand. In June, they leave trees each afternoon then return in the evening to feed. In mid-July they pupate and emerge as adult moths late July-August.

MANAGEMENT (Caterpillars)

- Apply barrier bands April-May
- Apply burlap collection bands June-July
- Pesticide treatments

FOR MORE INFORMATION

DNR Gypsy Moth Suppression Coordinators
Green Bay 920-492-5930 Milwaukee 414-263-8744
Central & Western WI 1-800-642-MOTH
Madison 608-275-3223

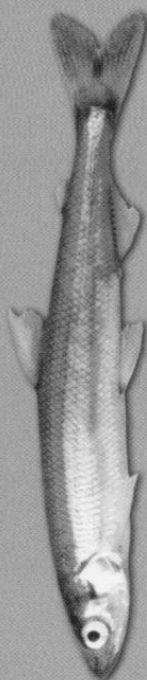
Recycled paper

Photo: Andrea Diss, WI DNR

PUB-FR-218a 2002



ALIEN INVADERS



RAINBOW SMELT

WHAT IS IT?

These slender fish are typically 6 to 8 inches long, with obvious teeth and a small fleshy fin on top of their body near the tail. They escaped into the Great Lakes from an inland lake in Michigan.

WHAT'S THE PROBLEM?

These fish cause problems in our inland lakes, where they were probably used as bait and released. Adult smelt eat young walleye, and the young of both fish compete for the same food.

WHAT CAN I DO?

- Learn how to identify rainbow smelt
- If you catch a rainbow smelt in an inland lake, kill it, and dispose of it in the trash
- Don't use live smelt as bait

WILD!

Fried smelt are tasty, but they smell like cucumbers when freshly caught!

www.dnr.state.wi.us/org/caer/ce/invasives

WT-757 2003

Photo: John Lyons,
WI DNR

Recycled paper

WISCONSIN COASTAL
MANAGEMENT PROGRAM

EXTENSION



ANNEXE XV

Recommandations sur la gestion des espèces introduites

1) Lignes directrices de l'UICN pour prévenir des pertes de biodiversité causées par des espèces exotiques envahissantes. (article 6)

6. MESURES D'ERADICATION ET DE CONTRÔLE

Lorsque la présence d'une espèce exotique réellement ou potentiellement envahissante est constatée; en d'autres termes, lorsque la prévention a échoué, la démarche d'atténuation des effets préjudiciables peut inclure des mesures d'éradication, de confinement et de contrôle. L'éradication a pour but d'éliminer l'espèce exotique envahissante; la lutte ou le contrôle visent à réduire, à plus long terme, son abondance ou sa densité. Le confinement est une modalité spécifique du contrôle, destinée à enrayer la propagation de l'espèce et à la contenir dans des limites spatiales définies.

6.1 Principes

- Le premier objectif doit être la prévention de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes.
- Une détection précoce des introductions d'espèces exotiques potentiellement envahissantes ou connues pour telles, associée à la possibilité de prendre des mesures rapides, est souvent la clé d'une éradication réussie et pas trop onéreuse.
- L'absence de certitudes scientifiques ou économiques sur les effets d'une invasion potentielle d'espèces exotiques ne devrait pas être invoquée comme une raison pour différer les mesures d'éradication, de confinement ou de contrôle.
- La législation devrait prévoir des dispositions permettant de prendre des mesures contre des espèces exotiques envahissantes introduites.
- Les possibilités d'éradication ou de confinement d'une espèce exotique envahissante sont plus favorables pendant les premières phases d'une invasion, lorsque les populations sont peu nombreuses et localisées. Ces possibilités peuvent persister pendant un laps de temps plus ou moins long, selon l'espèce dont il s'agit et d'autres éléments du contexte local.
- L'éradication d'espèces exotiques envahissantes nouvelles ou déjà établies est une solution préférable et moins onéreuse que des mesures de lutte et de contrôle à long terme, notamment pour de nouvelles introductions.
- L'éradication ne devrait pas être tentée si elle n'est pas écologiquement viable ou si les moyens financiers et l'engagement politique nécessaires pour la mener à bien ne sont pas assurés.
- Lors d'une éradication, il est stratégiquement important d'identifier les maillons vulnérables dans les principales voies d'invasions, tels que les ports et les aéroports internationaux, à des fins de surveillance et d'éradication.

6.2 Eradication – Mesures recommandées

1. Lorsqu'elle est faisable, l'éradication représente la meilleure solution de gestion face à des espèces exotiques envahissantes lorsque la prévention a échoué. En effet, elle est beaucoup plus rentable financièrement que le contrôle sur de longues durées et plus favorable à l'environnement.. Les améliorations technologiques rendent l'éradication possible dans un nombre croissant de cas, notamment dans des îles. En revanche, elle est plus difficile à réaliser dans le milieu marin. Un ensemble de conditions à remplir pour une éradication réussie est présenté en Annexe.
2. Lorsqu'une espèce exotique envahissante est détectée pour la première fois, il faudra mobiliser rapidement les moyens nécessaires et le personnel compétent. Les délais ne peuvent que réduire les probabilités de succès. Les connaissances et l'implication des communautés locales peuvent contribuer à détecter de nouvelles invasions. Selon la situation, des mesures peuvent être prises dans le cadre national ou en concertation avec d'autres Etats.
3. Priorité doit être donnée à l'éradication dans des sites où l'invasion est très récente et où l'espèce n'est pas encore bien implantée
4. Les méthodes d'éradication devraient être aussi spécifiques que possible, en vue d'éviter tout effet à long terme sur les espèces autochtones non ciblées. Quelques atteintes accessoires subies par des espèces qui n'étaient pas les cibles de l'opération peuvent s'avérer inévitables; elles doivent être mises en balance avec les avantages pour l'ensemble des espèces indigènes à long terme.
5. Veiller à ce qu'il ne subsiste pas de substances toxiques dans l'environnement par suite de l'éradication. L'utilisation de telles substances, inadmissible sur de longues périodes, peut être justifiée lors de campagnes d'éradication courtes et intensives. Les coûts et les avantages de ces utilisations doivent être attentivement évalués.

6. Les méthodes d'élimination des animaux devraient être aussi éthiques et humaines que possible, tout en restant compatibles avec le but, qui est celui de l'élimination de l'espèce exotique envahissante concernée.

7. Un certain nombre de groupes d'intérêt pouvant s'opposer à l'éradication en raison de considérations éthiques ou de leur intérêt propre, tout projet d'éradication devrait intégrer une démarche de consultation large et promouvoir le soutien de la population locale.

8. Priorité devrait être donnée à l'éradication d'espèces exotiques envahissantes dans des îles ou dans d'autres milieux isolés comportant une diversité biologique spécifique ou des espèces endémiques menacées.

9. Le cas échéant, l'éradication de mammifères prédateurs exotiques (rats, chats, chiens, mustélidés) d'îles et d'autres milieux isolés présentant une richesse d'espèces autochtones peut s'avérer très bénéfique pour la diversité biologique. De la même façon, l'on pourra utilement cibler des mammifères herbivores exotiques et des populations sauvages d'espèces domestiques (lapins, ovins, chèvres, porcs). Leur éradication sera aussi bénéfique pour les espèces menacées de faune et de flore locales.

10. L'aide d'experts devrait être recherchée si nécessaire. Les éradications impliquant plusieurs espèces présentent d'importantes difficultés, notamment l'ordre à suivre dans l'éradication des espèces. Une approche pluridisciplinaire, telle que celle recommandée par les lignes directrices de l'UICN sur les réintroductions, peut être souhaitable.

6.3 Définir les résultats attendus des opérations de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Le succès des mesures de lutte doit être évalué à l'aune des effets produits sur les espèces, les habitats, les écosystèmes ou les paysages qui doivent en bénéficier. Il est important d'évaluer et de réduire les dommages causés par les espèces exotiques envahissantes, au lieu de se focaliser sur la réduction des effectifs présents. Le rapport entre le nombre de nuisibles et les effets produits n'est presque jamais simple. En conséquence, une densité d'envahisseurs moindre n'indique pas forcément une amélioration de l'état de l'espèce, de l'habitat ou de l'écosystème menacés. Il peut s'avérer assez difficile de définir des indicateurs de réussite et de les mesurer correctement dans la durée. Cependant, ces actions sont nécessaires si l'on veut réaliser l'objectif essentiel de ces opérations, à savoir la sauvegarde de la diversité biologique.

6.4 Le choix des méthodes de lutte et de contrôle

Les méthodes de lutte et de contrôle doivent être socialement, culturellement et éthiquement acceptables, efficaces et non-polluantes. Elles ne doivent pas porter atteinte à la faune et à la flore indigènes, à la santé ou au bien-être des populations humaines, aux animaux domestiques ou aux cultures. S'il est difficile de remplir toutes ces conditions, elles représentent en effet des buts souhaitables, dans le cadre d'un calcul équilibré des coûts et des avantages par rapport aux résultats recherchés. En raison de la diversité de situations spécifiques, l'on ne peut donner que des indications très générales sur le choix des méthodes. Des méthodes spécifiques sont préférables à des méthodes à large spectre. Les agents de lutte biologique peuvent s'avérer préférables aux méthodes mécaniques ou chimiques, mais une sélection rigoureuse s'impose au préalable, ainsi qu'une surveillance continue par la suite. L'on pourra arracher mécaniquement des plantes exotiques envahissantes. Les produits chimiques utilisés devraient être aussi spécifiques que possible, non persistants et ne devraient pas s'accumuler dans le chaîne alimentaire. Il faudrait éviter l'emploi de polluants biologiques persistants, comme les pesticides organochlorés. Les méthodes d'élimination des animaux devraient aussi être humaines que possible, tout en restant compatibles avec les objectifs de l'opération.

6.5 Stratégies de lutte et de contrôle – Mesures recommandées

Contrairement à l'éradication, le contrôle est une activité constante qui poursuit des buts différents. Un certain nombre de démarches stratégiques sont possibles, mais elles devraient avoir deux éléments communs. Premièrement, les résultats recherchés doivent être bénéfiques pour les espèces indigènes, clairement précisés et largement soutenus. Deuxièmement, sur le plan des politiques et de la gestion, un engagement est indispensable afin de dégager, dans la durée, les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs poursuivis. Des opérations mal définies et réalisées sans conviction peuvent gaspiller des ressources qui seraient mieux employées ailleurs.

Mesures recommandées :

1. Fixer des priorités de lutte contre les espèces exotiques envahissantes selon les résultats recherchés. Il faudra ainsi définir les sites les plus importants pour la diversité biologique autochtone et ceux qui se trouvent davantage exposés aux invasions d'espèces exotiques. Cette analyse devrait tenir compte des progrès technologiques et faire l'objet d'un réexamen régulier.
2. Elaborer une stratégie officielle de lutte, définissant les principales espèces cible, les sites à contrôler, les méthodes et le calendrier des activités. La stratégie peut s'appliquer à l'ensemble d'un pays ou à un certain nombre de sites. Elle devrait avoir un statut adapté, tel que celui défini dans les dispositions de l'article 6 de la Convention sur la diversité biologique ("Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable"). Ces stratégies devraient être rendues publiques, permettre la participation du public et faire l'objet d'examen réguliers.
3. Lorsque l'éradication n'est pas possible, enrayer la propagation ultérieure de l'espèce peut représenter une stratégie appropriée, mais seulement si l'aire de répartition de l'espèce exotique envahissante est limitée et si le confinement dans des limites fixées s'avère faisable. Un suivi régulier en dehors du périmètre de confinement est également indispensable. Il doit être accompagné de mesures permettant d'éradiquer rapidement toute nouvelle poussée d'invasion.
4. Evaluer les probabilités de réduction à long terme des effectifs des espèces exotiques envahissantes au moyen d'une action unique ou d'un ensemble d'actions multiples. Les exemples les plus adaptés d'actions uniques sont liés à l'introduction réussie d'agent(s) de lutte biologique. Il s'agit là de plans "classiques" de lutte biologique. Toute introduction intentionnelle de cette nature devrait être soumise à des mesures de contrôle et de surveillance continue (voir aussi les paragraphes 5.3, 9 et l'Annexe). La construction de clôtures peut s'avérer une mesure effective dans certaines circonstances. Quant aux actions multiples, la gestion intégrée des nuisibles est une démarche qui associe l'emploi d'agents de lutte biologique à des méthodes mécaniques et chimiques.
5. Intensifier l'échange d'informations entre les scientifiques et les organes de gestion, sur les espèces exotiques envahissantes mais aussi sur les méthodes de contrôle. Avec l'évolution technologique constante, il est important de diffuser ces informations aux organes de gestion.

2) Guiding principles [guidelines] for the prevention, introduction and mitigation of impacts of alien species that threaten ecosystems, habitats or species

Introduction (version 1)

This document provides all Governments and organizations with guidance for developing effective strategies to minimize the spread and impact of invasive alien species. While each country faces unique challenges and will need to develop context-specific solutions, the Guiding Principles [Guidelines] give Governments clear direction and a set of goals to aim toward. The extent to which these Guiding Principles [Guidelines] can be implemented ultimately depends on available resources. Their purpose is to assist governments to combat invasive alien species as an integral component of conservation and economic development. Because these 15 Principles [Guidelines] are non-binding, they can be more readily amended and expanded through the processes under the Convention on Biological Diversity as we learn more about this problem and its effective solutions.

It should be noted that in the Guiding Principles [Guidelines] below, terms are used for which a definition has not yet been developed, pending a decision by the Conference of Parties on the development of a standardized terminology on alien species, as mentioned in paragraph 14 of decision V/8 adopted by the Conference of the Parties at its fifth meeting.

Also, while applying these Guiding Principles [Guidelines] due consideration must be given to the fact that ecosystems are dynamic over time and so the normal distribution of species might vary without involvement of a human agent.

Introduction (version 2)

This document provides all governments and organizations with guidance for developing effective strategies to minimize the spread and impact of invasive alien species. While each country faces unique challenges and will need to develop context-specific solutions, the Guiding Principles [Guidelines] give governments clear direction and a set of goals to aim toward. The extent to which these Guiding Principles [Guidelines] can be implemented ultimately depends on available resources. Their purpose is to assist governments to combat invasive alien species as an integral component of conservation and economic development. Because these 15 Principles [Guidelines] are non-binding, they can be more readily amended and expanded through the Convention on Biological Diversity's processes as we learn more about this problem and its effective solutions.

It should be noted that in the Guiding Principles [Guidelines] below, terms are used for which a definition has not yet been developed, pending a decision by the Conference of Parties on the development of a standardized terminology on alien species, as mentioned in paragraph 14 of decision V/8 adopted by the Conference of the Parties at its fifth meeting. /

Also, while applying these Guiding Principles [Guidelines] due consideration must be given to the fact that ecosystems are dynamic over time and so the normal distribution of species might vary without involvement of a human agent.

Furthermore, the precautionary approach referred to in these Guiding Principles [Guidelines] is that set forth in principle 15 of the 1992 Rio Declaration on Environment and Development.

A. General

Guiding principle 1: Precautionary approach (version 1)

[Given the unpredictability of the pathways and impacts on biological diversity of invasive alien species, efforts to identify and prevent unintentional introductions as well as decision concerning intentional introductions should be based on the precautionary approach within a risk analysis framework. The precautionary approach should also be applied when considering eradication, containment and control measures in relation to alien species that have become established. Lack of full scientific certainty about the various long-term implications of an invasion should not be used as a reason for postponing or failing to take appropriate eradication, containment and control measures.]

Guiding principle 1: Precautionary approach (version 2)

[Given the unpredictability of the pathways and impacts on biological diversity of invasive alien species, efforts to identify and prevent unintentional introductions as well as decision concerning intentional introductions should be based on the precautionary approach initially set forth in principle 15 of the 1992 Rio Declaration on Environment and Development and further elaborated in, inter alia, the preamble of the Convention on Biological Diversity and Article 10 of the Cartagena Protocol, including within a risk analysis framework. The precautionary approach should also be applied when considering eradication, containment and control measures in relation to alien species that have become established. For the purpose of these Guiding Principles [Guidelines] the precautionary approach is defined as follows: lack of scientific certainty about the various long-term implications of an invasion should not be used as a reason for postponing or failing to take appropriate eradication, containment and control measures.]

Guiding principle 2: Three-stage hierarchical approach

1. Prevention is generally far more cost effective and environmentally desirable than measures taken following introduction and establishment of an invasive alien species.
2. Priority should be given to preventing the introduction of invasive alien species, between and within States. If an invasive alien species has been introduced, early detection and rapid action are crucial to prevent its establishment. The preferred response is often to eradicate the organisms as soon as possible (principle 13). In the event that eradication is not feasible or resources are not available for its eradication, containment (principle 14) and long-term control measures (principle 15) should be implemented. Any examination of benefits and costs (environmental, economic and social) should be done on a long-term basis.

Guiding principle 3: Ecosystem approach

Measures to deal with invasive alien species should, as appropriate, be based on the ecosystem approach, as described in decision V/6 of the Conference of the Parties. Guiding principle 4: State rights and responsibilities (version 1)

[1. States should recognize the risk that they may pose to other States as a potential source of invasive alien species, and should take appropriate individual and cooperative actions to minimize that risk, including the provision of any available information on invasive behaviour or invasive potential of a species. In accordance with Article 3 of the Convention on Biological Diversity, and principle 2 of the 1992 Rio Declaration on Environment and Development, States have the sovereign right to exploit their own resources pursuant to their own environmental policies and the responsibility to ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond the limits of national jurisdiction. In the context of invasive alien species, activities that could be a risk for another State include:

(a) The intentional or unintentional transfer of an invasive alien species to another State (even if it is harmless in the State of origin); and

(b) The intentional or unintentional introduction of an alien species into their own State if there is a risk of that species subsequently spreading (with or without a human vector) into another State and becoming invasive.

2. To help States carrying out activities under paragraph 1 (a) or (b) above, States should identify, as far as possible, species that could become invasive and make such information available to other States.] Guiding principle 4: State responsibility (version 2) [States should recognize the risk that they may pose to other States as a potential source of invasive alien species, and should take appropriate individual and cooperative actions to minimize that risk, including the provision of any available information on invasive behaviour or invasive potential of a species. In accordance with Article 3 of the Convention on Biological Diversity, and principle 2 of the 1992 Rio Declaration on Environment and Development, States have the responsibility to ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond the limits of national jurisdiction.]

Guiding principle 5: Research and monitoring

In order to develop an adequate knowledge base to address the problem it is important that States undertake research on and monitoring of invasive alien species, as appropriate. These efforts should attempt to include a baseline taxonomic study of biodiversity. In addition to these data, monitoring is the key to early detection of new invasive alien species. Monitoring should include both targeted and general surveys, and benefit from the involvement of other sectors, including local communities. Research on an invasive alien species should include a thorough identification of the invasive species and should document (a) the history and ecology of invasion (origin, pathways and time-period), (b) the biological characteristics of the invasive alien species, and (c) the associated impacts at the ecosystem, species and genetic level and also social and economic impacts, and how they change over time.

Guiding principle 6: Education and public awareness

Raising the public's awareness of the invasive alien species is crucial to the successful management of invasive alien species. Therefore, it is important that States should promote education and public awareness of the causes of invasion and the risks associated with the introduction of alien species. When mitigation measures are required, education and public-

awareness-oriented programmes should be set in motion so as to engage local communities and appropriate sector groups in support of such measures.

B. Prevention

Guiding principle 7: Border control and quarantine measures

1. States should implement border controls and quarantine measures for alien species that are or could become invasive to ensure that:

(a) Intentional introductions of alien species are subject to appropriate authorization (principle 10);

(b) Unintentional or unauthorized introductions of alien species are minimized;

[(c) States should put in place appropriate measures to control introductions of invasive alien species within the State.]

2. These measures should be based on an assessment of the risks posed by alien species and their potential pathways of entry. Existing appropriate governmental agencies or authorities should be strengthened and broadened as necessary, and staff should be properly trained to implement these measures. Early detection systems and regional and international coordination are essential to prevention.

Guiding principle 8: Exchange of information

1. States should assist in the development of an inventory and synthesis of relevant databases, including taxonomic and specimen databases, and the development of information systems and an interoperable distributed network of databases for compilation and dissemination of information on alien species for use in the context of any prevention, introduction, monitoring and mitigation activities. This information should include incident lists, potential threats to neighbouring countries, information on taxonomy, ecology and genetics of invasive alien species and on control methods, whenever available. The wide dissemination of this information, as well as national, regional and international guidelines, procedures and recommendations such as those being compiled by the Global Invasive Species Programme should also be facilitated through, inter alia, the clearing-house mechanism of the Convention on Biological Diversity.

2. The States should provide all relevant information on their specific import requirements for alien species, in particular those that have already been identified as invasive, and make this information available to other States. Guiding principle 9: Cooperation, including capacity-building Depending on the situation, a State's response might be purely internal (within the country), or may require a cooperative effort between two or more countries. Such efforts may include:

(a) Programmes developed to share information on invasive alien species, their potential uneasiness and invasion pathways, with a particular emphasis on cooperation among neighbouring countries, between trading partners, and among countries with similar ecosystems and histories of invasion. Particular attention should be paid where trading partners have similar environments;

(b) Agreements between countries, on a bilateral or multilateral basis, should be developed and used to regulate trade in certain alien species, with a focus on particularly damaging invasive species;

(c) Support for capacity-building programmes for States that lack the expertise and resources, including financial, to assess and reduce the risks and to mitigate the effects when introduction and establishment of alien species has taken place. Such capacity-building may involve technology transfer and the development of training programmes;

(d) Cooperative research efforts and funding efforts toward the identification, prevention, early detection, monitoring and control of invasive alien species.

C. Introduction of species

Guiding principle 10: Intentional introduction (version 1)

[No first-time intentional introduction of an alien species should take place without authorization from a competent authority unless it is known that an alien species poses no threat to biological diversity. A risk assessment, including an environmental impact assessment, should be carried out as part of the evaluation process before coming to a decision on whether or not to authorize a proposed introduction to the country or to new areas within a country. States should make all efforts to knowingly permit only those species that are unlikely to cause unacceptable harm to ecosystems, habitats or species. The burden of proof that a proposed introduction is unlikely to cause such harm should be with the proposer of the introduction. Authorization of an introduction may, where appropriate, be accompanied by conditions (e.g. preparation of a mitigation plan, monitoring procedures, payment for assessment and management, or containment requirements). The precautionary approach should be applied throughout all the above-mentioned measures.]

Guiding principle 10: Intentional introduction (version 2)

[No first-time intentional introduction of an alien species should take place without authorization from a competent authority unless it is known that an alien species poses no threat to biological diversity. A risk assessment, including an environmental impact assessment, should be carried out as part of the evaluation process before coming to a decision on whether or not to authorize a proposed introduction. States should make all efforts to knowingly permit only those species that are unlikely to cause unacceptable harm to ecosystems, habitats or species. Authorization of an introduction may, where appropriate, be accompanied by conditions (e.g. preparation of a mitigation plan, monitoring procedures, payment for assessment and management, or containment requirements). The precautionary approach should be applied throughout all the above-mentioned measures.]

Guiding principle 10: Intentional introduction (version 3)

[No first-time intentional introduction of an alien species should take place without authorization from a competent authority unless it is known that an alien species poses no threat to biological diversity. A science-based risk assessment, including an environmental impact assessment, should be carried out as part of the evaluation process before coming to a decision on whether or not to authorize a proposed introduction. States should make all efforts to knowingly permit only those species that are unlikely to cause unacceptable harm to

ecosystems, habitats or species. Authorization of an introduction may, where appropriate, be accompanied by conditions (e.g. preparation of a mitigation plan, monitoring procedures, payment for assessment and management, or containment requirements).]

Guiding principle 11: Unintentional introductions

1. All States should have in place provisions to address unintentional introductions (or intentional introductions that have become established and invasive). These could include statutory and regulatory measures and establishment or strengthening of institutions and agencies with appropriate responsibilities. Operational resources should be sufficient to allow for rapid and effective action.

2. Common pathways leading to unintentional introductions need to be identified and appropriate provisions to minimize such introductions should be in place. Sectoral activities, such as fisheries, agriculture, forestry, horticulture, shipping (including the discharge of ballast waters), ground and air transportation, construction projects, landscaping, aquaculture, tourism, the pet industry and game-farming, are often pathways for unintentional introductions. Environmental impact assessment of such activities should address the risk of unintentional introduction of invasive alien species. Wherever possible, an assessment of the risks of the unintentional introduction of invasive alien species should be conducted for these pathways.

D. Mitigation of impacts

Guiding principle 12: Mitigation of impacts

Once the establishment of an invasive alien species has been detected, States, individually and cooperatively, should take appropriate steps such as eradication, containment and control, to mitigate adverse effects. Techniques used for eradication, containment or control should be safe to humans, the environment and agriculture as well as ethically acceptable to stakeholders in the areas affected by the invasive alien species. Mitigation measures should take place in the earliest possible stage of invasion, on the basis of the precautionary approach. [An individual or organization responsible for the introduction of invasive alien species should bear the costs of control measures and biological diversity restoration where it is established that they failed to comply with the national regulatory environment.] Hence, early detection of new introductions of potentially or known invasive alien species is important, and needs to be combined with the capacity to take rapid follow-up action.

Guiding principle 13: Eradication

Where it is feasible, eradication is often the best course of action to deal with the introduction and establishment of invasive alien species. The best opportunity for eradicating invasive alien species is in the early stages of invasion, when populations are small and localized; hence, early detection systems focused on high-risk entry points can be critically useful while post-eradication monitoring may be necessary. Community support is often essential to achieve success in eradication work, and is particularly effective when developed through consultation. Consideration should also be given to secondary effects on biological diversity.

Guiding principle 14: Containment

When eradication is not appropriate, limiting the spread (containment) of invasive alien species is often an appropriate strategy in cases where the range of the organisms or of a population is small enough to make such efforts feasible. Regular monitoring is essential and needs to be linked with quick action to eradicate any new outbreaks.

Guiding principle 15: Control

Control measures should focus on reducing the damage caused as well as reducing the number of the invasive alien species. Effective control will often rely on a range of integrated management techniques, including mechanical control, chemical control, biological control and habitat management. [Most control measures will need to be regularly applied, resulting in a recurrent operating budget and the need for a long-term commitment to achieve and maintain results. In some instances, biological control may give long-term suppression of an invasive alien species without recurrent costs, but should always be implemented in line with existing national regulations, international codes] [and principle 10 above].

3) Recommendation No. 77 (1999) on the eradication of non-native terrestrial vertebrates

(Adopted by the Standing Committee on 3 December 1999)

The Standing Committee of the Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats, in accordance with Article 14 of the Convention,

Having regard to the aim of the Convention to conserve wild fauna and its natural habitats;

Recalling that under Article 11, paragraph 2.b of the Convention, each Contracting Party undertakes to strictly control the introduction of non-native species;

Recalling that under Article 8.h of the Convention on Biological Diversity, each Party undertakes to prevent the introduction of, control or eradicate those alien species which threaten ecosystems, habitats or indigenous species;

Recalling that the Bonn Convention provides that, with regard to the endangered migratory species listed in its Annex 1, to the extent feasible and appropriate, the Parties must endeavour to prevent, reduce or control "*factors that are endangering or are likely to further endanger the species, including strictly controlling the introduction of, or controlling or eliminating, already introduced exotic species*";

Recalling Article 11 of the EU Directive (79/409/EEC) on the Conservation of Wild Birds, which states that "*Member States shall see that any introduction of species of bird which do not occur naturally in the wild state in the European territory of the Member States does not prejudice the local flora and fauna*";

Recalling that Article 22.b of the EU Directive (92/43/EEC) on the Conservation of Natural Habitats and of Wild Fauna and Flora requires the Member States to "*ensure that the deliberate introduction into the wild of any species which is not native to their territory is regulated so as not to prejudice natural habitats within their natural range or the wild native fauna and flora and, if they consider it necessary prohibit such introduction*";

Bearing in mind Recommendation No. R 14 (1984) of the Committee of Ministers of the Council

of Europe to Member states concerning the introduction of non-native species;

Recalling Recommendation No. 57 (adopted on 5 December 1997) of the Standing Committee, on the introduction of organisms belonging to non-native species into the environment;

Taking into account that, in Recommendation No. 57, species native to a given territory means a species that has been observed in the form of a naturally occurring and self-sustaining population in historical times; "species" in the sense of this Recommendation refers both to species and to lower taxonomic categories, subspecies, varieties, etc. (thus, for instance, the release of a different non-native subspecies into a given territory should also be considered as an introduction);

Taking into account that, in Recommendation No. 57, "introduction" means deliberate or accidental release, into the environment of a given territory, of an organism belonging to a non-native taxa (species or lower taxa that has not been observed as a naturally occurring and self-sustaining population in this territory in historical times);

Recalling that Recommendation No. 57, recommends that Contracting Parties prohibit the deliberate introduction within their frontiers or in a part of their territory of organisms belonging to non-native species for the purpose of establishing populations of these species in the wild, except in particular circumstances where they have been granted prior authorisation by a regulatory authority, and only after an impact assessment and consultation with appropriate experts has taken place;

Recalling that the methods of eradication should be as selective, ethical and without cruelty as possible, consistent with the aim of permanently eliminating the invasive species;

Considering that feral animals of the domestic species (domestic cats, dogs, goats, etc.) and commensal non-native species (*Rattus* spp., *Mus* spp., etc.) can be some of the most aggressive and damaging alien species to the natural environment, especially on islands, and that in some circumstances the removal of feral and commensal non-native species is a management option;

Considering that the introduction of organisms belonging to non-native species may initiate a process (competition with native species, predation, transmission of pathogenic agents or parasites, hybridisation with native species, etc.) which can cause serious harm to biological diversity, ecological processes or economic activities and public life;

Considering that the species introduced into the territory of a State can easily spread to neighbouring States or entire regions and that the damage which may be caused to the environment of other States gives rise to the liability of that State;

Considering that, at the present state of knowledge, the impact of the eradication of invasive species on native flora and fauna, as well as on the functioning of local ecosystems is likely to be uncertain;

Considering that to be successful in eradicating non-native species a national action plan often requires acceptance by the local community, Recommends that Contracting Parties:

1. Regulate or even prohibit the deliberate introduction and trade in their territory of certain species of non-native terrestrial vertebrates;
2. Monitor introduced populations of non-native terrestrial vertebrate species and assess the potential threat to biological diversity both within their territory and elsewhere. Those species listed in the Appendix to the recommendation are examples which have proved to be such a threat;
3. Assess the feasibility of eradicating those populations representing a threat to biological diversity;
4. Eradicate populations for which eradication is deemed feasible in Item 3. Monitor the effect of the eradication on native fauna and flora;
5. Set up mechanisms for inter-State co-operation, notification and consultation in order to coordinate precautionary and control measures for invasive species;
6. Seek the involvement and co-operation of all interested parties, including organisations and operators who were at the origin of the voluntary release, local and regional authorities, as well as the scientific communities;
7. Upon understanding the key beliefs which are most directly linked to attitude, gain public acceptance, if appropriate, through launching of public awareness and education campaign informing the general public of the threat represented by introduced non-native species for the indigenous wildlife and its natural habitats;
8. Communicate to the Secretariat, so that it may in turn inform the other Contracting Parties, of any relevant result achieved as well as any information available on the outcome of the measures adopted.

ANNEXE XVI

Chronologie de l'expansion de l'écureuil gris en Italie (et de sa tentative d'éradication)

Table 1 Timetable of the grey squirrel invasion in Italy: main conservation, legal and management steps, and range expansion data.

Year Milestone Range (km²) References

1948	Introduction of two pairs of grey squirrels at Stupinigi	< 0.1	Currado <i>et al.</i> , 1987
1970	25 specimens		Wauters <i>et al.</i> , 1997
1979	Last observation of red squirrel at Stupinigi		Wauters <i>et al.</i> , 1997
1980	First report of the grey squirrel in a regional scientific publication		Baratti, 1980
1981	First report of the species in a national scientific publication		Cagnolaro, 1981
1987	First publication that proposed the eradication of the species from Italy		Currado <i>et al.</i> , 1987
1990	243 specimens		Wauters <i>et al.</i> , 1997
1992	Resolution signed by international experts on the need to eradicate the grey squirrel from Italy		1st European Workshop on Squirrel
1995	Recommendation to eradicate the species approved by the NWI and sent to national and local administrations		
1995	First plan for the eradication of the species presented by the University of Turin to the local administration		
1997	First article on the replacement of the red squirrel by the grey squirrel in Italy		Wauters <i>et al.</i> , 1997
1997	380 specimens		Bertolino and Genovesi, in prep.
1997	The NWI and the University of Turin produced an action plan for the eradication of the species		
1997	May: start of the trial eradication		
1997	June: animal right groups take the NWI to court		
1997	Resolution signed by international expertise supporting the eradication programme		4th European Workshop on Squirrel
1999	December: NWI judged guilty		
1999	December: The Standing Committee for the Bern Convention approved a recommendation urging Italy to eradicate the grey squirrel		
1999	880 specimens		Bertolino and Genovesi, in prep.
2000	May: The NWI produced a strategy for the conservation of the red squirrel in Italy		Genovesi and Bertolino, 2000
2000	July: The Appeal Court fully exonerated the NWI		

Courbe exponentielle de la croissance de l'écureuil gris en Italie¹⁸¹⁵

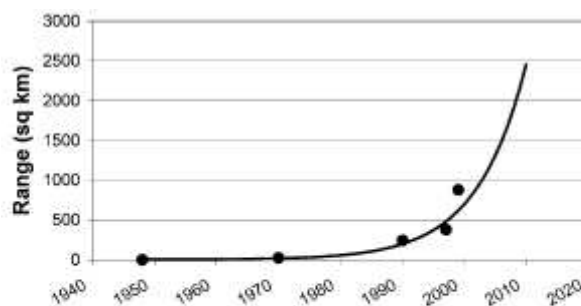


Fig. 3. An exponential growth model (from introduction until 2010) applied to grey squirrel range data (black dots). Model fitting: $\text{Range} = e^{0.126 \times \text{years from introduction}}$; regression analysis: Student's *t* test, $t = 17.1$; $R^2 = 0.99$; $P = 0.0004$.

¹⁸¹⁵ Source : P. GENOVESI, « Spread and attempted eradication of the grey squirrel (*Sciurus carolinensis*) in Italy, and consequences for the red squirrel (*Sciurus vulgaris*) in Eurasia », *Biological Conservation*, n°109, 2003, p.353.

ANNEXE XVII

**Arrêté du 22 avril 2008 du préfet de Loire atlantique portant autorisation de destruction
de spécimens d'ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*)**

VU l'article 11 de la convention de Berne selon lequel chaque partie contractante s'engage à contrôler strictement l'introduction des espèces non indigènes ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 411-3 ouvrant la possibilité pour l'autorité administrative, de faire procéder à la destruction des spécimens d'une espèce introduite ;

VU le code rural et notamment ses articles L. 226-1 à L. 226-9 ;

VU les décrets n°90-756 du 22 août 1990 et n°96-728 du 8 août 1996 portant respectivement publication de la convention du 19 septembre 1979 relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et de ses amendements adoptés à Berne le 26 janvier 1996 ;

VU le décret n°2003-1112 du 24 novembre 2003 portant publication de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique – Eurasie (convention "AEWA"), annexe III "plan d'action" alinéa 2.5.3 permettant notamment de prendre des mesures de prélèvement des espèces non indigènes introduites ;

VU l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire du 8 novembre 2005 approuvant les orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats ;

VU le rapport d'expertise INRA/ONCFS de mars 2005 intitulé "Ibis sacré (*Theskiornis aethiopicus*) – État actuel et impacts potentiels des populations introduites en France métropolitaine" ;

VU la lettre de la Ministre de l'écologie et développement durable en date du 10 mars 2006 relative à la destruction des spécimens d'Ibis sacré ;

VU l'avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) des Pays de la Loire réuni à Nantes le 4 septembre 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006/BE/216 du 4 décembre 2006 autorisant la régulation de l'Ibis sacré par tir des individus adultes et par stérilisation des œufs ;

VU le compte rendu détaillé de la campagne de régulation 2006/2007 de l'Ibis sacré en Loire-Atlantique établi par la délégation régionale Bretagne-Pays de la Loire de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ;

VU le suivi de la reproduction d'Ibis sacrés dans l'ouest de la France établi en 2007 par la délégation régionale Bretagne-Pays de la Loire de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ;

VU les préconisations du comité de suivi interdépartemental mis en place sous l'autorité des préfets de Loire-Atlantique, du Morbihan et de Vendée, réuni les 4 mars 2008 à Vannes et le 9 avril 2008 à Nantes ;

CONSIDERANT que les Theskiornithidés (dont l'ibis sacré) sont actuellement tous inscrits sur l'annexe II de la convention de Berne mais que cette inscription ne s'applique que sur l'aire naturelle de reproduction et de migration des espèces et ne concerne pas les populations introduites ;

CONSIDERANT que le suivi de la reproduction sus mentionné fait état d'un total régional compris dans la fourchette de 1430-1860 couples et qu'il convient d'établir un plan pluriannuel de régulation sur les départements de la Loire-Atlantique, du Morbihan et de la Vendée ;

CONSIDERANT que la prolifération de l'Ibis sacré peut porter atteinte aux colonies de reproduction de plusieurs espèces d'oiseaux d'importance patrimoniale ;

CONSIDERANT que la prolifération de l'Ibis sacré est susceptible d'être la source de propagation pathogène ;

CONSIDERANT que l'ibis sacré est une espèce très mobile qui recherche régulièrement de nouveaux sites et qu'ainsi les sites occupés peuvent varier en cours de campagne et qu'il convient, de ce fait, de prévoir la possibilité d'intervenir à tir sur l'ensemble du département ;

CONSIDERANT que la régulation doit être effectuée de manière concertée avec les départements du Morbihan et de la Vendée sous l'égide de la délégation régionale de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage afin de préserver l'avifaune et d'assurer une meilleure efficacité, un suivi de la reproduction et un bilan des opérations.

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la Préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Des opérations de destruction de spécimens d'Ibis sacré sont organisées dans le département de la Loire-Atlantique pour la campagne 2008 dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est chargé de procéder à la destruction des ibis sacrés (*Threskiornis aethiopicus*) par tir. Les interventions seront réalisées par les agents de l'ONCFS et, sous leur contrôle. Pour ces opérations, les agents de l'ONCFS peuvent être assistés, sous leur responsabilité, par :

- des agents de développement et des techniciens de la fédération départementale des chasseurs,
- des gardes particuliers compétents pour les lieux d'intervention,
- des agents de l'ONEMA,
- des agents assermentés et commissionnés des réserves naturelles nationales.

ARTICLE 3 : Le tir est autorisé de jour et de nuit dans les lieux où l'espèce est présente et où les conditions de sécurité publique sont assurées. L'ONCFS prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter des dérangements préjudiciables aux autres espèces d'oiseaux, notamment sur les sites de nidification.

ARTICLE 4 : l'accord des propriétaires des terrains sur lesquels auront lieu les tirs devra être obtenu au préalable.

Le tir peut intervenir également à l'intérieur des réserves de chasse et de faune sauvage instituées par arrêté préfectoral ou ministériel, après concertation avec le gestionnaire de la réserve.

ARTICLE 5 : Un rapport de cette opération sera transmis par l'ONCFS au préfet, à la DIREN Pays de la Loire et à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt au 31 décembre 2008. Un rapport intermédiaire sera également transmis aux mêmes instances après la période de reproduction, pour le 31 juillet 2008.

ARTICLE 6 : Les cadavres des oiseaux détruits devront être récupérés et éliminés sous le contrôle de la direction départementale des services vétérinaires, à l'exception des individus nécessaires aux études scientifiques menées sur l'espèce qui seront mis à disposition des laboratoires intéressés et notamment à l'école nationale vétérinaire de Nantes. Les éventuelles bagues devront être récupérées et transmises au Muséum national d'histoire naturelle.

ARTICLE 7 : Un arrêté préfectoral précisera les conditions de destruction de spécimens d'Ibis sacré dans les réserves naturelles nationales.

ARTICLE 8 : L'arrêté préfectoral n° 2006/BE/216 du 4 décembre 2006 sus-visé relatif à la régulation de l'Ibis sacré sur certaines communes de la Loire-Atlantique est abrogé.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, les sous-préfets d'arrondissements d'Ancenis, Châteaubriant et Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement, la déléguée régionale de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des services vétérinaires, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Loire-Atlantique et le chef du service départemental de l'ONCFS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique et affiché dans toutes les communes du département par les soins des maires.

Nantes, le 22 avril 2008

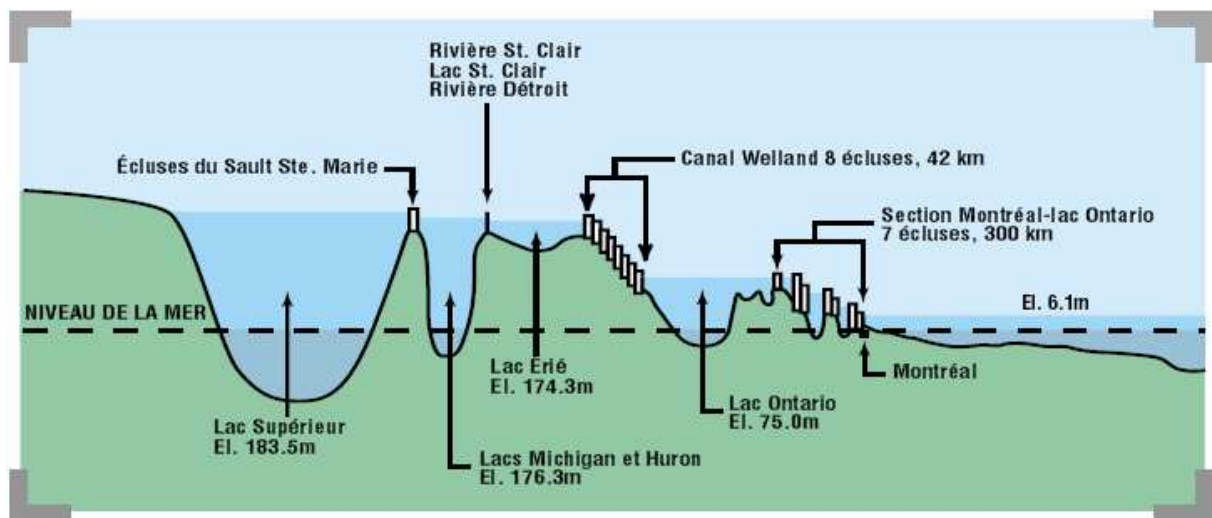
Signé : le préfet,

Bernard HAGELSTEEN

(Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire atlantique, 5 mai 2008, p.9-10)

ANNEXE XVIII

Les introductions dans les Grands Lacs



(source : voie maritime du saint Laurent)

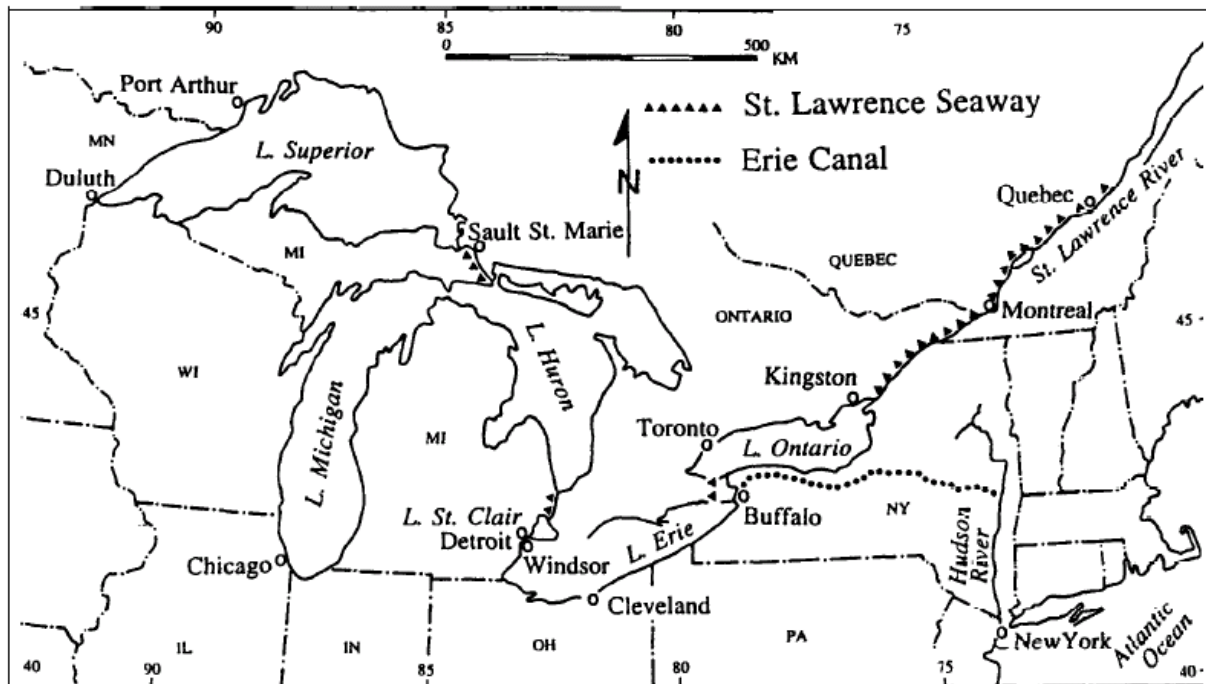


Figure 1. A map of the Laurentian Great Lakes including the St. Lawrence Seaway and the Erie Canal.

(Source : E.L. MILLS, J.H. LEACH, J.T. CARLTON, C.L. SECOR, « Exotic species and the integrity of the Great Lakes », *Bioscience*, vol. 44, n°10, 1994, p.667).

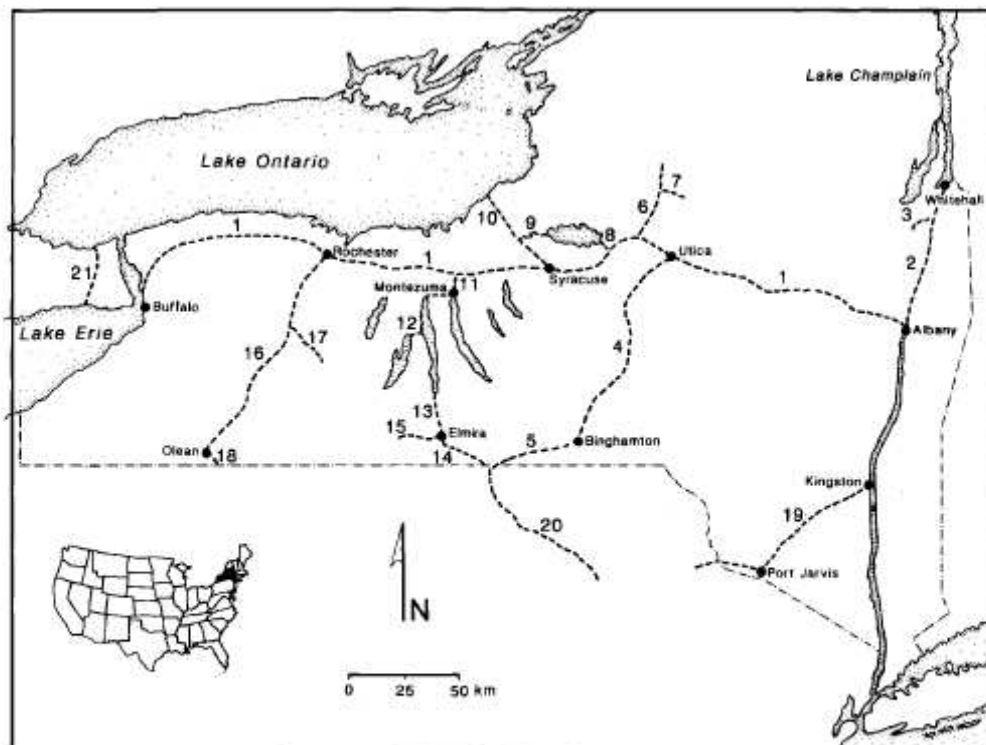


Figure 1. The canal system of New York and the Welland Canal, circa 1870. The canals are: 1 Erie, 2 Champlain, 3 Glen Falls Feeder, 4 Chenango, 5 Chenango Extension, 6 Black River, 7 Forestport Feeder, 8 Oneida Lake, 9 Oneida River Improvement, 10 Oswego, 11 Cayuga and Seneca, 12 Crooked Lake, 13 Chenung, 14 Junction, 15 Chemung Feeder, 16 Genesee Valley, 17 Danville Branch, 18 Millgrove Extension, 19 Delaware and Hudson, 20 North Branch in Pennsylvania, 21 Welland Canal.

(Source : R.A. DANIEL, « Untested assumptions : the role of canals in the dispersal of sea lamprey, alewife, and other fishes in the eastern United States », *Environmental Biology of Fishes*, n°60, 2001, p.310).

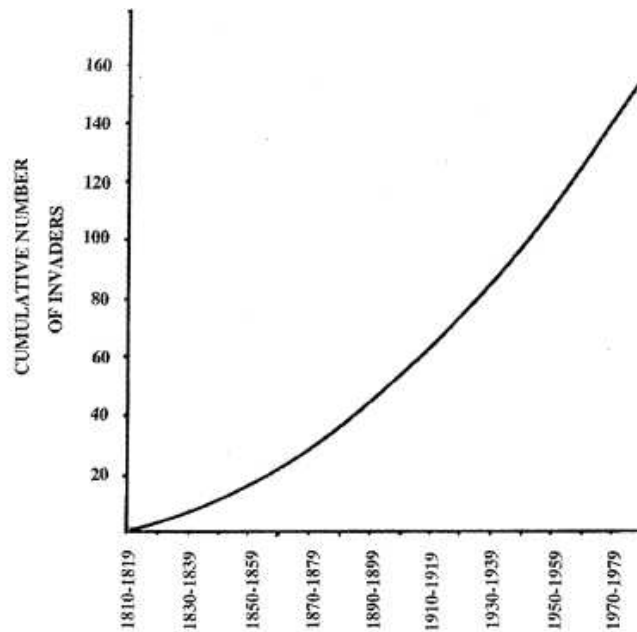


Figure 1. Cumulative number of invaders of 162 species in the Great Lakes Basin starting in 1810 until 1999 (after Ricciardi 2001).

(Source : D. PIMENTEL, « Aquatic nuisance species in the New York state canal and Hudson river systems and the Great Lakes basin : an economic and environmental assessment », *Environmental Management*, vol. 35, n° 5, 2005, p.695).

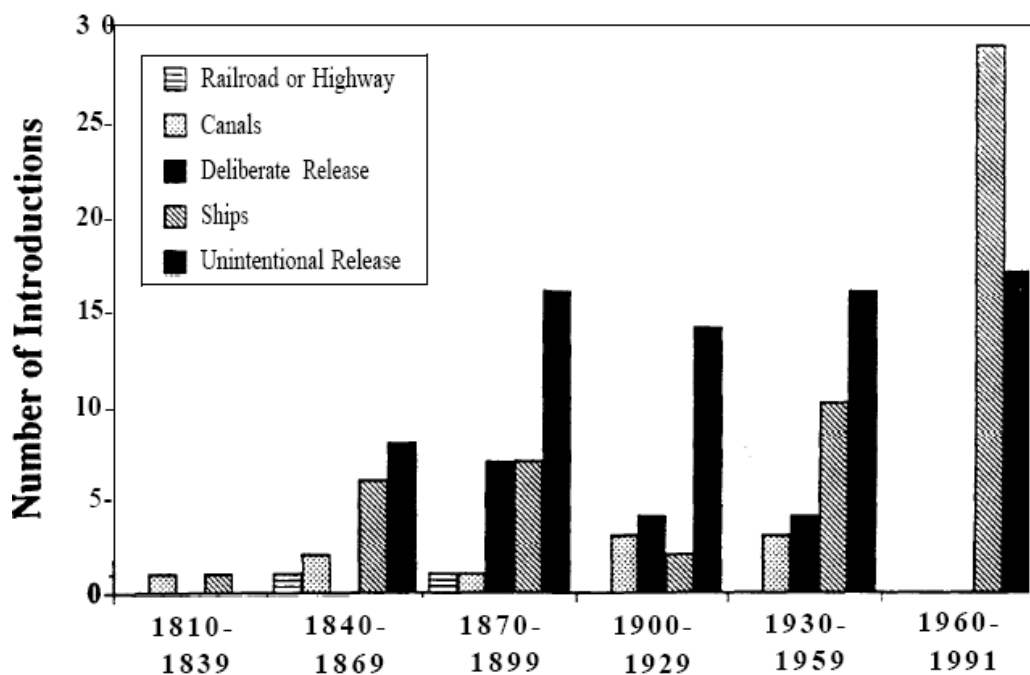


FIG. 4. A timeline of entry mechanisms for aquatic species introduced to the Great Lakes. Data includes sum of mechanisms from **Figure 2** and the multiple mechanism category and dates from **Figure 3**.

(Source : E.L. MILLS, J.H. LEACH, J.T. CARLTON, C.L. SECOR, « Exotic species in the Great Lakes : a history of biotic crises and anthropogenic introductions », *Journal of Great Lakes Research*, vol. 19, n°1, 1993, p.40.)

ANNEXE XIX

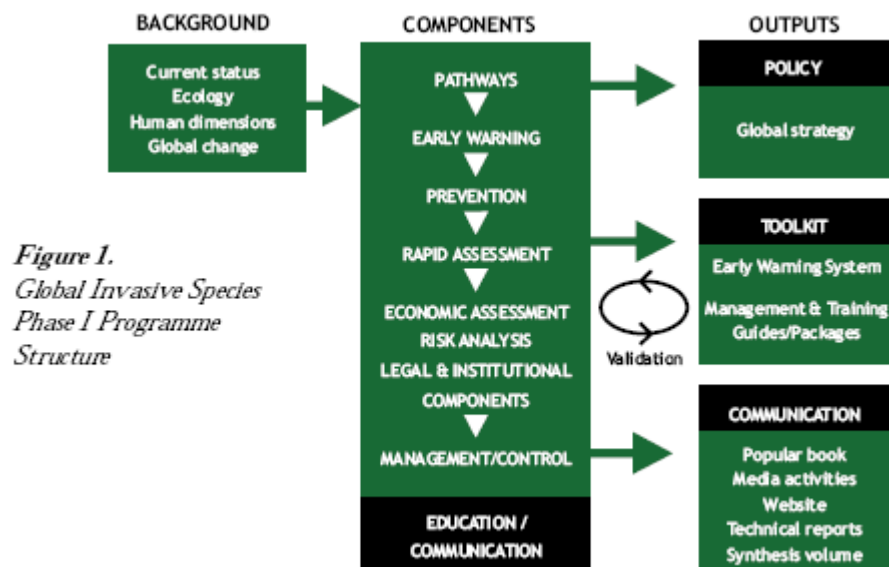
Relations entre les Principes directeurs de la CDB et les normes de la CIPV

Guiding principle, CBD	Corresponding IPPC provisions and/or ISPMs
1 Precautionary approach	Article VII.2a (potential contradiction) Relevant ISPMs: ISPM 1 (partial application)
2 Three-stage hierarchical approach	General aim of IPPC (full application)
3 Ecosystem approach	Relevant ISPMs: ISPM 11 supplement on environmental risks; ISPM 5 supplement on potential economic importance
4 The role of states	General aim of IPPC (full application), Article IV Relevant ISPMs: ISPM 3, 6, 17, 19
5 Research and monitoring	Article IV.2b and Article IV.3b Relevant ISPMs: ISPM 6, 8
6 Education and public awareness	not covered (Article IV.3a provides very limited coverage)
7 Border control and quarantine measures	especially Article V and Article VII Relevant ISPMs: ISPM 1, 7, 12, 13, 14
8 Exchange of information	especially Article VIII Relevant ISPMs: ISPM 1, 6, 8, 13, 17, 19
9 Cooperation, including capacity-building	especially Articles VIII, IX and XX
10 Intentional introduction	especially Article VII Relevant ISPMs: ISPM 1, 2, 3, 11
11 Unintentional introductions	especially Article VII Relevant ISPMs: ISPM 1, 2, 11, 14
12 Mitigation of impacts	Article I
13 Eradication	Article I Relevant ISPMs: ISPM 9
14 Containment	Article I Relevant ISPMs: ISPM 4, 9, 10
15 Control	Article I Relevant ISPMs: ISPM 14

Source : R. LOPIAN, « The international plant protection convention and invasive alien species », in INTERNATIONAL PLANT PROTECTION CONVENTION SECRETARIAT, « Identification of risks and management of invasive alien species using the IPPC framework : Proceedings of a workshop in Braunschweig, Germany 22-26 September 2003 », FAO, Rome, Italy, 2005.

ANNEXE XX

Schéma de structure de la Phase I Programme mondial sur les espèces exotiques envahissantes



(source : J.A. McNEELY, H.A. MOONEY, L.E. NEVILLE, P.J. SCHEI, K. WAAGE, « A global strategy on invasive alien species », IUCN, Gland, Switzerland, Cambridge, UK, 2001, p.16)

ANNEXE XXI

Executive Order No. 11957, 42 *Federal Register* 26949 (May 24, 1977)

By virtue of the authority vested in me by the Constitution and statutes of the United States of America, and as President of the United States of America, in furtherance of the purposes and policies of the Lacey Act (18 U.S.C. 42) and the National Environmental Policy Act of 1969, as amended (42 U.S.C. 4321 et seq.) it is hereby ordered as follows:

Section 1. As used in this Order:

(a) "United States" means all of the several States, the District of Columbia, the Commonwealth of Puerto Rico, American Samoa, the Virgin Islands, Guam, and the Trust Territory of the Pacific Islands.

(b) "Introduction" means the release, escape, or establishment of an exotic species into a natural ecosystem.

(c) "Exotic species" means all species of plants and animals not naturally occurring, either presently or historically, in any ecosystem of the United States.

(d) "Native species" means all species of plants and animals naturally occurring, either presently or historically, in any ecosystem of the United States.

Section 2. (a) Executive agencies shall, to the extent permitted by law, restrict the introduction of exotic species into the natural ecosystems on lands and waters which they own, lease, or hold for purposes of administration; and, shall encourage the States, local governments, and private citizens to prevent the introduction of exotic species into natural ecosystems of the United States.

(b) Executive agencies, to the extent they have been authorized by statute to restrict the importation of exotic species, shall restrict the introduction of exotic species into any natural ecosystem of the United States.

(c) Executive agencies shall, to the extent permitted by law, restrict the use of Federal funds, programs, or authorities used to export native species for the purpose of introducing such species into ecosystems outside the United States where they do not naturally occur.

(d) This Order does not apply to the introduction of any exotic species, or the export of any native species, if the Secretary of Agriculture or the Secretary of the Interior finds that such introduction or exportation will not have an adverse effect on natural ecosystems.

Section 3. The Secretary of the Interior, in consultation with the Secretary of Agriculture and the heads of other appropriate agencies, shall develop and implement, by rule or regulation, a system to standardize and simplify the requirements, procedures and other activities appropriate for implementing the provisions of this Order. The Secretary of the Interior shall ensure that such rules or regulations are in accord with the performance by other agencies of those functions vested by law, including this Order, in such agencies.

JIMMY CARTER

ANNEXE XXII

Lettre ouverte au Vice-Président Gore

The Honorable Albert Gore, Jr.
The Vice-President of the United States
Office of the Vice-President of the United States
Old Executive Office Building
Washington, D.C. 20501

Dear Vice-President Gore:

We write as a group of scientists, agricultural officials, and environmental experts to request your assistance in, and support for, the formation of a commission whose purpose would be to recommend new strategies to prevent and to manage invasions by harmful exotic species.

A rapidly spreading invasion of exotic plants and animals not only is destroying our nation's biological diversity but is costing the U.S. economy hundreds of millions of dollars annually. Biological invasions produce severe, often irreversible impacts on agriculture, recreation, and our natural resources. In some instances, they even have major human health consequences. The 21st century holds the clear threat of further devastating invasions unless a coordinated national effort is established.

In March 1993, twenty-five distinguished scientists and resource managers wrote to you identifying the need for an effective national program to combat invasions by nonindigenous plants and animals. You kindly replied that these issues indeed concern your office, and we were pleased to note that these problems had received your attention.

Since 1993, biological invasions by pest and nuisance species from foreign nations, and from one part of the United States to another, have continued almost unabated:

- * Recent studies reveal, for example, that San Francisco Bay is invaded by a new exotic species on the average of once every twelve weeks.
- * At least 1.5 million acres in Florida have been invaded by nonindigenous plants, leading to a severe reduction in available native habitat.
- * Foreign weeds are spreading on Bureau of Land Management lands at over 2,300 acres per day and on all western public lands at approximately 4,600 acres per day.
- * Approximately 250 plant species meeting the Federal Noxious Weed Act's definition of a noxious weed remain unlisted and can still be legally imported into the U.S.
- * In the Mississippi drainage basin, species richness is expected to decline by 50% within a decade because of zebra mussel spread.
- * Exotic species invasions have contributed to the decline of 42% of U.S. endangered and threatened species.

Although the National Invasive Species Act of 1996 was an important step forward, the overall national effort to confront this crisis remains inadequate; it is primarily piecemeal, ad hoc, and reactive. For example, more than 20 federal agencies deal with invasive exotic species, but their policies and actions are uncoordinated and largely ineffective. There is not

even a comprehensive data base on the problem. Innumerable state agencies and private organizations also operate in this arena, often entirely unaware of one another's problems and actions. Actions of various managers even inadvertently conflict with one another. Simply coordinating this effort would not only enhance its effectiveness but save millions of federal, state, and private dollars.

A commission could consider many potential ways of responding to this problem. One can imagine, for example, a center analogous to the Centers for Disease Control and Prevention (CDC), a high-level government office (like that of the Surgeon General) that might serve as a bully pulpit on this issue, a much-expanded and well-funded interagency task force, and numerous other possibilities. What is most urgent is to begin a high-level consideration of possible responses, as the situation is deteriorating every day. We are losing the war against invasive exotic species, and their economic impacts are soaring. We simply cannot allow this unacceptable degradation of our nation's public and agricultural lands to continue.

The cogent 1993 report of the Congressional Office of Technology Assessment, Harmful Non-Indigenous Species in the United States, on the extraordinary economic and health costs to this nation of exotic invasions, provides an excellent introduction to these issues. Please contact Don C. Schmitz (904-488-5631), James T. Carlton (860-572-5359), Daniel Simberloff (904-644-6739), or Phyllis N. Windle (301-345-8516) for more information about this growing environmental problem.

We look forward to your response to this critical matter, and we offer any assistance you may need in further developing a strong and committed response to this national problem.

Signed:

Don C. Schmitz

Wetland and Upland Alien Plant
Coordinator
Florida Dept. of Environmental
Protection
Tallahassee, FL 32311
904-488-5631

E.O. Wilson

Professor of Science and Curator of
Entomology
Museum of Comparative Zoology
Harvard University
Cambridge, MA 02138
617-495-2315

C. Ronald Carroll

Director, Institute of Ecology
University of Georgia
Athens, GA 30602
706-542-2968

James T. Carlton

Daniel Simberloff

Robert O. Lawton Distinguished
Professor
Department of Biological Sciences
Florida State University
Tallahassee, FL 32306
904-644-6739

Howard Singletary

Director
Plant Industry Division
North Carolina Dept. of Agriculture
Raleigh, NC 27611
919-733-3933

Peter Vitousek

Professor
Department of Biological Sciences
Stanford University
Stanford, CA 94305
415-725-1866

Phyllis N. Windle

Professor of Marine Sci.
Maritime Studies Program
Williams College- Mystic Seaport
Mystic, CT. 06355
860-572-5359

Kenneth George Beck, II

Associate Professor
Dept. of Bioagricultural Science and
Pest Manage.
Colorado State University
Ft. Collins, CO 80523
970-491-7568

Harold Mooney

Professor of Environmental Biology
Dept. of Biological Sci.
Stanford University
Stanford, CA 94305
415-723-1179

Project Director for the U.S. Congress
Report
"Harmful Non-indigenous Species in
the United States."
Office of Technology Assessment
Washington, D.C.

Gary K. Meffe

Professor of Ecology
Savannah River Ecology Lab
Aiken, SC 29802
803-725-2472

Richard Gaskalla

Director
Division of Plant Industry
Florida Dept. of Agriculture and
Consumer Services
Gainesville, FL 32614
352-955-2300

ANNEXE XXIII

Executive Order 13112 of February 3, 1999 regarding invasive species

Executive Order 13112

By the authority vested in me as President by the Constitution and the laws of the United States of America, including the National Environmental Policy Act of 1969, as amended (42 U.S.C. 4321 et seq.), Nonindigenous Aquatic Nuisance Prevention and Control Act of 1990, as amended (16 U.S.C. 4701 et seq.), Lacey Act, as amended (18 U.S.C. 42), Federal Plant Pest Act (7 U.S.C. 150aa et seq.), Federal Noxious Weed Act of 1974, as amended (7 U.S.C. 2801 et seq.), Endangered Species Act of 1973, as amended (16 U.S.C. 1531 et seq.), and other pertinent statutes, to prevent the introduction of invasive species and provide for their control and to minimize the economic, ecological, and human health impacts that invasive species cause, it is ordered as follows:

Section 1. Definitions.

- (a) "Alien species" means, with respect to a particular ecosystem, any species, including its seeds, eggs, spores, or other biological material capable of propagating that species, that is not native to that ecosystem.
- (b) "Control" means, as appropriate, eradicating, suppressing, reducing, or managing invasive species populations, preventing spread of invasive species from areas where they are present, and taking steps such as restoration of native species and habitats to reduce the effects of invasive species and to prevent further invasions.
- (c) "Ecosystem" means the complex of a community of organisms and its environment.
- (d) "Federal agency" means an executive department or agency, but does not include independent establishments as defined by 5 U.S.C. 104.
- (e) "Introduction" means the intentional or unintentional escape, release, dissemination, or placement of a species into an ecosystem as a result of human activity.
- (f) "Invasive species" means an alien species whose introduction does or is likely to cause economic or environmental harm or harm to human health.
- (g) "Native species" means, with respect to a particular ecosystem, a species that, other than as a result of an introduction, historically occurred or currently occurs in that ecosystem.
- (h) "Species" means a group of organisms all of which have a high degree of physical and genetic similarity, generally interbreed only among themselves, and show persistent differences from members of allied groups of organisms.
- (i) "Stakeholders" means, but is not limited to, State, tribal, and local government agencies, academic institutions, the scientific community, nongovernmental entities including environmental, agricultural, and conservation organizations, trade groups, commercial interests, and private landowners.
- (j) "United States" means the 50 States, the District of Columbia, Puerto Rico, Guam, and all possessions, territories, and the territorial sea of the United States.

Section 2. Federal Agency Duties.

(a) Each Federal agency whose actions may affect the status of invasive species shall, to the extent practicable and permitted by law,

(1) identify such actions;

(2) subject to the availability of appropriations, and within Administration budgetary limits, use relevant programs and authorities to: (i) prevent the introduction of invasive species; (ii) detect and respond rapidly to and control populations of such species in a cost-effective and environmentally sound manner; (iii) monitor invasive species populations accurately and reliably; (iv) provide for restoration of native species and habitat conditions in ecosystems that have been invaded; (v) conduct research on invasive species and develop technologies to prevent introduction and provide for environmentally sound control of invasive species; and (vi) promote public education on invasive species and the means to address them; and

(3) not authorize, fund, or carry out actions that it believes are likely to cause or promote the introduction or spread of invasive species in the United States or elsewhere unless, pursuant to guidelines that it has prescribed, the agency has determined and made public its determination that the benefits of such actions clearly outweigh the potential harm caused by invasive species; and that all feasible and prudent measures to minimize risk of harm will be taken in conjunction with the actions.

(b) Federal agencies shall pursue the duties set forth in this section in consultation with the Invasive Species Council, consistent with the Invasive Species Management Plan and in cooperation with stakeholders, as appropriate, and, as approved by the Department of State, when Federal agencies are working with international organizations and foreign nations.

Section 3. Invasive Species Council.

(a) An Invasive Species Council (Council) is hereby established whose members shall include the Secretary of State, the Secretary of the Treasury, the Secretary of Defense, the Secretary of the Interior, the Secretary of Agriculture, the Secretary of Commerce, the Secretary of Transportation, and the Administrator of the Environmental Protection Agency. The Council shall be Co-Chaired by the Secretary of the Interior, the Secretary of Agriculture, and the Secretary of Commerce. The Council may invite additional Federal agency representatives to be members, including representatives from subcabinet bureaus or offices with significant responsibilities concerning invasive species, and may prescribe special procedures for their participation. The Secretary of the Interior shall, with concurrence of the Co-Chairs, appoint an Executive Director of the Council and shall provide the staff and administrative support for the Council. (b) The Secretary of the Interior shall establish an advisory committee under the Federal Advisory Committee Act, 5 U.S.C. App., to provide information and advice for consideration by the Council, and shall, after consultation with other members of the Council, appoint members of the advisory committee representing stakeholders. Among other things, the advisory committee shall recommend plans and actions at local, tribal, State, regional, and ecosystem-based levels to achieve the goals and objectives of the Management Plan in section 5 of this order. The advisory committee shall act in cooperation with stakeholders and existing organizations addressing invasive species. The Department of the Interior shall provide the administrative and financial support for the advisory committee.

Section 4. Duties of the Invasive Species Council. The Invasive Species Council shall provide national leadership regarding invasive species, and shall:

- (a) oversee the implementation of this order and see that the Federal agency activities concerning invasive species are coordinated, complementary, cost-efficient, and effective, relying to the extent feasible and appropriate on existing organizations addressing invasive species, such as the Aquatic Nuisance Species Task Force, the Federal Interagency Committee for the Management of Noxious and Exotic Weeds, and the Committee on Environment and Natural Resources;
- (b) encourage planning and action at local, tribal, State, regional, and ecosystem-based levels to achieve the goals and objectives of the Management Plan in section 5 of this order, in cooperation with stakeholders and existing organizations addressing invasive species;
- (c) develop recommendations for international cooperation in addressing invasive species;
- (d) develop, in consultation with the Council on Environmental Quality, guidance to Federal agencies pursuant to the National Environmental Policy Act on prevention and control of invasive species, including the procurement, use, and maintenance of native species as they affect invasive species;
- (e) facilitate development of a coordinated network among Federal agencies to document, evaluate, and monitor impacts from invasive species on the economy, the environment, and human health;
- (f) facilitate establishment of a coordinated, up-to-date information-sharing system that utilizes, to the greatest extent practicable, the Internet; this system shall facilitate access to and exchange of information concerning invasive species, including, but not limited to, information on distribution and abundance of invasive species; life histories of such species and invasive characteristics; economic, environmental, and human health impacts; management techniques, and laws and programs for management, research, and public education; and
- (g) prepare and issue a national Invasive Species Management Plan as set forth in section 5 of this order.

Section 5. Invasive Species Management Plan.

- (a) Within 18 months after issuance of this order, the Council shall prepare and issue the first edition of a National Invasive Species Management Plan (Management Plan), which shall detail and recommend performance-oriented goals and objectives and specific measures of success for Federal agency efforts concerning invasive species. The Management Plan shall recommend specific objectives and measures for carrying out each of the Federal agency duties established in section 2(a) of this order and shall set forth steps to be taken by the Council to carry out the duties assigned to it under section 4 of this order. The Management Plan shall be developed through a public process and in consultation with Federal agencies and stakeholders.
- (b) The first edition of the Management Plan shall include a review of existing and prospective approaches and authorities for preventing the introduction and spread of invasive species, including those for identifying pathways by which invasive species are introduced and for minimizing the risk of introductions via those pathways, and shall identify research needs and recommend measures to minimize the risk that introductions will occur. Such

recommended measures shall provide for a science-based process to evaluate risks associated with introduction and spread of invasive species and a coordinated and systematic risk-based process to identify, monitor, and interdict pathways that may be involved in the introduction of invasive species. If recommended measures are not authorized by current law, the Council shall develop and recommend to the President through its Co-Chairs legislative proposals for necessary changes in authority.

(c) The Council shall update the Management Plan biennially and shall concurrently evaluate and report on success in achieving the goals and objectives set forth in the Management Plan. The Management Plan shall identify the personnel, other resources, and additional levels of coordination needed to achieve the Management Plan's identified goals and objectives, and the Council shall provide each edition of the Management Plan and each report on it to the Office of Management and Budget. Within 18 months after measures have been recommended by the Council in any edition of the Management Plan, each Federal agency whose action is required to implement such measures shall either take the action recommended or shall provide the Council with an explanation of why the action is not feasible. The Council shall assess the effectiveness of this order no less than once each 5 years after the order is issued and shall report to the Office of Management and Budget on whether the order should be revised.

Section 6. Judicial Review and Administration.

(a) This order is intended only to improve the internal management of the executive branch and is not intended to create any right, benefit, or trust responsibility, substantive or procedural, enforceable at law or equity by a party against the United States, its agencies, its officers, or any other person.

(b) Executive Order 11987 of May 24, 1977, is hereby revoked.

(c) The requirements of this order do not affect the obligations of Federal agencies under 16 U.S.C. 4713 with respect to ballast water programs.

(d) The requirements of section 2(a)(3) of this order shall not apply to any action of the Department of State or Department of Defense if the Secretary of State or the Secretary of Defense finds that exemption from such requirements is necessary for foreign policy or national security reasons.

WILLIAM J. CLINTON
THE WHITE HOUSE,
February 3, 1999.

ANNEXE XXIV

Relations entre le Plan national de gestion des espèces envahissantes, les Principes directeurs sur les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces et la Stratégie mondiale sur les espèces exotiques envahissantes

Plan national de gestion des espèces envahissantes	Principes directeurs sur les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces	Stratégie mondiale sur les espèces exotiques envahissantes¹⁸¹⁶
1) Leadership and Coordination		Element 1 : Build management capacity Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks Element 8 : Prepare national strategies and plans
2) Prevention	CBD Guiding principle 2.1-2 : Three-stage hierarchical approach (set out in the Introduction to the Strategy) CBD Guiding Principle 7 : Border control and quarantine measures CBD Guiding Principle 10 : Intentional introduction CBD Guiding Principle 11 : Unintentional introductions	Element 1 : Build management capacity Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
3) Early Detection and Rapid Response	CBD Guiding principle 2.2 : Three-stage hierarchical approach	Element 1 : Build management capacity Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks Element 6 : Institute a system

¹⁸¹⁶ strategic responses to address the problem of invasive alien species, Stratégie mondiale p. 30 et s.

		of environmental risk analysis
4) Control and Management	CBD Guiding principle 2.2 : Three-stage hierarchical approach CBD Guiding principle 13 : Eradication CBD Guiding Principle 15 : Control	Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks
5) Restoration	CBD Guiding principle 3 : Ecosystem approach	Element 2 : Build research
6) International Cooperation	CBD Guiding principle 9 : Cooperation, including capacity building	Element 10 : Promote international cooperation
7) Research	CBD Guiding Principles 5 : Research and monitoring	Element 2 : Build research capacity Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
8) Information Management	CBD Guiding Principles 5 : Research and monitoring CBD Guiding Principle 8 : Exchange of information	Element 3 : Promote sharing of information
9) Education and Public Awareness	CBD Guiding Principle 6 : Education and public awareness	Element 1 : Build management capacity Element 7 : Build public awareness and engagements

ANNEXE XXV

**Relations entre la Stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes, les
Principes directeurs sur les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats
ou des espèces et la Stratégie mondiale sur les espèces exotiques envahissantes**

Stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes	Principes directeurs sur les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces	Stratégie mondiale sur les espèces exotiques envahissantes
1. Building awareness and support	CBD Guiding Principle 6 : Education and public awareness	Element 1 : Build management capacity Element 7 : Build public awareness and engagement
2. Collecting, managing and sharing information		Element 1 : Build management capacity Element 2 : Build research capacity Element 3 : Promote sharing of information Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis Element 9 : Build invasive alien species issues into global change initiatives
2.1. Species inventories	CBD Guiding Principle 8.1 : Exchange of information	Element 2 : Build research capacity
2.2. Research and monitoring	CBD Guiding Principles 5 : Research and monitoring CBD Guiding Principle 9.d : Cooperation including capacity building	Element 2 : Build research capacity Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
2.3. Regional exchange of information	CBD Guiding Principle 4.3 : The role of States CBD Guiding Principle 8.1 : Exchange of information CBD Guiding Principle 9.a : Cooperation, including capacity building	Element 10 : Promote international cooperation
3. Strengthening national policy, legal and institutional frameworks		Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks
3.1. Leadership and coordination		Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks
3.2. Policy and legal review and development		Element 4 : Develop economic policies and tools Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks
3.3. Strategies and action plans		Element 8 : Prepare national strategies and plans

3.4. Key approaches and tools	CBD Guiding Principle 1 : Precautionary approach CBD Guiding Principle 2 : Three-stage hierarchical approach CBD Guiding Principle 3 : Ecosystem approach	Element 4 : Develop economic policies and tools Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
3.5. Ancient introductions		
3.6. Compliance and enforcement		
4. Regional cooperation and responsibility		Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks Element 8 : Prepare national strategies and plans Element 10 : Promote international cooperation
4.1. Cooperation between Bern Convention Parties	CBD Guiding Principle 4.1 and 4.2: Role of States CBD Guiding Principle 8.2 : Exchange of information CBD Guiding Principle 9.a : Cooperation, including capacity building	Element 1 : Build management capacity Element 5 : Strengthen national, regional and international legal and institutional frameworks
4.2. Role of the Bern Convention		Element 10 : Promote international cooperation
4.3. Subregional cooperation	CBD Guiding principle 3 : Ecosystem approach CBD Guiding principle 9 : Cooperation, including capacity building	Element 10 : Promote international cooperation
5. Prevention	CBD Guiding principle 2.1-2 : Three-stage hierarchical approach (set out in the Introduction to the Strategy)	Element 2 : Build research capacity
5.1 Prevention at source and on arrival: border control and quarantine measures	CBD Guiding Principle 7 : Border control and quarantine measures	Element 1 : Build management capacity Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
5.2 Intentional introductions	CBD Guiding Principle 1 : Precautionary approach CBD Guiding Principle 9.a and c : Cooperation, including capacity-building CBD Guiding Principle 10 : Intentional introduction	Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
5.3 Unintentional introductions	CBD Guiding Principle 11 : Unintentional introductions	Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis

5.4 <i>In-country prevention</i>	CBD Guiding Principle 7.2 : Border control and quarantine measures CBD Guiding Principle 10 : Intentional introduction CBD Guiding Principle 11 : Unintentional introductions	
5.5 <i>Special measures for isolated ecosystems</i>	CBD Guiding Principle 3 : Ecosystem approach	
5.6 <i>Prediction and prevention of spontaneous spread</i>		Element 2 : Build research capacity
6 Early detection and rapid response	CBD Guiding principle 2.2 : Three-stage hierarchical approach	Element 2 : Build research capacity
6.1 <i>Surveillance</i>	CBD Guiding principle 2.2 : Three-stage hierarchical approach	Element 2 : Build research capacity
6.2 <i>Rapid response and contingency planning</i>	CBD Guiding principle 2.2 : Three-stage hierarchical approach CBD Guiding Principle 12 : Mitigation of impacts CBD Guiding principle 13 : Eradication	Element 2 : Build research capacity
7 Mitigation of impacts		Element 2 : Build research capacity
7.1 <i>Policy and legal aspects</i>	CBD Guiding Principle 1 : Precautionary approach CBD Guiding Principle 2.2 : Three-stage hierarchical approach CBD Guiding Principle 6 : Education and public awareness CBD Guiding principle 12 : Mitigation of impacts	
7.2 <i>Eradication</i>	CBD Guiding Principle 13 : Eradication	Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
7.3 <i>Containment</i>	CBD Guiding Principle 14 : Containment	Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis
7.4 <i>Control</i>	CBD Guiding Principle 15 : Control	
8. Restoration of native biodiversity	CBD Guiding principle 3 : Ecosystem approach	Element 2 : Build research capacity Element 6 : Institute a system of environmental risk analysis

ANNEXE XXVI

Mise en œuvre nationale de la stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes

Pays	Mesures spécifiques au sein de plusieurs Stratégies globales	Mesures spécifiques au sein d'une Stratégie sur la biodiversité	Stratégie ou plan d'action spécifique aux EEE ¹⁸¹⁷	Stratégie ou plan d'action spécifique à certaines EEE ¹⁸¹⁸
Belgique		oui		
République Tchèque		oui	Plan d'action en préparation	
Allemagne			Plan d'action	
Hongrie	oui			
Malte			Stratégie En préparation	
Portugal				Plan d'action au niveau régional oui, en préparation au niveau national.
Slovaquie			Stratégie	
Espagne			Plan d'action, Stratégie en préparation	
Suède			Stratégie, Plan d'action	
Pays-Bas			<i>National Policy paper</i> en préparation	
Royaume-Uni			Stratégie en préparation, Plan d'action en préparation	oui

¹⁸¹⁷ Espèces exotiques envahissantes.

¹⁸¹⁸ *Ibid.*

ANNEXE XXVII

Encadrement des introductions de poissons, grenouilles et crustacés par la réglementation sur la pêche

	Introduction interdite	Introduction sur autorisation préfectorale
Espèces de poissons susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques	Sans dérogation (L. 432-10 1°)	
Espèces de poissons non représentées dans les eaux intérieures	Avec dérogation (L. 432-10 2°)	A des fins scientifiques ou sur liste ¹⁸¹⁹ (R. 432-6)
Brochet, perche, sandre et black-bass	Dans les eaux classées en première catégorie (L. 432-10 3°)	
Poissons ne provenant pas d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture agréés	Pour repoissonner ou aleviner (L. 432-12)	
Espèces vivant alternativement dans les eaux douces et dans les eaux salées	Sur liste ¹⁸²⁰ (L. 436-11)	

¹⁸¹⁹ Fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce après avis du Conseil supérieur de la pêche et du Conseil national de protection de la nature.

¹⁸²⁰ Fixée par décret en Conseil d'Etat.

Index alphabétique des espèces

Les chiffres renvoient aux numéros des pages
(les chiffres en italique indiquent les espèces figurant en note de bas de page)

- A -

Abeille : 88
- *Apis mellifera mellifera* : 82, 84, 111, 112
Abricotier : 15
Acacia (*Hakea sericea*) : 309, 310
Accenteur : 17
Alouette des champs : 17
Anaocypris hispanica : 61
Aponogeton distachyos : 138

- B -

Bigorneau : 95
- *Littorina littorea* : 142
Black bass (*Micropterus salmoides*) : 57, 61, 66,
Bouquetin
- *Capra ibex ibex* : 55
- *Capra ibex aegagrus* : 55
- *Capra ibex nubiana* : 55
Brochet (*Esos lucius*) : 57, 61, 66, 251,
Bruant jaune : 17

- C -

Campagnol : 44
Carabe (*Chrysocarabus olympiae*) : 115
Carpe
- *Cyprinus carpio* (carpe asiatique) : 232
- *Cyprio carpio* (carpe commune) : 58
Caulerpe
- *Caulerpa taxifolia* : 22, 23, 24, 47, 71, 78, 79, 120, 142, 164, 165, 170, 199, 205, 230, 285, 371
- *Caulerpa sertularioides* : 79
Cerf
- Cerf des marais (Hydropote) : 43
- Cerf sika (*Cervus nippon*) : 44
Cerisier : 15

Chardonneret : 17, 176
- *Carduelis carduelis caniceps* : 176
- *Carduelis carduelis* : 176
Chat : 173
Chat sauvage bolivien (*Felis geoffroyi*) : 80
Centaurea solstitialis : 297
Cheval : 16
Chien : 15
Chien viverrin (*Nycetereutes procynoides*) : 44, 49,
Chouette chevêche : 17
Crépide (*Crepidula fornicata*) : 146
Chrysemys picta : 73
Chrysomèle : 142, 143
Citronnier : 15
Cochon : 15
Corbeau freux : 17
Crabe chinois (*Eriocheir sinensis*) : 61, 233
Cresson : 135

- D -

Diamant
- Diamant mandarin : 133
- Diamant de Gould : 133

- E -

Ecrevisse : 58, 59, 61, 62, 67, 71, 82, 83, 84, 170
- *Procambarus clarkii* (écrevisse de Louisiane) : 71, 84,
Ecureuil : 178 et s.
- *Sciurus carolinensis* (écureuil gris) : 165, 168, 175, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 296, 371
- *Sciurus vulgaris* (écureuil roux) : 170, 178, 182
Erismature

Oxyura jamaicensis : 73, 371
Oxyura leucocephala : 170, 371
 Esturgeon de Sibérie (*Asipenser baeri*) :
 64, 65
 Etoile de mer
 - *Asterina burtoni* : 230
 - *Asterina gibbosa* : 230
 Etourneau : 17
 Eucalyptus : 309

- F -

Ficopomatus enigmaticus : 147, 148, 233

- G -

Gobie à taches noires (*Neogobious melanostomus*) : 254
 Goyave : 319
 Grenouille : 57, 58, 59, 61
 - *Rana catesbelana* (Grenouille taureau) : 62, 73
 - *Rana sp.* : 61
 Grive musicienne : 17

- H -

Huitre : 95, 146
 - *Crassostrea gigas* (huitre creuse japonaise) : 23, 95, 96, 125, 146
 - *Ostrea edulis* : 96

- I -

Ibis sacré (*Threskiornis aethiopicus*) :
 183, 184, 214, 269
 Inséparable
 - Inséparable de Fisher (*Agapornis fischeri*) : 132, 133
 - Inséparable à face rose : 133
 - Inséparable masqué : 133

- J -

Jacinthe d'eau (*Eichinoria crassipes*) :
 236, 374
 Jussie (jussée) : 134, 135, 144
 - *Ludwigia peploides* : 134, 135
 - *Ludwigia grandiflora* : 134, 135, 138

- L -

Lamproie de mer (*Petromyzon marinus*) : 24, 25, 250, 253, 355,
 Lapin : 53, 54, 55, 56
 - *Sylvagus floridanus* (lapin de Floride) :
 45,
 - *Sylvagus sp.* (lapin américain) : 45, 371

- M -

Méduse
 - *Rhopilema nomadica* : 25, 230
 - *Rhyzostoma pulmo* : 25, 230
 Merle noir : 17
 Moineau domestique : 17
 Moule zébrée européenne (*Dresseina polymorpha*) : 24, 150, 151, 152, 198, 223,
 253, 355,
 Mouton : 16
Myriophyllum aquaticum : 138

- O -

Ours brun : 20, 43, 130

- P -

Palourde japonaise (*Ruditapes philippinarum*) : 140
 Perche : 57, 65, 66
 - *Perca fluviatilis* : 61,
 - *Lepomis gibbosus* (perche soleil) : 61,
 62,
 Perdrix
 - *Alectoris chukar* (perdrix chouckar) :
 131
 - *Alectoris rufa* (perdrix rouge) : 131
 Perruche
 - Perruche à collier (*Psittacula krameri*) :
 132
 - Perruche callopsite : 133
 - Perruche ondulée : 133
 Pin : 309
 - *Pinus radiata* : 310
 Pinson : 17
 Poirier : 15
 Poisson chat (*Ictalurus melas*) : 61
 Pomme : 299
 Prickly pears : 319

Puma : 43

- R -

Ragondin (*Myocastor coypus*) : 44, 48,

Rat : 173

- Rat domestique : 44

- Rat musqué (*Ondatra zibethica*) : 44,
48,

- Rat polynésien : 15

Raton laveur (*Procyon lotor*) : 44, 48, 49

- S -

Salade : 135

Sandre (*Stizostedion lucioperca*) : 57, 61,
66

Sargasse (*Sargassum muticum*) : 23, 96,
97, 125, 146, 148,

Saumon : 197, 250, 288, 289, 295, 296,
297, 299,

- **Oncorhynchus kisutch** (saumon coho
du Pacifique) : 64

Sénéçon du Cap (*Senecio inaequidens*) :
223

Serin des Canaries : 133

Serpent brun arboricole (*Boiga
irregularis*) : 23,

Sizerin : 17

Souris : 44

Spatina alterniflora : 306

- T -

Tamia de Sibérie (*Tamias sibericus*) : 76

Taupe : 44

Tortue : 77

- *Chelonia mydas* (tortue verte) : 80, 81

- *Chrysemis picta* (tortue peinte) : 73

- *Emis orbicularis sp.* (tortue cistude) : 73

- *Mauremys caspica leprosa* (tortue
maurémyde lépreuse) : 73

Trachemys scripta elegans : 73

Truite arc-en-ciel (*Oncorhynchus
mykiss*) : 232

- V -

Vache : 16

Vairon canadien (*Pimephales promelas*) :
58

Verdier : 17

Vison d'Amérique (*Mustela vison*) : 44,
48, 49

Table des matières

Introduction	13
I. Champ de la recherche	19
A- L'introduction d'espèces exotiques.....	19
B- La protection de l'environnement.....	28
II. Construction de la thèse : L'étude d'un système juridique.....	31
PREMIERE PARTIE : L'EMERGENCE DU SYSTEME JURIDIQUE DES INTRODUCTIONS	36
TITRE 1 : L'ATOMISATION ORIGINELLE DE LA REGLEMENTATION DES INTRODUCTIONS.....	39
<i>Chapitre 1 : Les sources liées à la réglementation de la chasse et de la pêche</i>	<i>41</i>
Section 1 : L'encadrement des introductions d'espèces animales par la police de la chasse	41
Paragraphe 1 : L'encadrement indirect des introductions d'espèces animales par la police de la chasse et des nuisibles	42
A- L'encadrement indirect des introductions d'espèces animales par la police de la chasse	42
1) Le gibier, des animaux potentiellement exotiques.....	43
2) L'encadrement des introductions par la réglementation sur le transport du gibier	44
B- L'encadrement indirect des introductions d'espèces animales par la police des nuisibles	46
1) La possibilité de classement nuisible des espèces exotiques	47
2) Les limites jurisprudentielles à la prévention des introductions par la police des nuisibles.....	48
Paragraphe 2 : Le nouvel encadrement direct des introductions par la législation cynégétique	50
A- Un cadre de protection-gestion de l'environnement	50
B- une réglementation directe porteuse de contradictions.....	52
1) Le manque de synergie entre la nouvelle réglementation du transport et celle de l'introduction de gibier.....	52
2) La contradiction entre la réglementation de l'introduction du gibier et la réglementation générale des introductions	54
Section 2 : l'encadrement précurseur des introductions d'espèces piscicoles par la police de la pêche	57
Paragraphe 1 : Les qualifications juridiques des espèces piscicoles diversement appropriés aux espèces exotiques	58
A- La notion ambiguë de représentation	58
B- L'« espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques », une qualification offrant des perspectives.....	60
Paragraphe 2 : Une réglementation des introductions piscicole sujette à interprétation	62
A- Les limites de la réglementation des introductions piscicole	63
1) Les problèmes de complémentarité et d'articulation entre régimes.....	63
2) Les risques d'introduction accidentelle et de croisement génétique	64
B- Une nécessaire interprétation téléologique.....	65
<i>Chapitre 2 : Les sources liées aux activités professionnelles relatives au vivant.....</i>	<i>69</i>
Section 1 : La réglementation liée au maintien et aux échanges d'espèces	69
Paragraphe 1 : La réglementation du commerce et de la présentation d'espèces non domestiques et non cultivées	69
A- Le recours par défaut à la réglementation des introductions douanières.....	70
1) La gestion ambiguë des introductions par le contrôle de leur importation	70
2) Un régime basé sur les listes d'espèces protégées	72
B- La réglementation sur la détention d'animaux non domestiques.....	74
1) Une réglementation prenant en compte les risques d'introduction dans le milieu naturel	74
2) L'attention spéciale portée aux établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.....	76
Paragraphe 2 : Les introductions au sein de l'espace communautaire	78
A- La nécessaire harmonisation des réglementations nationales.....	79
B- L'espèce, une marchandise en libre circulation.....	81
Section 2 : La réglementation liée à la production biologique.....	86
Paragraphe 1 : La prévention et le contrôle sanitaire des organismes nuisibles.	87
A- L'encadrement phytosanitaire international des introductions.....	88
B- L'encadrement phytosanitaire des introductions en droit communautaire et national.....	92
Paragraphe 2 : Les productions faisant l'objet de surveillances spéciales : l'exemple de la conchyliculture	94
TITRE 2 : L'UNITE DU REGIME DE DROIT COMMUN DES INTRODUCTIONS.....	99
<i>Chapitre 1 : La protection de l'intégrité des écosystèmes par la prévention des introductions.....</i>	<i>101</i>
Section 1 : L'interdiction comme principe général d'encadrement des introductions	103
Paragraphe 1 : L'émergence du principe d'interdiction en droit comparé et international	103
A- Une émergence en droit comparé, témoin des évolutions de la science.....	103
B- Le rôle moteur du droit international dans l'adoption du principe d'interdiction	106
1) D'une gestion internationale permissive à une gestion conservatoire.....	106
2) La Convention de Rio : globalisation de l'approche de précaution	109

Paragraphe 2 : L'application du principe d'interdiction en droit français	113
A – Le principe d'interdiction et la protection des espaces et des paysages.....	114
1) L'encadrement précurseur des introductions au sein des espaces protégés	114
a) La réglementation des introductions dans Les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux	114
b) La réglementation des introductions par la constitution de réserves naturelles et arrêtés de biotope	117
2) L'encadrement graduel des introductions par la gestion des paysages	119
B- L'impossible mise en œuvre du principe d'interdiction par la loi Barnier	122
1) L'inscription du principe d'interdiction en droit interne.....	123
a) Un régime de droit commun d'interdiction pour prévenir à la source	123
b) Un régime dérogatoire d'autorisation soumis aux principes de précaution et de participation.....	124
2) La difficile délimitation du champ d'application du principe d'interdiction	127
a) La relative nécessité du critère biogéographique du non indigénat	127
b) L'inadéquation du critère anthropocentrique de la non domesticité	131
3) La remise en cause du principe d'interdiction par la loi du 23 février 2005	134
a) La restriction de la portée du principe d'interdiction aux espèces envahissantes.	134
b) Le retour au schéma prévention-réaction	136
Section 2 : L'effectivité relative du principe d'interdiction : les introductions involontaires	137
Paragraphe 1 : L'encadrement juridique des introductions par évasions.....	138
A- De la négligence à l'imprudence.....	138
B- De la responsabilisation à l'éducation.....	141
1) La difficile mise en œuvre de la responsabilité du propriétaire	141
2) Les besoins d'information et d'éducation.....	143
Paragraphe 2 : L'encadrement juridique du transfert d'espèces clandestines.....	145
A- La prise en compte des espèces clandestines par le Droit	146
1) Une réglementation éclatée	146
2) Des mesures au cas par cas.....	147
B- L'importance du contrôle des vecteurs d'introduction : l'exemple des ballasts	148
1) Quelques Etats précurseurs.....	150
2) Un droit international moteur	153
<i>Chapitre 2 : La protection des équilibres naturels par la gestion des espèces introduites</i>	<i>159</i>
Section 1 : L'autonomisation de la gestion des espèces introduites.....	160
Paragraphe 1 : L'émergence de principes de gestion en droit international	161
A) Les principes de veille et d'évaluation de l'impact des espèces introduites.....	162
1) Le principe de détection rapide et de suivi rigoureux	163
2) Le recours au bilan coût avantage comme aide à la décision.....	166
B) Les principes et méthodes de contrôle des espèces introduites	169
1) Les principes de gestion des populations d'espèces introduites	171
2) Principes de gestion de l'impact sur le milieu	173
Paragraphe 2 : Les conflits entre principes de gestion des espèces introduites et principes de conservation de la nature.....	174
A- Les conflits d'objectifs de gestion entre sous-espèces introduites et espèce protégées	176
B- Les conflits de compétences relatif au contrôle des espèces introduites : le cas de l'Italie	178
1) L'incompatibilité entre la fonction de conservation et le contrôle des espèces introduites.....	180
2) Une détection précoce pour une mise en œuvre tardive	182
Section 2 : Le recours au principe pollueur-payeur	185
Paragraphe 1 : Les possibilités de qualification juridique de pollution	187
A) L'exemple contrasté du droit international de la mer.....	188
1) La CMB : entre confusion des qualification et distinction des régimes.....	189
2) La possibilité d'encadrement par la Convention MARPOL	191
3) La Convention sur les eaux de ballast : le choix d'un régime transcendant celui des pollutions marines	193
B- Un exemple en droit comparé : les possibilités de qualification offertes par les lois sur l'eau américaine et française.	195
1) Le rôle déterminant du juge américain	195
2) Le droit français, un potentiel non exploité	199
Paragraphe 2 : la mise en œuvre du principe général d'internalisation des coûts liés aux introductions.....	200
A) Le recours limité aux instruments de recouvrement des coûts liés à la responsabilité.	202
B) Le recours aux instruments économiques relativisant le principe d'interdiction.....	206
1) Le recours classique à l'internalisation fiscale	207
2) le recours innovant aux permis négociables	211

DEUXIEME PARTIE : LA GLOBALISATION DU SYSTEME JURIDIQUE DES INTRODUCTIONS

TITRE 1 : LE « CHANGEMENT GLOBAL », NOUVEAU PARADIGME DU SYSTEME JURIDIQUE DES INTRODUCTIONS	218
Chapitre 1 : La réglementation des introductions face à « l'altération globale de l'environnement »	223
Section 1 : La difficile adaptation de la réglementation des introductions à la migration d'espèces exotiques par les canaux	224
Paragraphe 1 : Les limites des réglementations internes : l'exemple des Grands Canaux	226
A- Les migrations d'espèces exotiques par les Grands Canaux, des situations contrastées	227
1) Le Canal de Suez : un couloir important de migration	227
2) Le canal de Panama : des conditions peu propices aux migrations	231
3) Le canal de Kiel : des migrations difficilement estimables	232
B- L'inadaptation des réglementations nationales aux migrations par les Grands Canaux	233
1) Les faibles possibilités actuelles de réglementation offertes par le droit Egyptien	234
2) Les opportunités non exploitées de l'approche écosystémique panaméenne	237
3) L'éventuelle prise en compte de l'artificialité du vecteur dans la qualification allemande	240
Paragraphe 2 : Quelques pistes innovantes de prise en compte des migrations actives en droit international et comparé	243
A- Les prémices d'une prise en compte des migrations actives par les canaux en droit international	243
1) L'interprétation large de la qualification d'introduction en droit international	243
2) La prise en compte explicite des migrations par canaux dans les textes internationaux	245
B- La mise en œuvre de la prévention des migrations par les canaux en droit comparé	247
1) L'exemple de la région des Grands Lacs	248
a) L'impact du percement de canaux dans la région des Grands Lacs	248
b) la prévention des migrations dans le cadre de la réglementation sur les introductions : l'exemple nord-américain	251
2) La prise en compte des migration dans les études d'impact : le cas grec	255
Section 2 : La gestion de l'interaction entre le changement climatique et les invasions biologiques	258
Paragraphe 1 : L'adaptation de la prévention du changement climatique aux invasions biologiques	260
A- La coopération entre la CDB et l'UNFCCC	260
1) Un rapprochement initié par la CDB	261
2) la prise en compte du risque d'introduction dans les méthodes d'adaptation du protocole de Kyoto	262
B- La coopération avec les autres conventions : l'exemple de la Convention sur la désertification	265
Paragraphe 2 : L'adaptation de la gestion des invasions biologiques au changement climatique	266
A- La remise en cause du critère du non indigénat	267
1) La remise en cause du caractère « naturel » de la nouvelle aire de répartition de l'espèce	267
2) Le glissement sémantique de l'expression « espèce exotique envahissante » : la spontanéité du mouvement en question	269
B- Vers une modification des stratégies de gestion des espèces introduites ?	273
1) La prise en compte du changement climatique dans l'évaluation du risque d'invasion et de ses dommages	273
2) L'accent mis sur les stratégies d'adaptation	275
Chapitre 2 : La réglementation des introductions et la globalisation économique	281
Section 1 : La prévention des introductions et le système global de non-restriction des échanges	282
Paragraphe 1 : L'effet de synergie entre les règles de l'OMC et la réglementation des introductions	283
A- L'incidence des principes de libre échange sur la cohérence de la réglementation des introductions	283
1) La cohérence assurée par la légitimation des motifs d'exception dans le cadre du GATT de 1994	284
2) L'application du principe de cohérence dans le cadre de l'accord SPS	286
B- L'effet de « standardisation » de la réglementation des introductions	291
1) La réglementation des introductions par le biais des standards SPS	291
2) L'uniformisation de la réglementation des introductions par l'élargissement des Standards reconnus par l'OMC	293
Paragraphe 2 : L'orientation des méthodes de prévention des introductions par l'accord SPS	294
A- La substitution des méthodes de prévention en vertu de l'article 5.6 de l'accord SPS	294
B- L'influence de l'accord SPS sur la constitution des listes d'espèces exotiques	296
1) Les listes blanches et noires : le cas des interdictions d'importation permanentes	297
a) L'influence du principe de cohérence sur la composition des listes	297
b) L'influence de l'exigence d'une preuve scientifique sur la composition des listes	298
2) Les listes grises : le cas des interdictions d'importation provisoires	299
Section 2 : La réglementation des introductions et le développement durable	301
Paragraphe 1 : La prévention des introductions et le développement durable : l'exemple de la Chine	302
A- La Chine, nouvel acteur du mouvement global des espèces exotiques	303
B- La nécessité d'une réglementation directe pour une prévention durable	304
Paragraphe 2 : Le contrôle des espèces introduites et le développement durable : l'exemple de l'Afrique du Sud	307

A- La genèse du programme Working for Water : une approche holistique de développement durable	308
1) Un programme de protection de l'environnement	308
a) Les introductions végétales en Afrique du Sud et le problème de l'eau	308
b) Une gestion des espèces exotiques indissociable de la gestion des ressources en eau.....	311
2) Un programme aux ambitions de justice sociale et de progrès économique.....	313
a) La question de l'eau dans la société post-apartheid.....	313
b) Un programme regroupant de nombreuses politiques publiques.....	313
B- L'évolution de l'encadrement juridique de WfW : vers un recentrage environnemental	314
1) Un programme holistique mais une réglementation dispersée.....	315
2) Les leçons de WfW : la nécessité d'une réglementation plus coercitive et environnementale	317
a) Le problème de l'engagement des acteurs privés	318
b) La protection de la biodiversité, nouveau cadre juridique du contrôle des espèces exotiques.....	321
TITRE 2 : LA GOUVERNANCE GLOBALE DES INTRODUCTIONS D'ESPECES EXOTIQUES.....	327
<i>Chapitre 1 : La gouvernance mondiale des introductions d'espèces exotiques</i>	333
Section 1 : La fonction d'organisation institutionnelle du Programme mondial.....	334
Paragraphe 1 : Une origine informelle : un programme de coopération de la Communauté internationale	334
A- La coopération institutionnelle au sein du Programme mondial	334
B- Les partenariats du Programme mondial.....	336
Paragraphe 2 : Une évolution institutionnelle : la création d'une Organisation non gouvernementale	338
Section 2 : La fonction d'organisation informationnelle du Programme mondial	340
Paragraphe 1 : Nature politique du Programme mondial.....	340
A- Une intégration horizontale : assurer une cohérence multisectorielle	341
B- Une intégration verticale : assurer une cohérence globale, régionale et nationale.....	342
Paragraphe 2 : Dimension normative du Programme mondial	345
A- Le Programme mondial, élément structurel du système juridique	346
1) Le Programme mondial produit et source non juridique des travaux de la CDB.....	346
2) Le Programme mondial élément de l'environnement du système juridique.....	348
B- Le programme mondial, élément fonctionnel du système juridique.....	350
1) Le Programme mondial, élément du processus d'ouverture du système juridique	350
2) Le Programme mondial, élément du processus de pilotage interne du système juridique	351
<i>Chapitre 2 : La gouvernance nationale et régionale des introductions : l'exemple des Etats-Unis et de l'Europe</i>	353
Section 1 : Le Plan de gestion des Etats-Unis.....	353
Paragraphe 1 : La genèse du Plan national de gestion des espèces exotiques envahissantes.....	354
A- La fragmentation originelle des compétences et de la réglementation fédérale	354
B- Le décret-loi du Président Clinton de 1999, un instrument de gouvernance innovant	356
Paragraphe 2 : Le contenu du Plan de gestion et sa mise en œuvre.....	359
A- Un contenu influencé par les travaux du GISP	359
B- La mise en œuvre du NISMP, un bilan à nuancer	362
Section 2 : La gouvernance européenne des introductions d'espèces exotiques.....	364
Paragraphe 1 : La Stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes	365
A- une genèse marquée par une forte collaboration institutionnelle	365
1) Le rôle pionnier du Conseil de l'Europe et de la Convention de Berne.....	365
2) La Stratégie, fruit d'une collaboration étroite entre la Convention de Berne et la CDB.....	367
B- Le contenu de la Stratégie et sa mise en œuvre	369
1) Un contenu reprenant les Principes directeurs de la CDB	369
2) La mise en œuvre volontaire de la stratégie.....	371
a) Les outils incitatifs de mise en œuvre du Conseil de l'Europe	371
b) La mise en œuvre nationale de la Stratégie européenne	372
Paragraphe 2 : Le projet de Stratégie communautaire	376
A- Un projet s'inscrivant dans le cadre de la Politique communautaire de l'environnement.....	376
B- L'élaboration et le contenu de la Stratégie communautaire en accord avec la gouvernance européenne	379
Conclusion générale	386
BIBLIOGRAPHIE	389
ANNEXES	441
INDEX ALPHABETIQUE DES ESPECES.....	535

L'introduction d'espèces exotiques et la protection de l'environnement : étude d'un système juridique

Seconde cause d'extinction de la biodiversité dans le monde, l'introduction d'espèces exotiques participe au changement global de l'environnement. Notre étude se propose d'abord, selon une approche systémique, de démontrer l'émergence d'un système juridique des introductions répondant à l'objectif de protection de l'environnement. La réglementation des introductions issue de dispositions juridiques dispersées et indirectes se transforme en un régime spécifique recourant à une qualification juridique explicite.

Il s'agit ensuite de montrer l'évolution de ce système sous l'action conjuguée du changement global de l'environnement et de la mondialisation de l'économie. Le champ de la réglementation des introductions s'étend alors aux invasions biologiques subspontanées. Des changements juridiques s'opèrent au sein du système sous l'action des objectifs divergents de liberté des échanges et de développement durable.

Reflet de la dialectique entre la science et le droit et des interactions entre les différents branches du droit, le système juridique des introductions se révèle ouvert tant sur son environnement cognitif que sur son environnement normatif.

Mots clés: environnement, espèces exotiques, invasion biologique, système juridique, approche systémique, raison juridique, convention sur la diversité biologique, *soft law*, changement global, mondialisation, stratégie, programme d'action, principes juridiques

The Introduction of Exotic Species and the Protection of the Environment: Study of a Legal System

The introduction of exotic species is the second cause of extinction of biodiversity in the world and a main driver of global change.

The national and international regulation of the introduction of exotic species is mostly incomplete and fragmented. For a long time, this aggregate of law and policy has formed a complex and disorganized legal system.

Using a systemic approach, our study demonstrates the emergent evolution of this system in a comprehensive, organized and integrated system of national and international law whose objective is the protection of the environment. The evolution of this legal system is fostered by its interactions within an environment of legal and scientific knowledge in a context of environmental global change and economic globalization.

Key words : environment, exotic species, alien species, biological invasion, legal system, systemic approach, integrated approach, convention on biological diversity, *soft law*, global change, globalization, strategy, action plan,